

سكاي ان الاصل

TRENTÉ ET UNIÈME ANNÉE — N° 9263

38 PAGES

— SAMEDI 26 OCTOBRE 1974

**Le président Sadate
est invité officiellement
en France**
LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

I F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 Dir. ; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 1 sch. ; Belgique,
8 fr. ; Canada, 80 c. ; Danemark, 2,50 kr.
Espagne, 16 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Irlande,
15 sh. ; Iran, 45 rls ; Italie, 250 L. ; Japon,
100 yen. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas,
2,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse,
0,50 fr. ; U.R.S.S., 75 rbs ; Venezuela, 1 c. de
Vint des abonnements : 16
5, rue des Italiens
75121 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4387-23 Paris
Téléc. Paris 65372
Tél. : 770-91-29

APRÈS LA « RÉUNION DE PRESSE » DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Une approche « mondialiste »

Même si l'idée d'une conférence réunissant les trois catégories de pays concernés par la crise du pétrole était « dans l'air » depuis longtemps, M. Giscard d'Estaing a eu l'air et la manière de la faire apparaître comme une initiative française. Il l'a en effet présentée avec une certaine solennité, au terme d'une analyse « objective » de la situation. Comme un bon joueur de tennis, il renvoie la balle très loin dans l'autre camp, et son tir paraît même suffisamment ajusté pour qu'il puisse préciser que le nombre des participants à cette conférence, qui « aura lieu au début de 1975 », sera de dix à douze et que la Communauté économique européenne y sera représentée « en tant qu'elle-même ».

La perspective du président de la République est mondialiste. Aucun pays ne peut tirer seul son épingle du jeu. Tous, parvenus ou riches, producteurs ou consommateurs de pétrole, sont forcés de trouver ensemble une solution globale à un problème global.

En particulier, il est de l'intérêt des rentiers de l'« or noir » que l'économie mondiale continue de fonctionner normalement, ne serait-ce que pour la sécurité du placement de leurs revenus. A juste titre, M. Giscard d'Estaing a rappelé à demi-mot qu'aucune garantie ne tiendrait dans un monde trouble.

Le président se réfère ainsi à la logique économique pour donner des « conseils » aux pays pétroliers, dont l'avenir « ne s'écrit pas en 1975 ». Il n'est pas sûr que leurs dirigeants aient besoin de tels conseils ni que la logique qui les fait agir soit, principalement économique. Mais, enfin, il faut bien trouver un langage commun.

M. Giscard d'Estaing a aussi fait preuve d'habileté. En maintenant son opposition au groupe des Douze issu de la conférence de Washington sur l'énergie, c'est-à-dire à la machine diplomatique de M. Kissinger, il assume l'héritage — fort populaire — de M. Joffe. Aux partisans de la Communauté qui se sont embarqués sur cette galère à direction américaine, il montre qu'il existe une autre voie, qui conduit non à la confrontation mais à la concertation. Cependant, réaliste, il renonce implicitement au dialogue euro-arabe, dont les prémisses avaient été fort décevantes ; pragmatique, ce n'est pas à l'ONU qu'il s'adresse, comme l'avait fait au début de l'année le diplomate français, qui découvrait soudainement des vertus au « machin » onusien, mais à un groupe restreint de pays. Son expérience des négociations monétaires a dû lui dicter ce choix. Ce n'est jamais dans les forums qu'on débouche les situations.

Le projet sera cependant difficile à mettre en œuvre. La Communauté économique doit être représentée en tant que telle. Par qui ? Par l'Irlande qui exercera à partir du mois de janvier la présidence ? Un autre membre de la C.E.E. viendra-t-il l'assister ? Voilà un beau sujet de dispute pour le prochain « sommet » européen. Qui parlera au nom des pays pétroliers ? Et qui au nom des nations déjà productrices ou en voie de production ? Il sera difficile de limiter le nombre des participants, qui sera finalement supérieur à celui qui est proposé par le président de la République.

D'autre part, du côté de Washington, acceptera-t-on d'avoir perdu l'initiative ? Viendra-t-on à la table d'une conférence dont le président — M. Giscard d'Estaing lui-même ? — a déjà abandonné l'un des points considérés par les Américains comme de la plus haute importance : à savoir l'indexation des prix du pétrole ? Il est vrai que le chef de l'Etat a précisé que cette indexation ne pourrait pas être appliquée à l'importation quel que soit le niveau. Mais il reste que le principe est maintenant admis par un membre important du monde occidental, ce qui ne peut qu'encourager l'O.P.E.C. à l'appliquer à partir du 1^{er} janvier 1975, comme elle se l'est promis.

Le projet de conférence sur le pétrole est accueilli avec scepticisme dans les capitales occidentales

Les ministres des affaires étrangères des Neuf fixeraient le 11 novembre la date du « sommet » européen

Dans la déclaration qu'il a faite jeudi après-midi 24 octobre, au début de sa « réunion de presse », M. Giscard d'Estaing a dressé un sombre tableau du « monde malheureux » que les hommes d'Etat doivent conduire. Si ce monde savait où il va, ce serait, a-t-il dit, « pour découvrir qu'il va à la catastrophe ».

Mais il faut tout faire pour que cette situation de crise « débouche sur un progrès », et c'est dans cette perspective qu'il a voulu exposer la politique extérieure de la France.

Le chef de l'Etat a proposé la réunion, au début de 1975, d'une conférence réunissant un nombre égal et restreint des principaux pays exportateurs de pétrole, les pays consommateurs industrialisés et les pays importateurs qui ne le sont pas. Il s'agit d'offrir aux producteurs une garantie de revenus sous forme d'indexation, mais à partir d'un niveau de prix plus bas que celui qui existe actuellement. Le chef de l'Etat a confirmé, par ailleurs,

que la France ne rejoindrait pas le « groupe des Douze » formé par les principaux pays consommateurs, mais qu'il en comprenait les objectifs.

Ce projet est généralement accueilli, au moins dans les capitales occidentales, avec un certain scepticisme. La Sueddeutsche Zeitung de Munich va jusqu'à écrire que l'on peut dès maintenant « affirmer sans trop s'avancer que la conférence n'aura pas lieu ». Aux Etats-Unis, on admet que cette proposition complique les initiatives américaines, mais on rétorque aussi le ton conciliant employé par M. Giscard d'Estaing. Bonn et Londres ne semblent pas prêts non plus à se rallier à l'initiative française.

Ce scepticisme rejettait sur le projet de « sommet » européen, dont le président de la République a saisi officiellement ses partenaires jeudi. Il est très peu probable, en effet, estime-t-on dans les capitales européennes, que les Neuf puissent mettre sur pied une politique commune de l'énergie avant la fin de novembre ou le début de

décembre, date proposée par Paris pour la réunion des chefs de gouvernement. Cela dit, le principe d'un « sommet » est accepté et sa date pourrait être fixée par les ministres des affaires étrangères, lors de leur réunion à Bruxelles le 11 novembre.

M. Giscard d'Estaing a encore parlé du Proche-Orient, demandant que le problème palestinien soit « traité » dans le cadre d'un règlement d'ensemble. Ces propos ont été bien accueillis par un porte-parole de l'Organisation de libération de la Palestine, qui les a qualifiés de « réalistes et avancés ». En revanche, en Israël, on s'attend à des conversations « très dures » avec M. Sadat, lors de sa visite à la fin du mois.

En France, les propos du président de la République sur la politique intérieure n'ont suscité que peu de commentaires dans les milieux politiques. C'est ainsi que l'opposition n'a pas réagi à la proposition de recevoir ses dirigeants avant la fin du mois prochain, en prévision des entretiens avec M.M. Brejnev et Ford.

L'INTENDANCE PRÉCÈDE

Par ANDRÉ FONTAINE

Comparaison n'est pas raison. M. Giscard d'Estaing était fondé à demander à ses auditeurs, au cours de la deuxième « réunion de presse » de sa présidence, de ne pas juger sa politique par rapport à celle de ses prédécesseurs, mais en soi. Comment cependant ne pas songer, en l'entendant, aux deux hommes qui se sont si souvent exprimés à cette même place et dont il diffère tant ?

Par le style d'abord. Le conférencier, superbement à l'aise, presque toujours souriant, même lorsqu'il évoque des catastrophes auxquelles, par tempérament, il a visiblement du mal à croire, s'est substitué au chef qui définit une direction et attend de ses concitoyens qu'ils le suivent.

Par l'approche ensuite. De Gaulle et Pompidou, nourris d'histoire et de culture classique, fascinés par la politique étrangère, étaient convaincus l'un et l'autre que l'économie devait être mise à son service. Le mot apocryphe prêt au général et selon lequel « l'intendance suit » résume bien son état d'esprit. Le séjour par la banque, un long séjour à Matignon, avaient fait prendre à son successeur une vue plus concrète de la question. Il n'empêche que lui aussi pensait avant tout en termes d'équilibre, de jeu des forces, de mission de la France.

Le troisième président de la V^e République ne donne pas l'impression, lorsqu'il s'aventure sur le terrain diplomatique, d'avoir beaucoup dépouillé le ministre des finances. Chez lui, clairement, l'intendance précède. Le langage qu'il a tenu ce jeudi n'aurait pas été très différent s'il avait décidé de consacrer l'essentiel de ses propos à l'économie.

On a trop reproché à de Gaulle d'en avoir pris à son aise avec les problèmes matériels ; on voit trop

aujourd'hui les conséquences d'une politique qui a souvent sacrifié la rentabilité aux chimères du prestige pour reprocher à M. Giscard d'Estaing de faire une large place dans son analyse aux réalités économiques. C'est un fait, qu'elles dominent le monde d'aujourd'hui et que nous ne pouvons pas nous en passer. Mais, peut-être, ce n'est pas la question fondamentale que l'on pouvait se poser en écoutant le président de la République française, dont on peut ainsi résumer le diagnostic : la continuation des tendances actuelles est impossible, car

(Lire la suite page 8.)

GÉRER L'IMPRÉVISIBLE

Par PAUL FABRA

Est-il possible que la crise « durable » dans laquelle nous sommes entrés débouche finalement sur un progrès et non pas sur une catastrophe, sans une action délibérée des gouvernements pour ramener les conditions d'un certain ordre économique et monétaire ? Telle est la question fondamentale que l'on pouvait se poser en écoutant le président de la République française, dont on peut ainsi résumer le diagnostic : la continuation des tendances actuelles est impossible, car

les déséquilibres que traduisent les différentes courbes concernant la croissance démographique, la consommation des matières premières, l'accumulation des balances de paiements par les pays producteurs de pétrole, etc., sont insupportables. Puisqu'ils sont insupportables, ils seront donc corrigés « par des événements » qui amèneront dans les cinq ou six années à venir des changements profonds et « discontinus » dans le monde.

(Lire la suite page 8.)

DEVANT LE XXI^e CONGRÈS DU P.C.F.

M. Marchais s'inquiète des conclusions des assises du socialisme et lance un appel aux syndicalistes C.F.D.T.

Les douze cent soixante délégués réunis jusqu'à dimanche au Palais des sports de Vitry-sur-Seine pour le vingt et unième congrès — extraordinaire — du P.C.F., ont engagé, vendredi 25 octobre, le débat sur le rapport de M. Marchais.

L'important débat engagé au sein du parti pour la préparation du congrès extraordinaire avait déjà conduit les dirigeants communistes à multiplier les efforts pour convaincre les militants du bien-fondé du mot d'ordre d'« union du peuple de France ». Le rapport présenté au nom du comité central, jeudi 24 octobre à Vitry-sur-Seine, par M. Georges Marchais, s'en est trouvé, pour une bonne part, déformé.

Rassurer les militants

Le secrétaire général s'est employé, comme prévu, à rassurer les militants qu'inquiétait l'ouverture en direction de presque toutes les

Tenant la tribune, jeudi après-midi, pendant plus de quatre heures, le secrétaire général du parti a, notamment, fixé les conclusions des récentes assises du socialisme et lancé un appel aux syndicalistes de la C.F.D.T.

catégories sociales comme des gaullistes. En réaffirmant hautement le rôle central que la classe ouvrière doit jouer dans l'union et la vocation d'avant-garde du P.C.F., M. Georges Marchais a

renoué avec une orthodoxie qui avait semblé quelque peu abandonnée lors de la session de juin du comité central.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

PUBLICITÉ NON COMPENSÉE

Si j'étais le parti communiste, je profiterais des assises de Vitry pour conférer à M. Pompidou la dignité de membre d'honneur. Le service qu'il a rendu à la gauche en général et au parti communiste en particulier est de taille. En relançant les slogans éculés de l'anticommunisme primaire, il va à l'encontre d'une image de marque qui fait son chemin. Or, rien n'est plus mauvais que d'attaquer une image de marque quand le consommateur a le sentiment de la devoir à son jugement plutôt qu'à la publicité.

Autrement dit, les nombreux Français qui ne sont pas communistes, mais cherchent à savoir si le parti communiste a la qualité gouvernementale, risquent fort de ne dire que si l'on n'a rien de plus à lui reprocher que de vieilles rengaines, c'est qu'il a peut-être des vertus que l'on ne peut pas dire.

ROBERT ESCARPIT

D'EUROPE 1 A L'O.R.T.F.

Reprise en main de l'audio-visuel

En décidant de mettre fin aux fonctions de M. Maurice Siegel à la direction générale d'Europe 1, le gouvernement a fait preuve, par le truchement de M. Denis Boudouin, son représentant à la tête de la SOFIRAD — société d'Etat qui contrôle toutes les stations périphériques, à l'exception de Radio-Télé Luxembourg et de Radio Andorre, — un certain « relâchement » dans l'art des apparences. Ce relâchement, quelles qu'en soient les causes, indique, par la forme qu'il a prise — un diktat accompagné d'une « petite phrase » — les limites du système libéral giscardien dont une réunion de presse a vanté ailleurs les avantages. M. Maurice Siegel est « licencié » comme le premier P.-D.G. de l'O.R.T.F., M. Arthur Conte a été « démissionné ».

M. Denis Boudouin, qui est d'autre part le délégué général à l'information, a déclaré que le « changement de direction à la tête d'Europe 1 avait été rendu nécessaire par la durée du mandat de

TANDIS QUE LA GRÈVE S'ÉTEND

Des négociations s'engagent aux P.T.T.

Alors que la grève dans les P.T.T. continuait à s'étendre en cette fin de semaine, des négociations entre les syndicats et les pouvoirs publics amorcées jeudi devaient reprendre dans la soirée de ce vendredi 25 octobre.

La grève des postiers, massive dans les centres de tri et les bureaux-gares (79 % de grévistes, selon le ministère), nous semble ailleurs (85 % des chèques postaux, 28 % chez les préposés), paraissant à peu près totalement la distribution du courrier ce vendredi. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. devaient renforcer leurs consignes en cette fin de semaine. A son tour, la Fédération nationale des télécommunications (autonome) a aussi appelé ses adhérents à cesser le travail ; les perturbations risquent donc d'être plus nombreuses encore que les jours précédents dans les transmissions télégraphiques et téléphoniques.

A Lille et à Saint-Etienne, les centres de tri occupés par des grévistes ont été évacués jeudi soir après l'intervention de la police.

Les négociations entre M. Pierre Lelong, secrétaire d'Etat aux P.T.T., et les représentants des fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. devaient reprendre ce vendredi à 21 heures. La veille, à la même heure, au terme d'une première entrevue exploratoire, le ministre a réaffirmé que les discussions ne pouvaient porter sur le traitement de base, qui n'est pas de son ressort. Mais il a proposé d'examiner les questions relatives aux effectifs, aux primes, aux conditions de travail, à la formation professionnelle, aux réformes catégorielles et à la consultation des syndicats sur les décisions importantes. Enfin, le ministre s'engageait par écrit à maintenir le statut juridique actuel des P.T.T.

(Lire l'article de J. Roy page 13.)

VIVE HAUSSE DE L'OR

Le cours de l'or a fortement monté en fin de semaine sur le marché de Londres, où l'once de métal a été cotée 165,30 dollars, contre 158,50 dollars jeudi matin et 162 dollars jeudi après-midi, rejoignant ainsi son plus haut niveau depuis le 20 mai dernier. On attribue cette poussée soudaine à des achats américains. Rapetons que le cours maximum de l'once d'or avait été atteint le jeudi 4 avril avec 178,50 dollars.

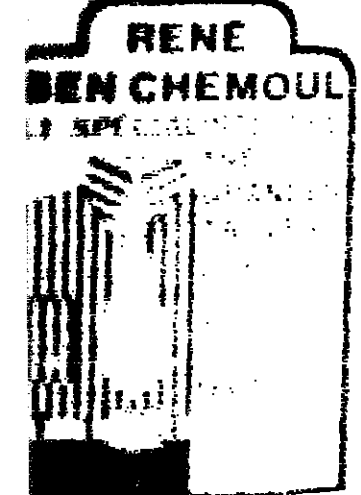
M. Maurice Siegel à la tête de la station (1).

L'idée selon laquelle certains hommes auraient « fait le u temps » — c'est, on l'a vu ailleurs, un des principaux arguments de la politique de mutation dans les théâtres publics menée par le secrétaire d'Etat à la culture — semble être devenue la clé de la dialectique gouvernementale dans le domaine du « changement ».

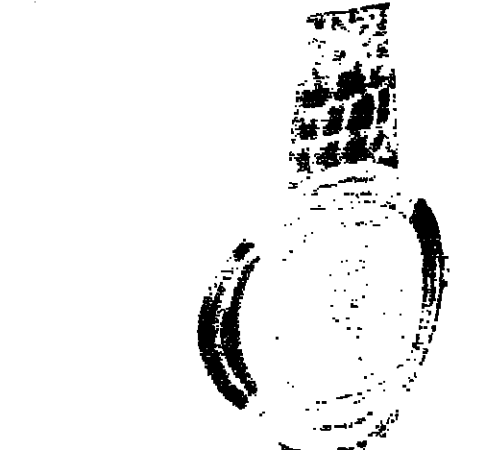
Curieusement, d'ailleurs, la partie négative de l'aggiornamento giscardien l'emporte pour le moment sur les perspectives d'avenir. On sait que M. Siegel quitte Europe 1, malgré la réussite commerciale de sa politique, et on rappelle que son départ n'a pas été décidé en quelques heures, malgré la manière subite dont on l'a annoncé.

MARTIN EVEN.
(1) Vingt ans, selon M. Boudouin, mais c'est seulement en 1961 que M. Siegel a succédé au premier directeur de la station, M. Louis Merle.
(Lire la suite page 36.)

LE VIOLONISTE DAVID GISTRANNE



LE VIOLONISTE DAVID GISTRANNE



BOCHE-ORIENT

THOMAS FERENCZI.

qui devra naturellement être arrêtée en commun, compte tenu des possibilités de chacun; mais se situant à la fin du mois de novembre ou au début du mois de décembre.

la traiter, pour traiter les problèmes, il faut rechercher les procédures de concertation. On pour-

matiser

la traiter, pour traiter les problèmes, il faut rechercher les procédures de concertation. On pourrait imaginer des procédures de confrontation ou de domination sur les différents sujets dont nous parlerons : la danse : la vous

Enfin, s'il faut être conscient du problème, il ne faut pas non plus exagérer systématiquement le péril, car, dans une certaine mesure, dans un monde gouverné par l'opinion publique dans lequel, d'ailleurs, nos responsabilités sont

considérables. L'exagération du péril est également la cause du péril, et il faut savoir que les perspectives de croissance de l'économie mondiale pour 1975 justifient la préoccupation mais ne justifient pas la dramatisation ou en tout cas la perception d'une situation de crise comparable aux grands incidents, notamment au

Pour la plupart des grands pays mondiaux, en effet, on prévoit, à l'heure actuelle, une croissance économique en 1975 légèrement plus rapide qu'en 1974; pour l'ensemble des grands pays indus-

trials, la croissance économique de 1974 est de 19 %, croissance très faible, et, à l'heure actuelle, les organismes internationaux

Donc, nous sommes dans une situation de difficultés économi-

ques modiales appelant des solutions et des initiatives, et jusqu'à présent les solutions n'ont pas été dégagées et les initiatives n'ont pas toujours été prises, mais il

opérationnel

sources pétrolières, mais la poursuite de la baisse du niveau de vie de ces populations qui représentent à l'heure actuelle un milliard de personnes dans le monde et, donc, il est certain que pour ces grands pays très peuplés et importateurs de pétrole il y a le plus grand intérêt à ce qu'une convention internationale soit

Naturellement, il est important pour eux de tirer, à l'heure actuelle, en 1975, le plus grand

profit possible de leurs ressources, mais l'économie mondiale, leur propre vie, ne s'arrêtera pas en 1975 et donc, ce qui est important, c'est qu'ils soient assurés

iniques mondiales favorables,
maintenant un niveau suffisant

Cette concertation est également souhaitable en ce qui les concerne pour ce qui est de leurs placements, car ils auront à investir des sommes considérables

diversité des schémas considérables dans les prochaines années, et il ne faut pas croire qu'investir dans un monde trouble soit une opération facile et comportant toutes sortes de sécurités. La sécurité provient de la stabilité économique mondiale. Donc, il est

infiniment intéressant. Donc, il est
intéressé également à ce que ces
problèmes fassent l'objet d'une
concertation, et toute l'hypo-
thèse sur laquelle repose
l'attitude de la France, c'est de
faire en sorte que cette concerta-
tion soit la plus efficace possible.

non soit possible et que
intervienne. Si nous n'avons pas
participé à telle ou telle organi-
sation dont nous comprenons
naturellement les objectifs, c'est
parce que de telles organisations,
mises sur pied en l'absence de

concertation internationale, ris-
quent d'orienter la solution du
problème vers la confrontation et
non pas vers la concertation.

... ..



1

100

UNION DE PRESSE DU CHEF DE L'ÉTAT

Difficultés actuelles

Je crois, pour ma part, que la réunion d'une conférence d'un nombre restreint de pays, et

— Monsieur le président, hazardé à rouler que se troupe à la K... le

tures de concertation, voire même à une organisation plus poussée de l'Europe.

Mais la France entend garder la souveraineté dans l'exercice de ses décisions, c'est-à-dire de celles de ses décisions qu'elle ne partage elle-même pas, mais avec d'autres, comme, par exemple, dans le cadre européen ; elle entend continuer à les prendre elle-même, et, dans ce but, c'est le refus de la domination à l'heure actuelle, dans le monde, il existe des situations de fait qui ne le justifient pas, vous le savez, à une recherche de domination ; la France n'accepte pas les solutions de domination, et c'est ce que j'ai voulu dire par souveraineté des décisions.

La menace nucléaire

Est-ce que la France ne doit faire ni plus, ni même la mesure de l'usage, de nos moyens nucléaires et le souhaite que cette attitude, qui est la seule reprise par les autres afin que les moyens d'autres puissent être utilisés en discussion nucléaire soient des moyens qui soient connus, soient acceptés, soient la menace nucléaire et non pas une menace d'autres types de conflits. Si, d'ailleurs, cette conception était plus largement acceptée, les problèmes que nous avons, d'un nouveau début de négociations sur la non-prolifération, seraient traités sans doute dans une optique différente. Les moyens nucléaires n'auraient sans doute pas la même préoccupation, ou du moins le même intérêt à entrer dans l'ensemble nucléaire s'il apparaissait que, restant en dehors, la discussion nucléaire ne s'exercerait plus contre eux.

La France ne demande à ne pas participer à cette mise en place du traité de non-prolifération

...entend pas être soumis à cette domination, de s'interdire, alors qu'il en avait le moyen, de posséder effectivement les ressources de son pays, au point de vue de sa sécurité.

C'est maintenant chose faite et on pourrait nous dire : « Scoutez, vous n'avez pas le droit d'être membre de ce club nucléaire, si même membre à part entière, vous allez sans doute faire ce qu'ont fait les autres, c'est-à-dire de vouloir acheter les autres de la bombe à l'hydrogène ».

Je crois que le problème devra être traité d'une façon plus complète, c'est-à-dire qu'il faut s'informer sur les intentions des pays non nucléaires, les pousser à devenir nucléaires, et faire en sorte que ces motifs puissent être acceptés par ceux hésitant à devenir nucléaire, et c'est possible, car il y a une grande similitude, que j'aurai l'occasion natu-

des buts stratégiques, qui consiste à faire usage de nos moyens nucléaires, comme instrument de pression ou de manœuvre, peut être une des lignes qui permettront, précisément, d'éviter la dégradation de ces armements nucléaires.

Ma deuxième constatation concernant notre politique de défense est qu'en dehors de la situation stratégique, nos autres moyens nous laissent très peu préparés à faire face aux circonstances très imprévisibles, très incertaines du monde contemporain.

C'est ainsi, par exemple, que les armements aériens et se sont profondément limités. Les conflits de type classique par les moyens employés, marine, aviation, parachutistes, etc., et que si nous sommes capables de nucléaire stratégique importante, nous ne sommes pas orientés sur cet effort de défense dans ce sens et pour le reste, par contre, elle, à mes yeux, est insuffisante la tentative d'une puissance nucléaire qui est le sien. Donc, concernant la conception des autres forces, pour mobilité, leur organisation, leur déploiement, nous ne disposons pas de moyens conventionnels qui soient adaptés au rang de notre pays.

Il avait encore l'or, pour ça n'est pas le général peut-être aux problèmes monétaires tout à l'heure.

— Monsieur le président.

que la France ne doit faire ni plus, ni moins la mesure de l'usage de nos moyens militaires et je souhaite que cette attitude, progressivement, soit reprise par d'autres afin que les moyens de destruction soient de moins en moins vis-à-vis de la menace nucléaire et non pas vis-à-vis des autres types de conflits. Si, d'ailleurs, les problèmes de sécurité sont largement acceptés, les problèmes qui font l'objet, en 1975, d'un nouveau cycle de négociations sur la réduction des armements, seraient traités sans doute dans une atmosphère différente, puisque les pays non nucléaires n'auraient sans doute pas la même préoccupation, ou du moins pas la même crainte, d'être entraînés dans l'ensemble nucléaire qui apparaît, de la sorte, restant en dehors, la dissuasion nucléaire ne s'exercerait plus contre eux.

La France, par conséquent, ne pas participer à cette mise en place d'un traité de non-prolifération puisque vous savez que l'argument essentiel était, pour un pays non nucléaire, de ne pas être soumis à la domination du bloc nucléaire, d'entendre pas être soumis à cette domination, de s'interdire, alors qu'il en avait le moyen, de posséder des armes et des ressources pour se rendre indépendant au point de vue de sa sécurité.

C'est maintenant chose faite et

vous avez dit qu'en plus de la dissuasion il fallait adapter au rang de la France et les moyens de sa défense une politique donc qu'il faut augmenter le budget militaire ?

— Non, ce n'est pas si simple. Je puis dire, c'est l'ensemble de ces conceptions stratégiques et de ces moyens de défense qui ont évolué, dans telle qu'elle est, je ne cherche pas à savoir ce qui a pu conduire, dans d'autres circonstances, à d'autres conceptions différentes — nos armées conventionnelles, qui existent puisque la France dispose de ces moyens conventionnels, ont toujours eu un rôle uniquement défensif. Un apport ou un adjuvent des hypothèses d'emploi de notre force nucléaire stratégique.

— C'est à dire un corps de soutien ou de support dans une guerre qui était une guerre nucléaire et orientée dans une certaine direction. Or j'estime pour la part que ces hypothèses valables à un moment de l'histoire, sont aujourd'hui en fait une hypothèse d'une autre nature et d'un pays comme la France doit avoir dans ces différents domaines les moyens de sa dimension et de sa réalité.

Lire la suite page 4.

(Suite de la page 3.)

Et c'est donc plutôt dans la conception, la réorganisation de ces forces leur mobilité, le type d'armement dont elles sont dotées que cette solution devrait être recherchée.

Autrement dit, une force militaire stratégique visant la me-

nace nucléaire ou la menace directe sur notre sol et pour le reste, des moyens militaires adaptés au niveau de puissance qui est celui de la France actuelle. Ceci peut être fait à l'heure actuelle à l'intérieur des enveloppes prévisibles de notre budget militaire.

MONNAIE : le rôle de l'or

— En Grande-Bretagne, la parti conservateur a fait la campagne sur le thème de l'union nationale ; alors, pour faire face à la crise, est-ce qu'une telle formule peut être applicable à notre pays ?

Nous allons respecter les règles : je réponds à la dernière question de M. Charpy sur l'or, c'est une question internationale, et puis nous passerons aux questions intérieures.

Le problème de l'or a été un peu oublié dans le grand tumulte international des derniers mois, et c'est cependant un problème qui est fondamental concernant le système monétaire international et concernant les moyens de paiement d'un certain nombre de pays, dont le nôtre. Vous savez qu'un accord a été établi voici quelques mois, au mois d'avril, à Zélen, aux Pays-Bas, concernant un premier usage de l'or à l'intérieur des relations européennes, et, d'ailleurs, dans un accord intervenu entre l'Allemagne fédérale et l'Italie, une première esquisse de l'usage de l'or a été mise en pratique. Mais je n'entrerai pas dans le détail de ce problème, qui est un problème de politique internationale, mais je voudrais dire que le rôle de l'or, c'est-à-dire la possibilité pour les banques centrales de vendre et d'acheter, et donc de comptabiliser leurs avoirs en or à une valeur qui tiennent compte de la réalité du marché.

Et nous sommes par contre tout à fait hostiles à la position prise par certains experts du Fonds monétaire international qui voudraient confier au Fonds monétaire le rôle de vendre son or en cas de crise, ce qui est une idée qui n'est pas la nôtre. En effet, ce qui a déjà été décidé sur le plan de la réforme du système monétaire international, c'est que le rôle central à ce qu'on appelle les droits de tirage spéciaux et donc, alors, la fonction d'un instrument monétaire, à partir du moment où il n'est plus l'instrument monétaire central, doit être celle d'un instrument d'usage banal, c'est-à-dire que les banques centrales

doivent pouvoir faire usage de cet actif monétaire comme des autres actifs monétaires, et la fiction suivant laquelle il existe un prix conventionnel de l'or à 45 dollars l'once à l'heure actuelle, c'est-à-dire le quart de la valeur du marché, valeur à laquelle ne s'effectue, vous le savez, aucune transaction quelconque, à cette conséquence véritablement absurde de diminuer artificiellement la valeur des avoirs monétaires de l'ensemble des pays qui ont une valeur qui tiennent compte de la réalité du marché.

Il convient donc d'obtenir vis-à-vis du Fonds monétaire international la banalisation complète du rôle de l'or, c'est-à-dire la possibilité pour les banques centrales de vendre et d'acheter, et donc de comptabiliser leurs avoirs en or à une valeur qui tiennent compte de la réalité du marché. Et nous sommes par contre tout à fait hostiles à la position prise par certains experts du Fonds monétaire international qui voudraient confier au Fonds monétaire le rôle de vendre son or en cas de crise, ce qui est une idée qui n'est pas la nôtre. En effet, ce qui a déjà été décidé sur le plan de la réforme du système monétaire international, c'est que le rôle central à ce qu'on appelle les droits de tirage spéciaux et donc, alors, la fonction d'un instrument monétaire, à partir du moment où il n'est plus l'instrument monétaire central, doit être celle d'un instrument d'usage banal, c'est-à-dire que les banques centrales

doivent pouvoir faire usage de cet actif monétaire comme des autres actifs monétaires, et la fiction suivant laquelle il existe un prix conventionnel de l'or à 45 dollars l'once à l'heure actuelle, c'est-à-dire le quart de la valeur du marché, valeur à laquelle ne s'effectue, vous le savez, aucune transaction quelconque, à cette conséquence véritablement absurde de diminuer artificiellement la valeur des avoirs monétaires de l'ensemble des pays qui ont une valeur qui tiennent compte de la réalité du marché.

POLITIQUE INTÉRIEURE : les entretiens avec les dirigeants de l'opposition

— Je vous demandais, monsieur le Président, si vous pensez qu'une formule d'union nationale, pour faire face à la crise actuelle, était applicable ?

— Monsieur Bassi, il peut y avoir union nationale quand il y a le désir et le langage de l'union nationale. Je tiens, en ce qui me concerne, le langage de l'union, vous ne m'avez pas vu sur les écrans ou dans les colonnes me répandre en jugements sommaires ou en diatribes. Mais je dirai que je n'observe pas actuellement dans l'ensemble du monde politique français, le langage et le comportement de l'union nationale. Je le regrette. Mais aussi longtemps que cette attitude d'esprit n'exis-

tera pas, ce genre d'hypothèse ne pourra pas être envisagé. Je vous indique par contre, et je termine par là avec les affaires extérieures, qu'étant donné l'importance des trois réunions qui vont se tenir d'ici à la fin de l'année, c'est-à-dire, je l'espère, le sommet européen, venu à Paris de M. Léonide Brejnev et la venue du président Ford dans le département de la Martinique, je compte m'entretenir avec l'ensemble des dirigeants de la majorité et de l'opposition, des positions internationales qui devraient être celles de la France dans ces différentes circonstances, et recueillir leurs suggestions à cet égard. Ceci aura lieu avant la fin du mois de novembre, pour tous sans exception.

La circulation automobile

— Monsieur le Président, j'en reviens à une question de politique intérieure qui intéresse, je crois, tous les Français : et la situation, qu'on appelle des économies sur l'essence et le pétrole, quelles mesures prendriez-vous pour limiter la circulation automobile ?

— D'abord, nous avons pris une position qui est celle d'un plafonnement du coût des importations de la France pour 1976. En 1974, il n'y a pas de problème, puisqu'il n'est pas envisagé d'augmentation du prix des produits pétroliers avant le début de 1975 — d'augmentation du fait des producteurs — et donc, il n'y a pas lieu de changer le dispositif actuel.

C'est un rationnement pour environ 80 % de la consommation totale de pétrole par la France. Si bien que c'est à l'intérieur de ces techniques que pourrait être traité, le cas échéant, l'essentiel de la modification du rationnement en ce qui concerne ces deux types de consommation.

Pour ce qui est de la circulation automobile, il faut apercevoir que la consommation automobile est une consommation importante mais secondaire du total de nos importations de carburants.

En sens inverse, il y a la situation de l'industrie automobile dont il faut tenir compte, ce qui fait que ce que nous pouvons faire dans les circonstances actuelles, c'est mettre fin à un certain nombre d'abus. J'appelle abus, par exemple, des vitesses de circulation ridicules, et qui entraînent un manque de sécurité, de solidarité et de dignité, car la circonstance ne requiert pas qu'on circule, à l'heure actuelle, à des vitesses inadmissibles, et qu'on ne respecte pas les normes qui ont été fixées.

Cela consiste également à pratiquer activement la priorité donnée aux transports en commun, par rapport aux formes de transport individuelles, sur le plan de la réglementation, sur le plan de l'équipement, etc. Mais cela ne conduit pas, dans les perspectives que nous avons, à des techniques de rationnement.

L'indice de popularité

— Monsieur le Président, que pensez-vous de la baisse de votre indice de popularité ? Est-ce que vous n'y voyez pas la conséquence d'un désaccord entre les classes moyennes du programme libéral sur lequel

vous avez été élu, plus exactement de la politique appliquée par votre gouvernement, contraire à ce programme sur certains points ?

— Je n'ai rien pensé lorsque mon indice est passé de 50 à 53.

je ne pense rien lorsqu'il passe de 53 à 50 ! Je dirai que, de toute façon, la France a la chance de pouvoir être gouvernée par des hommes, non pas moi seulement, mais je veux dire par des hommes qui peuvent gouverner sans avoir l'œil fixé sur le cadran de la popularité. C'est une chance pour elle, ce n'est pas une chance pour moi, parce que tels et tels pays voisins qui sont confrontés à des échéances électorales permanentes aperçoivent la difficulté ou l'impossibilité qu'il y a de conduire une politique à

longue sur le maintien du salaire aux travailleurs privés d'emploi, mais qui dépasse rarement neuf mois. Ce qui est plus fréquent, c'est un certain nombre de semaines. Les législations les plus avancées, à l'heure actuelle, c'est neuf mois. La France, c'est douze mois. Ceux qui ont neuf mois ne garantissent pas la totalité du salaire, alors que les décisions prises en France, c'est de garantir la totalité du salaire pendant une période de douze mois. Nous avons donc, à cet égard, une législation révolutionnaire de protection du travailleur privé d'emploi.

La désinflation et l'emploi

— Monsieur le Président de la République, vous avez tout à l'heure parlé dans des termes très précis, au début de cette conférence de presse, et je voudrais y revenir d'un mot. Vous avez dit que toutes les mesures prises par le gouvernement ont pour but de conduire à la catastrophe. Par conséquent, ce n'est probablement pas sur des mesures de détail que le gouvernement français compte orienter sa politique. Je ne peux pas croire non plus que ce soit par des accords de la situation précédente. Nous sommes dans une situation transformée. Notre orientation, notre attitude d'esprit, c'est de nous adapter à cette situation transformée, et non pas de vivre dans l'illusion, et bien pire encore, de créer l'illusion que nous pourrions revenir en arrière.

Je ne voulais pas non plus du durcissement de la politique qui était réclamée par les milieux de l'opposition. On me proposait donc en septembre le durcissement de la politique ; on a même trouvé une procédure pour le faire. Mais constatez dès à présent, en prenant l'enquête que vient de publier l'INSEE sur la situation économique au début du mois d'octobre, que dès la rentrée, dès le mois de septembre, la situation économique avait changé. A l'heure actuelle, les perspectives des chefs d'entreprises sont beaucoup plus de doute en ce qui concerne la production et l'emploi, et par contre, les perspectives sont beaucoup plus favorables en ce qui concerne l'évolution des prix. Donc, ce qu'on voulait nous faire faire, c'est-à-dire quelque chose qui était dur pour la production et pour l'emploi, était à la fois nuisible en ce qui concerne le niveau de l'activité, et inutile en ce qui concerne les perspectives de prix.

Par conséquent, notre problème, à l'heure actuelle, c'est de pour- suivre la désinflation, tout en apportant un soutien nécessaire à l'activité économique et à l'emploi. C'est donc, comme vous le voyez, un problème difficile, parce que c'est un problème de dosage.

Il faut poursuivre la désinflation, car la société française n'accepterait pas durablement une inflation à deux chiffres. Elle en serait détruite. L'inflation, lorsqu'elle rejoint à peu près les taux d'intérêt annuel, c'est-à-dire 6 %, 7 %, c'est déjà insupportable, cela cause déjà un certain nombre de difficultés, mais cela peut être corrigé par un certain nombre de mécanismes. Lorsque c'est l'inflation à deux chiffres, à laquelle nous sommes, c'est-à-dire 14 %, 15 %, aucun mécanisme ne peut en atténuer les effets sociaux, et cela crée pour un certain nombre de catégories, les producteurs agricoles, par exemple, les éleveurs, par exemple, des situations qui sont insupportables, ce qui fait que la politique du gouvernement doit revenir très vite à une inflation à un chiffre.

À cet égard, les résultats qui sont obtenus, qui ne sont pas spectaculaires ni extraordinaires, vont dans le bon sens. Vous avez vu que l'objectif que le gouvernement s'était fixé, c'est-à-dire une hausse des prix inférieure à 1 % par mois à la fin de l'année — c'est passer du rythme actuel, qui était un rythme de 15 %, à un rythme de 12 %, cet objectif sera-t-il, pourra-t-il être atteint d'ici à la fin de l'année, et le fait de poursuivre et d'aboutir à un taux d'inflation qui soit de l'ordre de 6 à 7 % pour le milieu de l'année 1975 apparaît également un objectif que l'on peut espérer atteindre. Il faut donc poursuivre la désinflation, et le gouvernement fait bien de le poursuivre.

Il faut ensuite soutenir l'emploi et, pour soutenir l'emploi, nous avons poussé, dès l'origine, comme vous savez, à des mesures qui sont des mesures révolutionnaires, car la garantie de douze mois de salaire n'existe nulle part dans le monde. Elle n'existe nulle part

portant, qui voulaient à tout prix nous faire parler. Mais faire parler pour que je dise quoi ? Que me demandait-on de dire au mois de septembre ? On me demandait de dire : soit il faut durcir la politique, soit expliquer nous comment on peut revenir à la situation précédente. Si je n'ai pas parlé, c'est que j'étais en désaccord sur ces deux points. Je ne voulais pas durcir la politique — je ne voulais pas faire croire aux Français qu'on pouvait revenir à la situation précédente. Nous sommes dans une situation transformée. Notre orientation, notre attitude d'esprit, c'est de nous adapter à cette situation transformée, et non pas de vivre dans l'illusion, et bien pire encore, de créer l'illusion que nous pourrions revenir en arrière.

Je ne voulais pas non plus du durcissement de la politique qui était réclamée par les milieux de l'opposition. On me proposait donc en septembre le durcissement de la politique ; on a même trouvé une procédure pour le faire. Mais constatez dès à présent, en prenant l'enquête que vient de publier l'INSEE sur la situation économique au début du mois d'octobre, que dès la rentrée, dès le mois de septembre, la situation économique avait changé. A l'heure actuelle, les perspectives des chefs d'entreprises sont beaucoup plus de doute en ce qui concerne la production et l'emploi, et par contre, les perspectives sont beaucoup plus favorables en ce qui concerne l'évolution des prix. Donc, ce qu'on voulait nous faire faire, c'est-à-dire quelque chose qui était dur pour la production et pour l'emploi, était à la fois nuisible en ce qui concerne le niveau de l'activité, et inutile en ce qui concerne les perspectives de prix.

Par conséquent, notre problème, à l'heure actuelle, c'est de pour- suivre la désinflation, tout en apportant un soutien nécessaire à l'activité économique et à l'emploi. C'est donc, comme vous le voyez, un problème difficile, parce que c'est un problème de dosage.

Il faut poursuivre la désinflation, car la société française n'accepterait pas durablement une inflation à deux chiffres. Elle en serait détruite. L'inflation, lorsqu'elle rejoint à peu près les taux d'intérêt annuel, c'est-à-dire 6 %, 7 %, c'est déjà insupportable, cela cause déjà un certain nombre de difficultés, mais cela peut être corrigé par un certain nombre de mécanismes. Lorsque c'est l'inflation à deux chiffres, à laquelle nous sommes, c'est-à-dire 14 %, 15 %, aucun mécanisme ne peut en atténuer les effets sociaux, et cela crée pour un certain nombre de catégories, les producteurs agricoles, par exemple, les éleveurs, par exemple, des situations qui sont insupportables, ce qui fait que la politique du gouvernement doit revenir très vite à une inflation à un chiffre.

À cet égard, les résultats qui sont obtenus, qui ne sont pas spectaculaires ni extraordinaires, vont dans le bon sens. Vous avez vu que l'objectif que le gouvernement s'était fixé, c'est-à-dire une hausse des prix inférieure à 1 % par mois à la fin de l'année — c'est passer du rythme actuel, qui était un rythme de 15 %, à un rythme de 12 %, cet objectif sera-t-il, pourra-t-il être atteint d'ici à la fin de l'année, et le fait de poursuivre et d'aboutir à un taux d'inflation qui soit de l'ordre de 6 à 7 % pour le milieu de l'année 1975 apparaît également un objectif que l'on peut espérer atteindre. Il faut donc poursuivre la désinflation, et le gouvernement fait bien de le poursuivre.

Il faut ensuite soutenir l'emploi et, pour soutenir l'emploi, nous avons poussé, dès l'origine, comme vous savez, à des mesures qui sont des mesures révolutionnaires, car la garantie de douze mois de salaire n'existe nulle part dans le monde. Elle n'existe nulle part

dans le monde, ni par sa durée ni par sa quotité, car il existe des pays qui ont une législation assez longue sur le maintien du salaire aux travailleurs privés d'emploi, mais qui dépasse rarement neuf mois. Ce qui est plus fréquent, c'est un certain nombre de semaines. Les législations les plus avancées, à l'heure actuelle, c'est neuf mois. La France, c'est douze mois. Ceux qui ont neuf mois ne garantissent pas la totalité du salaire, alors que les décisions prises en France, c'est de garantir la totalité du salaire pendant une période de douze mois. Nous avons donc, à cet égard, une législation révolutionnaire de protection du travailleur privé d'emploi.

Naturellement, il ne suffit pas d'assurer les ressources du travailleur privé d'emploi ; il faut maintenir le niveau d'activité et d'emploi. C'est à cet égard que nous avons des perspectives et que nous pouvons nous faire ?

D'abord, poursuivre la croissance en 1975. Vous avez dû voir que dans le budget économique, vous parlez de la discussion budgétaire — dans le budget économique, il est prévu un taux de croissance de 4,2 % pour l'économie française, c'est-à-dire pas du tout un taux de croissance nul ou négatif, comme certains pays que nous connaissons. Il faut savoir, la aussi, qu'à l'heure actuelle, les chiffres sont tout à fait dans notre sens. La croissance économique des grands pays industriels aura été, pour 1974, de 1,9 % ; elle aura été, pour la France, de 4,7 %. La croissance économique prévue par l'ensemble de nos grands partenaires européens, américains, japonais, en moyenne pour 1975, est de 4,2 %, ce qui est un chiffre qui est dans notre sens. La croissance économique des grands pays industriels aura été, pour 1974, de 1,9 % ; elle aura été, pour la France, de 4,7 %. La croissance économique prévue par l'ensemble de nos grands partenaires européens, américains, japonais, en moyenne pour 1975, est de 4,2 %, ce qui est un chiffre qui est dans notre sens. La croissance économique des grands pays industriels aura été, pour 1974, de 1,9 % ; elle aura été, pour la France, de 4,7 %. La croissance économique prévue par l'ensemble de nos grands partenaires européens, américains, japonais, en moyenne pour 1975, est de 4,2 %, ce qui est un chiffre qui est dans notre sens.

Il faut donc poursuivre le soutien de notre activité économique. Le retrait de la vague de l'inflation fait apparaître un certain nombre de problèmes de structures économiques, de même, d'ailleurs, que le redéploiement nécessaire de notre industrie, à la suite de la hausse des prix du pétrole, fait apparaître la nécessité d'adapter ou de transformer un certain nombre de structures économiques.

Je donne l'assurance que ces transformations bénéficieront du soutien actif de l'Etat.

Je suis libéral, on le sait. Les uns trouvent que c'est très bien, les autres trouvent que c'est très mal, mais enfin je suis libéral, c'est-à-dire respectueux de l'initiative, de la capacité d'inventer, de commander, de décider. Mais je ne considère pas que le libéralisme consiste, dans les périodes troublées à laisser les choses aller à l'aventure, et puisque nous avons un redéploiement important de l'activité économique française, puisque nous avons des difficultés sectorielles qui apparaissent, il est essentiel que les pouvoirs publics apportent leur contribution à la solution de ces difficultés.

D'ailleurs, les observateurs ont dû noter la modification d'une tendance dans le budget qui était, pour la première fois depuis longtemps, l'augmentation des crédits du P.D.S.E., succédant à une diminution. Pourquoi cette augmentation ? C'est pour doter précisément le gouvernement, des moyens de soutien nécessaires pour celles des entreprises à structure saignée qui ont à faire face à une difficulté d'activité ou de redéploiement, et si ces ressources étaient insuffisantes, nous mettrions en œuvre tous les moyens nécessaires en 1976. A cet égard, je vous indique aussi que si nous avons apporté un tel attachement à faire que les finances publiques françaises soient en excédent — et d'ailleurs les finances publiques françaises sont les seules à être en excédent dans les grands pays du monde, les seules — c'est précisément pour aborder cette phase nouvelle avec des moyens de manœuvre. Ceux qui à l'heure actuelle en définit, dispose de moyens de manœuvre ni sur le plan fiscal ni sur le plan de la dépense, alors que la France, qui est en excédent, dispose de moyens de manœuvre et, bien entendu, les utilisera. C'est pourquoi, monsieur Ferniot, sur ce point je voudrais que vous sachiez que, face au problème du maintien de l'activité économique et de l'emploi, le gouvernement déploiera, en 1975, et à ma demande, toutes les initiatives nécessaires.

MAJORITÉ : ce qui compte, ce sont les voies

— Monsieur le Président, que pensez-vous de la menace d'un référendum sur la majorité ?

— Il y a eu un grand événement. L'élection présidentielle a été un grand événement. Il est resté encore comme tel à la fois pour l'opposition, qui ne console pas — ce que je comprends — d'avoir aperçu le pouvoir à la portée de la main et d'avoir vu les Français, brusque-

ment, le lui refuser. Alors elle ne s'en console pas ; elle se comporte encore comme si le problème pour elle était de retrouver un pouvoir que les Français ne lui ont pas confié et qu'elle ne peut retrouver nécessairement, dans l'avenir, qu'à l'issue de consultations électorales qui sont, vous le savez, à la fois certaines mais lointaines.

Et puis il y a le problème de l'organisation de la majorité. La majorité, en France, est une majorité présidentielle. Elle s'est donc organisée en fonction des personnalités, des forces personnelles des présidents successifs de la V^e République. Elle doit désormais s'organiser autour de

la nouvelle élection présidentielle. D'autre part, cette majorité est élargie, et je m'en réjouis, parce que c'est une de mes convictions de base que la France avait besoin, pour être gouvernée, de comporter dans les rangs de la majorité présidentielle et au gouvernement la totalité des éléments qui compte, ce sont les votes. Et regardez les votes : chaque fois qu'il y a un grand problème, qu'il vient un grand débat, qu'il

Hôtel Sofitel-Sèvres★★★★ le nouveau Sofitel de Paris.

En direct sur Paris

Le Sofitel-Sèvres est implanté à Paris, Porte de Sèvres. Il est en relation directe avec les centres d'affaires et les aéroports.

Chambres : confort luxueux.

600 chambres insonorisées avec air conditionné, téléphone, radio, télévision, bar-réfrigérateur. Possibilité de bureau attenant.

Équipement exceptionnel pour Congrès et Séminaires.

2500 m² de salles de réunions à espace modulable.

Audio-visual complet. Salle de cinéma (200 places). Traduction simultanée.

Et la détente...

Jardin intérieur, ascenseur bulle panoramique, bar-piscine, galerie marchande et cinéma d'actualitéissent vos détente entre deux visites d'affaires.

Restauration : du snack au repas d'affaires.

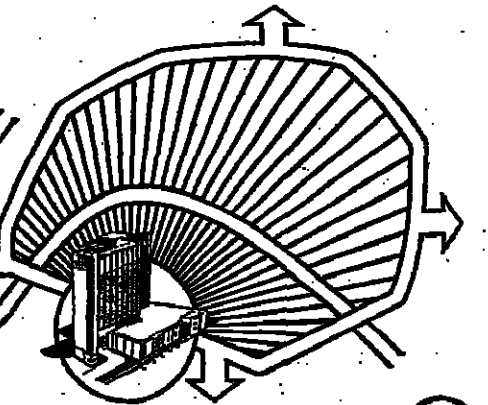
Sofitel-Sèvres vous offre un éventail de possibilités entre un lunch pris sur le pouce à "La Patisserie" et un dîner au "Salon de Sèvres".

SOFITEL-SÈVRES, 2 rue Grognot, 75015 Paris.

Tél. 828.31.32. Téléc. 20.261 (Métro : Place Balard).

Porte de Versailles. A 5 min du Parc des Expositions.

Réervations : Bernadette JEANNIN, 828.31.32



Ouvert depuis le 19 août.

طابق الأرض

MEUBLES ANGLAIS

MEUBLES JAKO

vient un grand texte, la majorité présidentielle est conforme à ce qu'elle était au lendemain de l'élection présidentielle, c'est-à-dire qu'elle comporte l'ensemble de ceux qui font partie des formations politiques qui ont soutenu ma candidature au deuxième tour.

Les P.T.T. et l'aéronautique

— Monsieur le président, quelles sont vos intentions : privilégier les P.T.T. ou nationaliser l'aéronautique ?

— Il n'est absolument pas question, je le dis tout de suite, de nationaliser les P.T.T. C'est une idée absurde. Je crois que personne ne l'a. Il y a un problème très difficile, et qui explique d'ailleurs les mouvements sociaux actuels, qui sont des mouvements sociaux, je l'indique pour le communiqué, qui ne portent pas sur le secteur des télécommunications, mais sur le secteur, au contraire, que personne n'a jamais indiqué ou envisagé, c'est celui des postes. Ce sont les problèmes des conditions de travail et d'activité dans certains secteurs manuels des postes, et notamment les activités de tri. Ce sont des activités nocturnes, qui, comme vous le savez, sont très dures et très pénibles, et qui sont effectuées par des travailleurs très jeunes qui prennent

à-dire qu'elle comporte l'ensemble de ceux qui font partie des formations politiques qui ont soutenu ma candidature au deuxième tour.

cela comme premier emploi et qui ensuite cherchent à avoir une autre activité. Le problème de cette activité dans les postes est en effet un problème qui a été posé et qui est réel. A l'heure actuelle, ces mouvements existent. Ils n'ont pas, comme vous le savez, formé jusqu'à présent, de revendications précises qui peuvent fournir matière à l'engagement d'une négociation, mais le ma suis assuré en fin de matinée, en ce qui concerne les catégories en grève, des objectifs pouvant faire l'objet de négociations, bien entendu, pour des problèmes de leur côté. Deuxième partie, il n'y a pas à l'heure actuelle de programme de nationalisation, comme vous le savez, il y a un problème d'avenir de l'industrie aéronautique française, qui doit être traité avec beaucoup d'attention. Je souhaite pour ma part que la France conserve une vocation aéronautique, et que, bien entendu, l'Etat exerce dans ce secteur essentiel la plénitude de ses responsabilités.

Les Antilles et les Comores

— Monsieur le président, dans un mois et demi, vous allez rencontrer le président Ford à la Martinique, et vous allez rencontrer le président de la République à la Guadeloupe. Ces deux rencontres ont-elles une portée symbolique ?

— Sur le même sujet ?

— Monsieur le président, les départements d'outre-mer sont-ils une France à part ?

— Sur ce problème des Antilles, j'ai, en fait, proposé au président des Etats-Unis, qui l'a accepté, que notre première rencontre ait lieu sur une terre française. J'en ai ainsi, d'ici la fin de l'année, l'occasion de recevoir sur des terres françaises à la fois le secrétaire général du parti communiste de l'Union des républiques socialistes soviétiques puis le président des Etats-Unis, et je serai d'ailleurs, je crois, concernant les responsables de ces deux Etats, ayant pris leurs fonctions au cours de l'année dernière, je serai le premier auquel ces très hautes personnalités voudront bien rendre visite. Les Antilles, j'ai proposé, les Antilles parce que je souhaitais moi-même me rendre aux Antilles — je l'ai annoncé, d'ailleurs, au moment de la campagne présidentielle. Les Antilles ont le statut départemental, il est donc naturel que le président de la République aille sur place rencontrer les populations et s'entendre complètement de leurs problèmes.

Parmi ces problèmes, il y a celui du sous-développement, du développement insuffisant. Des efforts ont été tentés, accomplis dans des secteurs importants, notamment le secteur du tourisme, mais il est certain qu'il reste encore beaucoup à faire pour valider au point de vue économique, et du point de vue social, les départements antillais. Je consacrerai une journée à chacun d'entre eux, et je rencontrerai en particulier le Conseil économique et social des départements, de façon à examiner les mesures qui peuvent être prises pour poursuivre le développement des Antilles.

A cette occasion, certains posent le problème du cadre départemental. J'ai été frappé, au moment de la campagne présidentielle, du fait que l'ancien parti autonomiste, qui s'était manifesté en réalité à partir de 1958, et qui avait pris position en faveur d'une autonomie pouvant conduire à une indépendance, avait changé de langage au cours de la campagne présidentielle, et que les représentants de mon principal concurrent, lorsqu'ils sont allés dans les îles, dans les Antilles, ont tenu un langage extraordinairement modéré et inodore sur le sujet, ce qui a permis à une fraction de la population antillaise, attachée au statut départemental,

mental, de voter, ce qui était tout à fait naturel, pour mon concurrent malheureux. Mais c'est parce que le parti autonomiste a changé son objectif et son cap au cours de la campagne présidentielle, ce qui a montré qu'il existait au sein de la population antillaise un attachement au statut départemental.

Alors il est vrai que le statut départemental, pour des départements lointains, doit donner lieu à un certain nombre d'adaptations, notamment administratives, et qu'il faut pousser très loin, je l'indique, la décentralisation des départements antillais. Mais je ne crois pas qu'il soit souhaitable d'inventer une sorte de statut de département de deuxième classe, car il faut bien voir que s'il y avait des différences dans le statut départemental des Antilles, ce serait principalement des différences de leur désavantage, puisque cela conduirait à moins appliquer, ou à moins bien appliquer, un certain nombre de parties justement progressives de notre législation.

Je crois donc que la solution est dans une très large décentralisation : c'est peut-être une organisation régionale différente qu'il faut la rechercher, et j'en tirerai les conclusions à l'issue de la visite, dans le cas où, dans les départements antillais, pour ce qui est de l'île Mayotte, le texte a été évoqué par l'Assemblée nationale : il s'agit de l'archipel des Comores ; c'est un archipel qui constitue un ensemble unitaire, vous le savez, entre Madagascar, indépendante, et le Mozambique, indépendant, ou en tout cas qui va l'être en juin prochain. C'est une population qui est homogène, dans laquelle il n'existe pratiquement pas de peuplement d'origine française, ou un peuplement très limité. Est-il raisonnable d'imposer qu'une partie de l'archipel devienne indépendante et qu'une

Chie Nakane

la société japonaise

« la face cachée d'un pays dont les mœurs sont plus fascinantes que les succès »

Michel Crozier

ARMAND COLIN

De quelle que soit la sympathie qu'on puisse éprouver pour ses habitants, conserve un statut différent ?

Je crois qu'il faut accepter les réalités contemporaines. Les Comores sont une unité, ont toujours été une unité ; il est naturel que leur sort soit un sort commun, même si, en effet, certains d'entre eux pouvaient souhaiter

La coopération franco-africaine

— Monsieur le président, puisque vous vous êtes de nouveau éloigné de l'Hexagone, est-ce que vous pourriez définir quelle sera la réorientation de la politique de coopération de la France avec les Etats africains francophones ?

— D'abord, la situation des Etats africains francophones évolue parce que certains d'entre eux bénéficient de l'évolution actuelle, ceux qui sont détenteurs de certaines ressources — et que d'autres au contraire, voient leur situation rendue plus difficile. Ce sont ceux qui sont d'essence continentale et éloignés des grandes voies de communication ou d'accès, ce qui fait qu'il est naturel de prendre en considération la situation de ceux qui

— et ceci naturellement nous touche, et bien que nous ne puissions pas, ne devons pas, pas en tirer des conséquences pour lesquels un financement international est indispensable et une contribution de la Banque mondiale nécessaire, et pour ces grands projets, la technique de la coopération serait d'être, pour la France, le chef de file d'un effort international de financement pour la réalisation de ces grands ensembles.

Dans le monde actuel, il y a une certaine tension de réticence sur la voie de la coopération, puisqu'il y a un transfert de ressources, et on pourrait imaginer que ce transfert de ressources nous conduise à nous désintéresser du sort de nos partenaires. Mais ce serait une vue qui serait tout à fait erronée et contraire à notre aspiration nationale. La coopération, c'est une très grande œuvre de la France. Je souhaite d'ailleurs qu'elle soit demain une très grande œuvre de l'Europe et de la France continuera à apporter une contribution substantielle. Nous avons connu — il faut être franc à cet égard — une certaine diminution du pourcentage de notre produit national consacré à la coopération. Nous devons, au cours des prochaines années, reprendre la progression de ce pourcentage.

importants pour les Etats africains qui sont, notamment, les communications ou de chemin de fer pour lesquels un financement international est indispensable et une contribution de la Banque mondiale nécessaire, et pour ces grands projets, la technique de la coopération serait d'être, pour la France, le chef de file d'un effort international de financement pour la réalisation de ces grands ensembles.

se trouvent plus atteints par les événements actuels. D'autre part, je pense que, dans l'avenir de notre coopération, nous devons développer la partie investissement et donner la priorité à cette partie investissement sur la partie fonctionnement ou de prise en charge d'un certain nombre de dépenses courantes. Enfin, il est très important de chercher la mise sur pied de grands projets de coopération, jusqu'à présent, nous travaillons sur le plan de la coopération, un certain nombre de projets moyens des pays de coopération atteignent une certaine ampleur, nous nous en occupons moins activement, parce que nous avons posé la capacité de les résoudre seuls. Or il y a quelques projets très

ainsi menacés. Que compte faire le gouvernement ?

— Un certain nombre d'entreprises se trouvent en difficulté. Il faut regarder la situation réelle de ces entreprises et il faut faire en sorte que l'évolution de l'entreprise en France ne la place plus désormais dans une telle situation. Je suis navré de voir, par exemple, que beaucoup d'entreprises françaises, dont on voit les difficultés, disposent de fonds propres insuffisants. Or, on ne peut pas, dans une économie comme la nôtre, entreprendre, développer une entreprise sans faire un effort de fonds propres ; le risque économique doit être un risque dans lequel on s'engage, dans lequel les intérêts s'engagent et, notamment, les sociétés qui peuvent être actionnaires de telle ou telle de ces entreprises. La part des fonds propres, on le découvre dans les entreprises françaises, est trop faible, je sais bien que cela répondra : « C'est votre faute », mais là n'est pas le sujet, une économie doit s'appuyer d'investissement dans des entreprises propres pour un montant suffisant.

Ma deuxième remarque, c'est que quand il s'agit d'entreprises, dans un secteur important pour notre activité économique, quand ces entreprises paraissent pouvoir être relancées ou redressées sans doute par certaines mesures de rétablissement de leur gestion, il est essentiel de le faire, et j'ai donc demandé, dans le cas que vous indiquez, que tout soit entrepris avec l'aide active des pouvoirs publics pour rétablir les conditions de fonctionnement de cette entreprise ; cela suppose, naturellement, qu'on commence par trouver un industriel, une équipe qui puissent être placés à la tête de cette entreprise, cela suppose ensuite qu'on réunisse les moyens de financement. Les directives données, c'est que tout soit fait pour dégarer une telle situation ; j'espère que ce sera possible.

— Monsieur le président, est-ce que vous pourriez définir quelle sera la réorientation de la politique de coopération de la France avec les Etats africains francophones ?

— Pas de commentaire !

La crise de l'industrie graphique

— Monsieur le président, l'industrie graphique française traverse actuellement une crise très grave. La fermeture de la

Néo-Gravure, en particulier, à la fin du mois, va mettre en péril une dizaine de « grands » journaux. La liberté d'expression se trouve

AVORTEMENT : les prérogatives du gouvernement

— Est-ce que vous comptez faire connaître votre sentiment personnel sur le débat sur l'avortement ?

— Demain matin, je tiens, avec le premier ministre, le ministre de la justice et Mme le ministre de la santé, une réunion pour la mise au point du texte qui sera soumis au Parlement. Je souhaite, et naturellement, présider les réunions de mise au point de ce texte, il va de soi que je marque ainsi la position que je prends sur le fond du sujet. Viendra ensuite le débat parlementaire, et la nature d'un tel texte, c'est de mettre en jeu la conscience des parlementaires. Il leur appartiendra donc de se prononcer, sans discipline de parti, sur un texte de cette nature.

Autrement dit, le gouvernement et moi-même prendrons nos responsabilités en proposant un texte ; par contre, il appartiendra au Parlement de se décider suivant la liberté d'appréciation et de conscience de ses membres. Je dirai que dans l'idée que j'ai de l'évolution de la pratique de nos institutions, où j'entends assumer pleinement, je l'ai dit d'ailleurs, les débats, la pleine responsabilité des fonctions présidentielles, j'estime naturel que le Parlement puisse exercer d'une manière croissante ses propres prérogatives.

C'est ainsi, par exemple, que certains qui sont attachés à d'autres conceptions de notre vie publique s'étonnent que l'on puisse, tel ou tel, accepter qu'un texte ou une proposition que nous faisons soit rejeté ou écarté par le Parlement.

Je considère cela, sur certains sujets, comme naturel ; à partir du moment où nous avons une autorité présidentielle forte et stable, il est naturel que le Parlement, sur un certain nombre de sujets, puisse montrer sa pré-

férence pour telle ou telle solution. C'est le propre des régimes qui ont un exécutif fort et stable, et cela est d'autant plus vrai que c'est un texte qui n'intéresse pas la politique du gouvernement, mais l'état de mœurs de la population française, état sur lequel chacun doit être libre de s'exprimer.

— Monsieur le président, vous avez, au début de cet entretien avec la presse, exprimé des idées extrêmement fortes, dramatiques même, en ce qui concerne l'avenir du monde, disons, pour le long terme, puis au cours de cet entretien, répondant aux questions, vous avez manifesté un optimisme assez raisonnable, disons, pour le court ou le moyen terme. Alors je vous demande, monsieur le président, pour ceux qui vous ont écouté, qu'est-ce qui doit l'emporter : le pessimisme ou l'optimisme ?

— D'abord, j'ai répondu aux questions, et quand on répond aux questions, le ton est donné par le sujet des questions, et je n'ai pas fait un exposé. J'indique d'ailleurs que je serai périodiquement à la télévision française, au point de la situation de notre pays, et j'aurai l'occasion de le faire, je le pense, le mois prochain. Mais là, c'est une réunion

de presse, je réponds aux questions.

Alors le pessimisme avait pour conséquence de conduire à deux types de conclusions : première conclusion, c'était la nécessité d'un effort international de concertation dont la France, en tant qu'elle est un agent actif ; deuxième, le fait qu'il fallait comprendre et accepter les données qui font que nous vivons et vivrons dans un monde différent, comportant pour nous un certain nombre de conséquences différentes.

Mais alors j'en reviens à ce que vous appelez l'optimisme. On nous demande très souvent de dramatiser la situation économique ou politique, et je crois que c'est le Bassi qui a employé ce mot. Or, je ne veux pas dramatiser parce que dramatiser, c'est en réalité décourager, et je crois que ce qu'il faut faire, c'est assez différent, c'est de permettre à nos compatriotes de réaliser la situation telle qu'elle est et telle qu'elle est devenue, parce que s'ils la réalisent, ils en tireront, j'en suis sûr, les conséquences.

C'est, en réalité, dans les périodes de difficultés que l'on juge les capacités d'un pays et je considère pour ma part que la France a la capacité de faire face, pour le présent et pour le futur, aux difficultés actuelles, et d'ailleurs si je ne le croyais pas, je ne serais pas ici.

L'O.R.T.F.

— Monsieur le président, dans cette allocation radiotélévisée, est-ce que vous pourriez nous dire un mot sur les problèmes actuels de l'O.R.T.F. et nous préciser une question de date : il y a actuellement deux courants, à la Maison de la radio, l'un du côté du directeur qui dit que le gouvernement pourrait repousser la mise en place des nouvelles sociétés ou, du moins, demander au Parlement qu'on repousse la mise en place des nouvelles sociétés au 15 février, l'autre, du côté de

l'ex-présidence, qui dit que, au contraire, le gouvernement voudrait maintenir la date du 6 février à toute force.

— Il n'y a aucun intérêt à prolonger l'incertitude ou les difficultés actuelles. Les périodes de transition sont difficiles pour tout le monde, principalement pour les intéressés eux-mêmes, et il est préférable de maintenir la date telle qu'elle a été votée par le Parlement.

(Lire les analyses et les commentaires pages 6 à 9.)

Cet hiver, changez de piste.

En Tunisie, la nature a bien fait les choses... La nature a donné à la Tunisie 1200 km de plages sur la Méditerranée.

Elle lui a donné les vergers émaillés du Nord et les dunes blondes du Grand Sud. Et puis le soleil qui ne la quitte pratiquement jamais.

Quant à l'histoire, elle a laissé partout ses prestigieuses traces : Carthage et les fiévreuses cités phéniciennes, les mosaïques et les temples de Rome, les mosquées et les marabouts de Kairouan, la ville Sainte.

... Les Tunisiens aussi. Les Tunisiens ont fait la Tunisie : 3 aéroports internationaux et plus de 7000 km de routes. Des hôtels luxueux. Un style de construction bien à eux, authentique et qui respecte les paysages.

Ils ont protégé leurs vestiges et leurs traditions artisanales, et surtout, ils ont fait de la Tunisie sans doute le pays le plus hospitalier de la Méditerranée.

Ne dit-on pas que les Tunisiens parlent 3 langues : le Tunisien, le Français et le sourire.

TUNISIE. Une terre. Des hommes.

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN
22, rue de la République - 92000 Nanterre
Téléphone : 01 47 00 10 00

Ce qui est bien fait dure longtemps

MEUBLES ANGLAIS

MEUBLES LOUIS XVI
MASSIFS, ANCIENS
SALONS TOUT STYLES
PETITS MEUBLES

MEUBLES JAKO

50, rue DIDEROT - PARIS 75
Argis rue Croix-Rouge - Paris 12
Maison : Gare de Lyon - 01 47 00 10 00

Commentaires

EUROPE : un peu de changement

L'invitation de M. Giscard d'Estaing aux chefs de gouvernement de la Communauté européenne à se réunir à Paris fin novembre, ou début décembre, a été favorablement accueillie en principe par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. La réaction est également plutôt favorable à Bruxelles et à Rome. Elle est sceptique à Bonn.

La date exacte de ce « sommet » de Paris devrait être fixée au cours du dîner qui réunira le 11 novembre, les neuf ministres des affaires étrangères. Une des dates envisagées serait les 2 et 3 décembre, avant les visites officielles en France le 4 de M. Bourassa, premier ministre du Québec, et le 5 de M. Brexler.

Au cours de cette réunion à Paris, les neuf « chefs de gouvernement » (M. Giscard d'Estaing estimant inutile de préciser qu'il est chef de l'Etat) devraient décider de se rencontrer périodiquement, « plusieurs fois par an ». M. Giscard d'Estaing considère, après le général de Gaulle et M. Pompidou, comme essentielle cette périodicité, et c'est sur ce point que les gouvernements du Benelux se montrent réticents. Ils craignent d'une part l'« imbroglio » des plus « grandes » de la Communauté et, d'autre part, que ces « sommets » ne constituent une « instance d'appel » paralysant les procédures du traité de Rome.

Pour répondre à cette objection, le président Giscard d'Estaing a clairement distingué les deux voies sur lesquelles, à son avis, l'Europe doit progresser parallèlement, ce qu'il a appelé « la voie des institutions » et celle de « la substance ». Les pays du Benelux, et plus généralement des « super-nationaux », insistent pour le renforcement des institutions communautaires ; le gouvernement français, du temps du général de Gaulle et de M. Pompidou, insistait sur l'importance de la « royauté politique commune » pour résoudre les problèmes de substance par voie d'accords intergouvernementaux. L'originalité de l'approche de M. Giscard d'Estaing est qu'il utilise les deux voies à la fois. Il souligne, en particulier, que les chefs de gouvernement, lorsqu'ils discuteront des problèmes communautaires, ne traiteront pas par accord intergouvernemental, mais selon les règles du traité de Rome. Il est important que les chefs de gouvernement entreprennent ensemble, avec le concours des institutions communautaires, de définir la perspective communautaire à moyen terme.

En somme, il ne s'agit ni d'une modification du traité de Rome ni d'une novation institutionnelle mais d'un nouvel usage et du renforcement des institutions de la

Communauté : le Conseil de la Communauté n'est pas défini par le traité de Rome comme un conseil « des ministres » mais comme un conseil tout court (articles 145 et suivants). Il n'est devenu ministériel qu'à l'usage. M. Giscard d'Estaing propose seulement qu'un nouvel usage soit établi et que les chefs de gouvernement s'engagent périodiquement à ce conseil. La cohésion du Conseil serait, de ce fait, renforcée, puisque les chefs de gouvernement ont, par définition, une compétence plus étendue (en fait universelle) et une plus grande autorité que les ministres des affaires étrangères.

La limitation du veto

M. Giscard d'Estaing a confirmé (le Monde du 6 septembre et du 19 octobre) qu'il proposerait de limiter l'usage de la règle de l'unanimité, c'est-à-dire l'emploi du veto, au sein du conseil, en définissant « les domaines dans lesquels l'intérêt national n'est pas en cause ». Cela revient, en fait, à une interprétation moins abusive qu'aujourd'hui de l'« arrangement de Luxembourg », conclu dans l'ambiguïté du temps du général

de Gaulle, en 1966. Il reste que la définition de ces domaines, ou l'« intérêt national », ne serait pas en cause, est malaisée, chacun ayant une idée propre de cet intérêt.

M. Giscard d'Estaing, tout en minimisant la portée des transferts de souveraineté qu'implique une telle pratique et la novation qu'elle marquerait (la fixation des prix agricoles n'est déjà plus nationale), a concédé qu'il y aurait, effectivement, « à certains égards, transfert de souveraineté, en commençant par les petits sujets », les « questions courantes ». Les questions d'« intérêt national » ne seront pas en cause. Le président répondait ainsi aux inquiétudes exprimées par M. Debre dans une question à M. Sauvagnargues. A qui l'ancien premier ministre rétorqua sans doute : « Pour commencer, mais après ? »

Le président de la République n'a pas fait état de son accord avec une note officielle aux autres gouvernements européens — pour l'élection de l'Assemblée de Strasbourg sur suffrage direct. Mais la question n'a pas été posée.

MAURICE DELARUE.

PROCHE-ORIENT : une mise en garde à Israël

La France a pris ces dernières semaines une position en flèche sur le problème palestinien, dont les Israéliens se sont fortement émus. On pouvait penser que M. Giscard d'Estaing jugerait opportun de la nuancer, de se faire plus discret, pour arrondir les angles à la veille de la visite à Jérusalem de M. Sauvagnargues. En fait, ses propos, particulièrement nets, confirment que la France a pris en Occident la tête de la croisade au problème palestinien, sans lequel il ne peut y avoir de « paix durable ».

En constatant que les Palestiniens ne sont plus seulement des « réfugiés » mentionnés dans la résolution 242 de novembre 1947 (1), qu'ils « constituent une entité, une réalité, un peuple », et que « l'aspiration naturelle d'un peuple est de disposer d'une patrie », le chef de l'Etat donne incontestablement un nouveau coup d'épaule à l'O.L.P., et cela à la veille du « sommet » arabe de Rabat et des débats ultérieurs sur le règlement du conflit. En l'occurrence, la France « ne fait que précéder l'évidence », à savoir que la paix dans la région implique que les droits légitimes des Palestiniens soient reconnus et satisfaits. Certes, mais se rallier à une évolution, fût-elle « errante », c'est aussi contribuer

à l'accléner. Personne ne s'y trompe, en tout cas pas les Israéliens. Il est aussi évident qu'Israël devra bénéficier de « frontières sûres et reconnues ». Mais il est peu probable que cette référence à la résolution 242, compensée aux yeux des dirigeants de Jérusalem, le chaleureux développement de M. Giscard d'Estaing en faveur de la cause palestinienne.

Mais il ne s'agit pas, en démontrant que d'une confirmation solennelle, par le chef de l'Etat, d'une position française déjà exposée publiquement à plusieurs reprises. Plus surprenant, bien que proférée sur le même ton déguisé, et presque incidemment, est la mise en garde adressée à Israël : une reprise des hostilités pourrait entraîner à une « escalade de la violence », les Arabes seraient encore plus nombreux, plus riches, plus forts, et donc plus exigeants. Ils ne se contenteraient plus alors de la « récupération d'un certain nombre de territoires », mais pourraient viser à « l'élimination de leur adversaire ». Cela revient à dire en clair aux dirigeants israéliens : mieux vaut se prêter aujourd'hui à un compromis raisonnable, même au prix de sacrifices, que de s'exposer demain à un nouvel affrontement avec un monde arabe qui ne cesse de se renforcer. C'est sans

DÉFENSE : vers un ralliement de la France au traité de non-prolifération ?

Le président de la République a ignoré, délibérément ou non, les questions qui lui étaient posées sur le rôle — ou plutôt le non-rôle — de la France dans les discussions sur le désarmement. L'importance de ses ventes d'armes et son attitude à l'égard de l'O.T.A.N., l'éventualité d'une défense européenne, etc. Il n'a pas moins précisé, sur deux points importants, la « doctrine » à laquelle l'ont conduit ses réflexions de l'été sur les problèmes militaires :

1) L'idée selon laquelle la force de dissuasion ne sera employée — ou brandie — que dans deux cas bien précis (contre une puissance nucléaire, ou contre toute puissance menaçant le territoire national) est conforme au bon sens, bien qu'il y ait ici un pléonasmisme : il est évident que la force stratégique française ne peut servir qu'à la défense du sanctuaire national quel que soit l'agresseur, même et surtout si ce dernier dispose d'armes atomiques.

La réflexion de M. Giscard d'Estaing recoupe cependant celle à laquelle sont parvenus de nombreux responsables militaires dans le monde, à savoir que l'emploi des forces nucléaires stratégiques étant devenu de moins en moins vraisemblable, il faut surtout se préparer à des conflits classiques, qui ont encore de beaux jours devant eux. Pas plus tard que le 16 octobre dernier, M. Schlesinger, secrétaire américain à la défense, notait lui aussi dans un discours : « Dissuasion et défense ne peuvent pas se substituer l'une à l'autre... Surtout en cas de crise, on découvre soudainement que les forces destinées à la seule dissuasion manquent totalement de crédibilité... La dissuasion ne résulte pas seulement d'une pile d'armes nucléaires, lesquelles effraient l'adversaire au moins autant que les peuples qu'elles cherchent à protéger. »

D'autre part, il est étonnant de préciser si les engins « tactiques », dont vient d'être dotée l'armée de terre, constituent un simple prolongement et une diversification de la force de dissuasion — auquel cas les mêmes règles président à leur emploi — ou s'ils ne marquent pas aussi une étape intermédiaire facilitant le passage du classique au nucléaire. Pourrait-on, par exemple, être utilisés contre une puissance attaquant avec des armes atomiques ou non, le voisin allemand ?

2) Le besoin de faire « quelque chose » pour limiter la prolifération des armes nucléaires dans le monde

n'avait pas particulièrement tourmenté jusqu'à présent les dirigeants français. M. Giscard d'Estaing fait exception à la règle, puisqu'il suggère que les autres puissances nucléaires s'inspirent de sa « doctrine » sur l'emploi de ces armes et donne même à penser que, si le traité de non-prolifération était amendé en ce sens, la France pourrait s'y rallier.

De fait, l'absence d'une telle garantie de non-emploi contre les puissances nucléaires a été invoquée par de nombreux pays pour ne pas signer le traité de non-prolifération (Argentine, Brésil, Inde, Espagne, notamment) ou pour retarder sa ratification (Suisse, Japon). Or les grandes puissances se sont toujours montrées réticentes pour donner une telle garantie, bien que M. Kossyguine, le 1^{er} février 1966, en ait admis le principe. Tout ce que les trois pays dépositaires du traité, en 1968, ont pu promettre à cet égard est de se consulter dans le cadre du Conseil de sécurité au cas où un pays non membre du « club » ferait l'objet d'un chantage nucléaire.

De même, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Chine ont accepté de fournir aux signataires du traité sur la dénucléarisation de l'Amérique latine, conclu à Tlatelolco en 1967, une garantie de non-emploi, de non-menace d'emploi et de non-introduction d'armes nucléaires. Mais l'U.R.S.S., peu intéressée par le traité, a refusé de s'engager à Cuba, s'est dérobée jusqu'à présent.

MICHEL TATU.

La rénovation des forces classiques

Après le conseil de défense du 10 octobre, qui avait été l'occasion pour le général d'Armée Alain Bédaride de rappeler le chef de l'Etat à ses arguments « favorables au maintien du service militaire d'un an, la réunion de presse de M. Giscard d'Estaing marque l'aboutissement d'un nouveau succès des thèses du chef d'état-major de l'Armée de terre, qui préconise un renforcement des moyens classiques et une évolution de leurs missions. Le genre du général de Gaulle apparaît ainsi comme l'un des chefs militaires les plus écoutés à l'Elysée, où l'on se montre sensible à la nécessité — sans dépenses supplémentaires — d'adapter les forces classiques à de nouvelles hypothèses d'emploi.

Sur ce point particulièrement, le président de la République a, par deux fois au moins, insisté sur la mobilité et l'organisation des forces classiques qui cessent d'être considérées comme un simple environnement de protection de l'armement nucléaire.

Certes, les forces nucléaires stratégiques restent le fondement même d'une dissuasion qui ne s'exerce plus contre une menace éventuelle de pays non nucléaires. On remarquera, à ce propos, que M. Giscard d'Estaing a fait, à l'occasion de sa visite à l'Etat, une référence à l'un des moyens privilégiés de cette défense nucléaire, les sous-marins lance-missiles, traduisant de la sorte une prise de conscience que révéla également une analyse détaillée du projet militaire pour 1976 : la modernisation de la flotte des

bombardiers nucléaires Mirage IV est reportée, alors que le lancement d'un système sous-marin stratégique est autorisé. Mais l'affirmation selon laquelle les forces classiques ne sont plus un simple support ou un soutien de l'armement nucléaire témoigne du fait que de légères retouches ont été apportées à la doctrine officielle et des nuances introduites dans le vocabulaire.

Enfin, il semble que ces forces classiques terrestres, navales ou aériennes, doivent être adaptées à une nouvelle dimension et préparées pour d'autres circonstances, tant dans leur mobilité que dans leur organisation opérationnelle. De forces de test, stationnées aux frontières et autour des bases stratégiques — sur le sol national, — pour prendre la mesure d'une agression éventuelle avant la menace d'un déclenchement de la riposte nucléaire, ces moyens classiques devraient devenir l'instrument d'une stratégie d'action indirecte et acquérir un « statut » propre, une autonomie de manœuvre, qui leur conférerait davantage de souplesse, d'emploi et de capacité d'intervention extérieure.

Il demeure que, pour le chef de l'Etat, cette rénovation des forces classiques, si elle est nécessaire, ne doit entraîner aucune majoration de l'effort financier consacré au cours de la défense. Cette mise en garde devrait modérer les ambitions de certains chefs militaires. — J. I.

FRANCE-GUINÉE : seize ans de rapports chaotiques

Depuis le référendum de septembre 1958, à l'occasion duquel la Guinée opta pour l'indépendance totale, les rapports entre Paris et Conakry ont été marqués par une succession de crises, puis par une rupture complète en novembre 1965, M. Sékou Touré ayant annoncé la découverte d'un complot arabe à l'instigation de la France.

Dès avril 1968, les dirigeants français étaient en « tentatives de sabotage » menées par tout un réseau d'espions et d'agents au service des colonialistes. En avril 1969, le président de la République guinéenne accusait les services spéciaux français, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, d'avoir tenté de le renverser. En novembre et décembre 1969, l'ambassade de France était mise en cause pour son « attitude contre-révolutionnaire » lors du complot dit « des enseignants », dans lequel étaient impliqués « les milieux de gauche français » et « plusieurs ambassadeurs des pays de l'Est ».

En novembre 1968, le gouvernement français a rapatrié son ambassadeur en Guinée, et depuis lors, les autorités françaises ont constamment été accusées de chercher à renverser le régime de M. Sékou Touré. Cependant, depuis octobre 1972, date à laquelle l'ambassadeur de Guinée au Liberia a lancé une nouvelle fois une telle accusation, une pause est intervenue. Progressivement, une volonté de renouer le dialogue s'est même affirmée de part et d'autre.

Cependant, un contentieux important subsiste entre les deux pays. Il porte essentiellement sur le sort d'une vingtaine de ressortissants français détenus à Conakry — certains d'entre eux étant accusés de complot antigouvernemental — et sur l'indemnisation d'entreprises françaises nationalisées. Du côté guinéen, on exige le règlement des arriérés de pensions dus aux anciens combattants de l'Armée française — règlement pour lequel Paris a déjà donné un accord de principe. — Ph. D.

KLM connaît bien la route de l'Extrême-Orient. Trois hollandais l'ont ouverte il y a 50 ans.



Le 1er octobre 1924, un monomoteur Fokker F.VII de la KLM, doté d'un radio-téléphone et d'un cabinet de toilette, décolle d'Amsterdam avec 3 intrépides Hollandais à son bord. A 120 km/h, il met le cap sur l'Indonésie, distante de 15.000 km. Deux jours plus tard, un atterrissage forcé près de Plovdiv (Bulgarie), l'immobilise pendant près d'un mois dans l'attente d'un nouveau moteur.

Enfin, le 1er novembre, il reprend son vol en saut de puce : Constantinople, Bagdad, Bushir, Bender Abbas, Karachi, Ambala, Allahabad, Calcutta, Akyab, Rangoon, Bangkok, Ségon, Medan, Munok, Batavia. Ce n'est qu'au 55e jour, après 127 h et 16 mn de vol réel, qu'il atterrit à Djakarta, terme de son périple. La ligne de l'Extrême-Orient est ouverte.

50 ans plus tard, KLM va toujours en Extrême-Orient. Bien sûr, les choses ont changé : tous les jours, ou presque, un des 6 tri-réacteurs DC 10-30 de la KLM vole à 980 km/h vers Tokyo, Djakarta ou Bangkok. Dans le cockpit, le commandant et le co-pilote veillent sur le pilote automatique, que deux ordinateurs fournissent en permanence en données de navigation.

Dans la cabine aux couleurs tendres, aux sièges moelleux et aux 111 hublots panoramiques, 269 passagers se relaxent, bavardent à voix basse ou écoutent un des 8 programmes de musique que diffusent leurs casques intra-auriculaires. Bien sûr, leur service avec une gentillesse toute hollandaise un délicieux repas.

Ils sont parfaitement détendus : depuis 50 ans, la KLM se fait un devoir d'emprunter les meilleures routes et de respecter scrupuleusement ses horaires. Mais, quand ils arrivent à destination en 6 fois moins de temps qu'il n'en fallait en 1924, peut-être se disent-ils avec une pointe de regret : « C'est presque dommage ».

Pour Tokyo via le Pôle : 3 vols DC 10-30 KLM par semaine. KLM : 36 bis avenue de l'Opéra, 75008 Paris. Tél. 742-57-29. Bureaux à Lille, Lyon, Nice.

KLM	Paris (Le Bourget)	Arr. 05.30 (M. V. S.)
Départ 14.30 (M. J. S.)		
Arr. 06.00	AMSTERDAM	Départ 06.00
Départ 17.00		Arr. 07.00
Arr. 17.30	ANCHORAGE	Départ 18.00
Départ 18.00		Arr. 12.00
Arr. 08.00 (M. V. S.)	TOKYO	Départ 08.00 (M. J. S.)
		Arr. 09.00



Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.



Certains Français lisent un second quotidien chaque jour. (Comme le font 250.000 autres Européens avertis.) International Herald Tribune.

مركز الأمل

EUNION DE PRES
un ralliement de la France
de non-prolifération?

DU CHEF DE L'ÉTAT

CRÉDIT : l'État est aussi un prêteur

« Puisque nous avons un redéploiement important de l'activité économique française, puisque nous avons des difficultés sectorielles qui apparaissent, il est essentiel que les pouvoirs publics apportent leur contribution à la solution de ces difficultés », a déclaré M. Giscard d'Estaing, qui a ajouté : « D'ailleurs, les observateurs ont dû noter la modification d'une tendance dans le budget qui était pour la première fois depuis longtemps l'augmentation des crédits du F.D.E.S. succédant à une diminution. »

L'État a bien des moyens d'action sur l'économie. L'un des plus classiques est le budget. Avec les sommes très importantes collectées sous forme d'impôts (environ 20 % du produit national), l'État alimente dans tous les domaines (santé, agriculture, éducation...) de nombreuses dépenses d'investissement, de fonctionnement, d'intervention. En tout, 265 milliards de francs prévus en 1975. Mais l'État est aussi un prêteur. Chaque année, le budget comporte une partie de dépenses temporaires qui regroupent les comptes spéciaux du Trésor. Parmi ceux-ci, le plus important est le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), dont les prêts bénéficient notamment aux entreprises nationales.

L'évolution de ces prêts est un des indices qui permettent de mesurer la plus ou moins grande volonté d'intervention de l'État dans l'économie. Voici comment, au total, ils ont évolué depuis dix ans : 2,71 milliards en 1966, 2,81 en

1967, 3,98 en 1968, 3,27 en 1969, 3,03 en 1970, 3,36 en 1971, 2,97 en 1972, 2,34 en 1973, 2,89 en 1974, 2,80 en 1975. Comme l'État bénéficie chaque année de remboursements de prêts antérieurs, la charge nette qui lui incombe est beaucoup plus faible que les sommes indiquées ci-dessus. Ainsi, par exemple, en 1975 l'État bénéficie de remboursements au titre du F.D.E.S. sur un total de 2,8 milliards de francs.

En 1975, le quart des prêts du F.D.E.S. bénéficiera aux entreprises nationales. Le restant ira à l'agriculture, au tourisme, aux transports, à l'équipement hôtelier, etc. c'est-à-dire à la fois au secteur semi-public et au secteur privé.

Les comptes spéciaux du Trésor ne se limitent pas aux prêts du F.D.E.S. En tout, les prêts de l'État en 1974 auront atteint 3,04 milliards de francs et sont prévus pour 3,85 milliards de francs en 1975. Les remboursements atteindront 2,98 milliards de francs l'année prochaine, la charge du Trésor ne sera donc que de 868 millions de francs, en fin de compte.

M. Giscard d'Estaing a ajouté que si les ressources du F.D.E.S. étaient insuffisantes, il mettrait en œuvre « tous les moyens nécessaires en 1975 ». Pour aider des entreprises à élargir leurs activités, il aura fait face à des difficultés d'activité et de redéploiement », le ministre de l'économie et des finances en effet la possibilité soit de desserrer en leur

faveur l'encadrement du crédit, soit de leur rendre la liberté des prix. — A. V.

● LA NEOGRAVURE, première imprimerie française, est née en juin 1973 de la fusion de deux entreprises en difficulté, Chaux-Deslois-Neogravure et Gréte. Avec un chiffre d'affaires de 230 millions de francs, elle détient 50 % du marché de l'impression et emploie environ six mille personnes dans la région parisienne et en province. Elle imprime notamment Paris-Match, Télé 7 jours, Marie-Claire, Lui, Parents et la Vie courrière.

Depuis seize mois, malgré un prêt du F.D.E.S., la situation financière s'est aggravée au point que le groupe a dû demander, le 30 septembre, au tribunal de commerce de Paris la suspension provisoire de poursuites en cas de non-paiement.

Le 21 octobre, le tribunal rejetait la requête de la société, qui est maintenant menacée de liquidation si elle ne trouve pas 50 millions de francs avant le 31 octobre. La mise en liquidation de la Neogravure entraînerait, selon le comité d'entreprise, le licenciement immédiat de tous les salariés. Après la réunion de presse de l'après-midi, une délégation de la Fédération française des journalistes du Livre (C.G.T.) a été reçue par un conseiller technique du cabinet de M. Giscard. À l'issue de cet entretien, les représentants syndicaux ont déclaré qu'à ce jour « les pouvoirs publics n'ont pas de solution en vue pour la Neogravure ».

Les réactions dans les milieux politiques

L'U.D.R. : satisfaction

Le bureau exécutif de l'U.D.R. réuni jeudi soir sous la présidence de M. Sanguinetti, secrétaire général du mouvement, et en présence de M. Jacques Chirac et des anciens premiers ministres, sauf M. Debré, qui s'était excusé, a longuement examiné les propos de M. Giscard d'Estaing.

Dans l'ensemble, les déclarations du chef de l'État ont été jugées satisfaisantes. Les intervenants se sont tout à tour félicités de l'hommage rendu à M. Jacques Chirac mais aussi de la précision apportée quant au problème des transferts de souveraineté dans le cadre de la construction européenne qui n'ont pas paru excessifs. On a également noté avec soulagement que M. Giscard d'Estaing reconnaît sa légitimité du résultat du second tour de l'élection présidentielle et qu'il dément ainsi implicitement toute prééminence à l'égard de l'Union nationale. M. Sanguinetti et Lecanuet ont manifesté leur préférence. De plus le droit reconnu aux parlementaires de la majorité de repousser certains projets du gouvernement a justifié a posteriori l'attitude de quelques députés U.D.R. dans les récents débats. Enfin il est apparu aux membres du bureau exécutif que les regrets exprimés par le

président envers ceux qui n'ont pas une attitude favorable à « l'union nationale » visaient bien plus M. Pompidou qu'en raison de ses récentes propos sur le parti communiste qu'aucun membre de l'U.D.R.

Les relations avec les autres formations de la majorité et avec les mouvements associés ou proches seront examinées lors de la prochaine réunion du bureau exécutif. Un débat a été seulement esquissé, et si M. Chaban-Delmas a souhaité que l'U.D.R. ne se retire pas trop sur elle-même et attende que les autres mouvements se déterminent plus précisément par rapport à elle, M. Jacques Chirac a semblé souhaiter une plus grande fermeté dans les appartenances. Quant à la tentative de M. Jobert, le bureau exécutif s'est contenté pour le moment de la constater.

Pour la réforme de l'U.D.R., il a été décidé qu'un comité central se réunira le 22 novembre. Il sera chargé de nommer ses représentants au conseil national et également d'approuver la réforme des statuts. Un rapport sur les statuts sera ensuite présenté au conseil national du 14 décembre. S'ils sont adoptés, ils entreront aussitôt en application, et le secrétaire général de l'U.D.R. sera alors élu par un conseil national qui se réunira immédiatement avant les assemblées nationales de février et non après, comme cela avait été envisagé.

Celles-ci seraient donc dégagées des préoccupations électorales pour mieux remplir leur fonction naturelle de tribune politique des militants du mouvement gaulliste. — A. P.

M. SANGUINETTI (U. D. R.) : conforme aux intérêts et à la dignité de la France.

M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré que le bureau exécutif de ce mouvement avait « approuvé les déclarations du président de la République qui marquent bien la poursuite d'une politique conforme aux intérêts et à la dignité de la France ».

« Il s'en félicite, non par esprit de système, mais parce que cette politique, définie par le général de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou, est la seule qui réponde aux aspirations de la nation et aux conditions de la paix ».

M. FABRE (radical de gauche) : le pilotage à vue.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Quel changement de ton depuis le printemps dernier, où le triomphalisme était de rigueur ! Le président de la République accorde enfin la gravité de la situation, mais il persiste dans sa politique de pilotage à vue qui ne résout pas l'inflation et l'encadrement du crédit qui servent les entreprises et multiplie le chômage. Il est bien temps de vouloir construire l'Europe sur les débris du marché commun. L'Europe de la nécessité ou l'Europe de nos préférences l'Europe démocratique, qui est celle de l'espérance. Le Mouvement des radicaux de gauche et l'ensemble des formations de la gauche restent prêts à assumer pleinement leurs responsabilités : mais que l'on ne nous parle pas d'union nationale alors que M. Pompidou tient le langage de la division et de la provocation. »

M. HERNU (P.S.) : notre inquiétude reste totale.

M. Charles Hernu, membre du comité directeur du parti socialiste, président de la convention des cadres de réserve pour l'année nouvelle : « Dire que la force nouvelle française ne devrait servir qu'à dissuader les puissances détentrices de la bombe atomique serait un langage nouveau, du moins pour M. Giscard d'Estaing. Mais il ajoute qu'elle pourrait servir à dissuader une puissance qui menacerait notre sol, jusqu'à plus ample injonction, en contradiction avec ce qui précède. »

« En tout cas, on ne voit pas comment, dans l'enveloppe budgétaire actuelle de 2,9 % du produit national brut, réajustée — il est possible, sans faire de choix, de développer les forces conventionnelles, maintenir la force nucléaire, améliorer la condition des cadres et des soldats, ce dont M. Giscard d'Estaing a oublié de parler. »

« Si le président de la République a évoqué la souveraineté nationale, il n'a pas été jusqu'à donner une prise de position ferme en matière d'indépendance nationale. Il n'a pas indiqué qu'il n'était pas question pour la France de rejoindre les structures militaires intégrées de l'alliance atlantique. Notre inquiétude reste totale. »

M. STASI (C.D.P.) : l'opinion risque d'être déçue.

M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.P. : « Nous approuvons la volonté du président de faire participer activement la France, aux côtés de nos partenaires européens, à la mise en œuvre de la concertation et au renforcement de solidarité pour faire face aux graves problèmes du monde, qu'il s'agisse de la crise énergétique ou du conflit du Proche-Orient. (...) »

« Mais aussi : fréquents soient-ils, les recoupements entre chefs d'États européens ne sauraient suffire. Il reste peu de temps à la France, si elle veut profiter de sa présidence européenne, pour proposer à ses partenaires les moyens institutionnels et autres, de passer de l'Europe de la nécessité à l'Europe de la volonté. (...) »

« Si l'on comprend le souci du président de la République de ne pas décourager les Français par une excessive dramatisation, encore faut-il leur donner des raisons de faire confiance au gouvernement pour mener le pays, sans trop de dommages au-delà de ce cap difficile. »

● M. LAURENT VALLÉRY-RADON, avocat à la cour, président du comité de soutien au peuple mahorais : « Nous sommes saisis de stupeur après avoir entendu M. Giscard d'Estaing parler du douloureux sort des quarante mille habitants de l'île de Mayotte. Sa méconnaissance des faits n'a d'égal que la légèreté avec laquelle il sacrifie le peuple mahorais. »

« C'est un contresens d'affirmer que les Comores auraient une unité, alors que, tant par l'histoire, la géographie, l'éthnie et la langue, Mayotte forme une entité spécifique. »

« C'est au nom de cette entité que nous prômons, plus que jamais, le droit imprescriptible du peuple mahorais à disposer seul et librement de son destin. »



Il est précisé que les costumes en pure laine vierge de Modern House ne sont pas considérés comme signes extérieurs de richesse.

modern house
15 Bd Saint Michel, Paris 5^e

FANTASTIQUE!

LES NOUVELLES COLLECTIONS FOURRURES DU NORD

LAFAYETTE PASSY
115 à 119, Rue Lafayette PARIS 10^e Près Gare du Nord
100, Av. Paul-Doumer Angle R. de la Pompe PARIS 16^e métro Muette

remise exceptionnelle

10%

jusqu'à fin octobre.

des manteaux par milliers

TOUS LES STYLES
TOUTES LES TAILLES
TOUS LES PRIX

MANTEAUX

Vison pastel	6645f	5980f
Vison saphir	5675f	5105f
Vison pastel allongé	10250f	9225f
Vison dark allongé	17250f	15525f
Vison black glamma	22500f	20250f
Castor du Québec	9750f	8775f
Loutre de mer	6850f	6165f
Astrakan Swakara	6255f	5825f
Astrakan pleines peaux	3750f	3375f
Murmel	2850f	2565f
Rat d'Amérique	3850f	3465f
Queue de Vison	4850f	4365f
Renard	3850f	3465f
Lapin	1500f	1350f

4 modélistes à votre service dans notre département SUR MESURE

SERVICE APRES-VENTE
GARANTIE TOTALE SUR TOUS VOS ACHATS.
REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES
ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS
LES PLUS LARGES FACILITES DE PAIEMENT

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS
SANS INTERRUPTION DE 9h à 19h
sauf le dimanche

L'intendance précède

(Suite de la première page.)

Staline ne demanderait plus au pape combien il possède de divisions, mais s'il a du pétrole. M. Giscard d'Estaing a donc eu raison de souligner le poids des facteurs économiques comme de rappeler qu'ils créent entre les nations une interdépendance jamais atteinte, et qu'il est illusoire de prétendre se sauver tout seul. Mais l'homme qui a brigué et obtenu de la confiance de ses concitoyens la magistrature suprême ne peut s'en tenir là : il lui faut intégrer ces facteurs, avec beaucoup d'autres, psychologiques, moraux, humains, dans une vision plus vaste. De Gaulle et Pompidou avaient chacun la sienne. Le moins qu'on puisse dire est que celle de leur actuel successeur n'est pas jadis apparue bien clairement.

Il a pourtant employé le mot, à propos de cette Europe dont on le croyait partisan fervent. Chacun attendait que, profitant du temps où la présidence des Neuf

est exercée par la France, il tente de la remettre sur les rails. Mais que doit faire l'Europe pour avoir, comme il dit, « une vision à moyen terme de son avenir » ? Rien d'autre que « s'interroger sur ce que seront d'ici quelques années l'équilibre de sa balance extérieure, son approvisionnement en énergie, (...) en matières premières, son niveau d'emploi... »

A-t-on jamais parlé en termes si desséchants du destin d'un continent qui a joué un tel rôle dans l'histoire du monde ? Mieux vaut mettre tout de suite la clé sous la porte à Bruxelles que de renoncer à donner à l'entreprise qui se pare du beau nom de Communauté une dimension et donc une finalité politiques, c'est-à-dire humaines, sociales, culturelles. De même aurait-il fallu trouver d'autres accents si l'on voulait avoir une chance de convaincre Israéliens et Palestiniens de s'accepter enfin mutuellement. A défaut, les uns et les autres risquent fort de ne chercher au vote de la France en faveur de l'O.L.P. aux Nations unies ou à la rencontre Arafat-Sauvagnargues que des explications, là aussi, surtout économiques.

Tout au long de sa réunion de presse, le président de la République a donné l'impression de ne s'intéresser qu'aux « problèmes ». — Dien sait s'il a employé le mot — et non aux hommes que ces problèmes affectent. De l'emploi, il a été beaucoup question ; des

chômeurs, jamais. Du « développement » dans l'abstrait un peu, mais pas des affaires du tiers-monde. Une fois, tout de même. M. Giscard d'Estaing s'est dit « touché » : à propos de ces habitants de Mayotte auxquels la France refuse le droit de rester Français. Un mot, un seul, pour leur dire adieu... Quant à des sujets comme la réforme de la justice, les ventes d'armes ou la mainmise grandissante de l'Etat sur l'audiovisuel, dont la destination, le même jour, de M. Siegel de son poste de directeur général d'Europe 1 est un nouveau signe. Ils ont été fort simplement ignorés.

M. Giscard d'Estaing est-il capable d'abandonner le ton détaché du technocrate et de faire passer sur la scène politique un peu de ce souffle qui, du côté de la majorité, lui fait tant défaut ? Il ne s'est animé jadis que pour répondre à ceux qui, il y a un mois, l'invitaient à tenir à la nation un langage véritable et mobilisateur. Sa profession de foi libérale ne manquait pas de flamme, ni son argumentation de solidité. Là il se trouvait sur le terrain qui lui est le plus familier : et surtout c'était lui-même qui était en cause. « Il ne s'oublierait jamais dans ce qu'il écrivait », écrit Gide dans les *Faux Monnayeurs*, de sorte qu'il n'éprouve jamais rien de grand. » Ce pourrait bien être le drame du président de la République.

ANDRÉ FONTAINE.

Gérer l'imprévisible

(Suite de la première page.)

Si l'on suit, comme il paraît justifié de le faire, ce raisonnement, il est donc « prévisible » que les Etats producteurs d'hydrocarbures ne pourront pas entasser quelque 300 milliards de dollars d'ici à 1980, que les pays riches ne pourront pas se payer le luxe de gaspiller les ressources naturelles comme ils le font encore aujourd'hui, que l'humanité dans son ensemble ne pourra pas continuer à croître et multiplier selon le rythme que l'on constate encore maintenant. Dans ces conditions, la tâche des gouvernements se borne-t-elle, comme l'a affirmé M. Valéry Giscard d'Estaing, à « gérer l'imprévisible » ? N'est-ce pas s'en remettre à une sorte de fatalité pour supprimer les illogismes du monde tel qu'il est ?

Le prélèvement déflationniste

Le président de la République s'est proclamé libéral. Une telle option n'implique-t-elle pas que sa politique devrait, tout entière, tendre au rétablissement des mécanismes les plus essentiels d'une société fondée sur la libre-échange ? Autrement dit, le progrès pour un libéral ne devrait-il pas consister au retour à un certain ordre, comme les alliés l'avaient compris lorsque, à la fin de la dernière guerre, ils étaient les bases du futur système monétaire international. Mais, sur ce point, le chef de l'Etat français n'a pratiquement ouvert aucune perspective : face, par exemple, au dérèglement

du système monétaire international, il semble ne rien attendre ni rien proposer, tout au plus « l'esquisse d'une esquisse » de réforme. Continuerait-il de faire confiance aux travaux entrepris depuis plusieurs années, notamment au sein du groupe des Vingt (qui a dû reconnaître son échec, dès janvier dernier à Rome), et qui consistaient tout simplement à codifier les pratiques actuelles, c'est-à-dire à présenter comme un système l'absence de système ?

Il reste que, partant du monde tel qu'il est, le président de la République inscrit sa politique, qui vise plus modestement à parer au plus pressé, sur la base d'une analyse qui paraît bien correspondre aux réalités présentes de la conjoncture. Et cela est essentiel. Alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, la Maison Blanche continue à nier contre toute évidence que les Etats-Unis soient entrés dans un processus de récession, l'Elysée est toujours persuadé que le risque de déflation est au moins aussi important que celui d'inflation. C'est ce qui ressort de l'expression employée par M. Giscard d'Estaing pour caractériser les effets du renchérissement du prix du pétrole.

On peut considérer ce phénomène de deux façons : ou bien comme une cause supplémentaire de hausses des prix venant encore « coagérer l'inflation », ou bien au contraire comme un facteur de réduction de la demande. C'est ce deuxième aspect qui paraît, sans doute à juste raison, le plus décisif. A M. Giscard d'Estaing, qui a parlé à ce propos de « prélèvement déflationniste », peut-être est-ce là une évidence, mais il était bon de la rappeler. A partir de cette constatation, les propositions avancées par le chef de l'Etat s'inscrivent dans une politique d'ensemble, même s'il continue à céder aux tentations du « pilotage à vue ».

Comment conserver ou rétablir la solidarité ?

Pour faire face aux conséquences immédiates de la crise, le chef de l'Etat a une méthode : la concertation. Certes, elle est nécessaire pour traduire en actes positifs l'interdépendance des nations. Mais la solidarité n'est jamais un fait acquis. Comment la conserver ou la rétablir ?

En ce qui concerne la crise de l'énergie, la concertation doit, pour M. Giscard d'Estaing, prendre la forme d'une conférence tripartite réunissant les pays producteurs d'hydrocarbures, les pays consommateurs industrialisés, ainsi que les pays consommateurs non industrialisés. L'objectif d'une telle conférence serait, à ses yeux, de proposer une certaine « garantie de revenus » par le truchement d'une indexation des prix, aux pays fournisseurs, mais sur la base d'un prix nettement plus bas que celui qui est pratiqué actuellement.

Sans que des chiffres soient cités, il semble qu'à Paris on considère qu'un prix de 6 à 7 dollars le baril devrait être convenu, au lieu de plus de 10 dollars actuellement. Reste à savoir s'il n'est pas dangereux de consacrer le principe de l'indexation sur le plan international... alors que M. Fourcade rappelle tous les jours qu'il est fort critique sur le plan national. Les pays produc-

teurs ne seront-ils pas tentés de réclamer d'autres formes de « garantie » à leurs débiteurs occidentaux, par exemple une garantie-or sur les créances qu'ils détiennent sur eux ? Le plus important est cependant que la France demande désormais une réduction des prix du brut, et par là-même une diminution du prélèvement déflationniste.

«Dégeler» les stocks d'or

C'est également dans ce sens que devront ouvrir les Européens. Au hasard des questions qui lui ont été posées, le chef de l'Etat est revenu sur la question de l'or en précisant que la France ferait d'ici à la fin de l'année de nouvelles propositions à ses partenaires de la C.E.E. En réalité, il s'agit de pousser les idées mises en avant par Paris depuis plusieurs mois déjà et qui visent à « dégeler » les stocks d'or. M. Giscard d'Estaing a reconnu que ce problème est « fondamental » car il est absurde que dans les circonstances présentes les pays qui détiennent des stocks métalliques importants voient ces derniers complétement au quart environ de leur valeur réelle. Une revalorisation, en augmentant notamment les facilités de crédit, irait encore dans le sens d'une atténuation des tendances déflationnistes.

Pour combattre la déflation intérieure, le président de la République estime que l'Etat, grâce aux excédents budgétaires accumulés depuis plusieurs années, sera en mesure d'intervenir chaque fois qu'il le faudra. Il a précisé que les pouvoirs publics pourraient venir au secours des secteurs à difficulté grâce à des crédits du SDES. Mais il ne s'agit là que d'un moyen parmi d'autres. Le gouvernement n'a pas abandonné l'idée d'abaisser le cas échéant de 2 ou 3 points la T.V.A. au cas où la demande des consommateurs viendrait brusquement à fléchir.

La politique préconisée par le chef de l'Etat semble donc se borner à des mesures conjoncturelles, bien que, à propos des difficultés que connaît l'imprimerie, allusion ait été faite à la nécessité pour les entreprises d'augmenter leurs fonds propres. On aurait aimé que M. Giscard d'Estaing s'attarde davantage sur l'assainissement en profondeur des structures industrielles et financières. Un tel assainissement est, en effet, la condition la plus importante de nouveaux progrès. Le fait, qui a relevé, que la production intérieure brute ait progressé plus rapidement que celle de l'Allemagne depuis deux ans n'a pas, en effet, l'importance que le chef de l'Etat semble encore lui attribuer. Sur ce point, M. Giscard d'Estaing ne tire pas toutes les conclusions de son analyse. Est-il vraiment possible que la France connaisse une croissance supérieure à 4 1/2 % l'année prochaine, alors que la crise semble développer ses effets plus vite que les comptables nationaux ne le croient encore il y a quelques semaines ?

La croissance du P.N.B. n'est pas en soi le gage d'un progrès durable. Un pays qui, aujourd'hui, ne ferait aucune économie sur sa consommation de produits pétroliers verrait son produit national augmenter plus vite que celui de ses voisins qui, avec sagesse, se seraient lancés dans une politique systématique d'élimination des gaspillages.

PAUL FABRA.

La recherche de la concertation

Après l'éclatement de la crise du pétrole, deux types de réaction sont apparus chez les pays consommateurs.

● La première a consisté à essayer d'organiser les pays consommateurs face aux pays producteurs de pétrole. C'est la stratégie définie par M. Kissinger dès le lendemain du déclenchement de la « guerre du pétrole » du 17 janvier 1974, et qui devait conduire à la conférence de Washington sur l'énergie, d'où est sorti le groupe des Douze (les pays de la Communauté européenne moins la France, les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la Norvège). Cette organisation devait en principe, dans l'esprit de ses artisans, n'être qu'une première étape devant conduire par la suite à une discussion avec les pays producteurs. L'ouverture de cette discussion devait se faire dans des délais assez brefs, mais l'expérience a montré que ces derniers n'ont pas été respectés.

● La recherche d'une concertation directe entre pays producteurs et pays consommateurs sous deux formes essentielles :

a) Au niveau européen, ce fut

la suggestion de M. Jaber, alors ministre français des affaires étrangères, d'organiser un dialogue « euro-arabe », suggestion acceptée ensuite par les autres membres de la Communauté économique européenne, en février, juste avant la conférence organisée par M. Kissinger à Washington. Mais ce dialogue est resté jusqu'à maintenant dans les limbes. Tout s'est passé comme si les deux parties voulaient bien discuter de tout, sauf du pétrole.

b) Au niveau mondial, dans les instances de l'ONU, ce fut la conférence des Nations unies sur l'énergie proposée par la France et élargie à l'ensemble du problème des matières premières à la demande de l'Algérie. Beaucoup de discours furent prononcés à cette occasion, du 10 avril au 2 mai, et l'Assemblée générale extraordinaire sur les matières premières et le développement.

Mondialiste, la stratégie proposée par M. Giscard d'Estaing s'apparente plutôt à cette dernière réaction. Mais, dans ses modalités pratiques, elle ressemble plutôt à la première puisqu'elle prévoit des négociations entre un très petit nombre de pays.

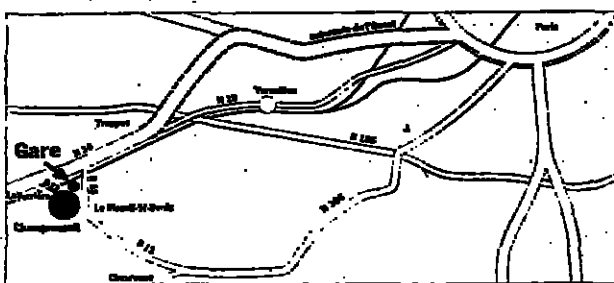
OUVERTURE DE LA CÉTRANCHE

grâce à vous
nous construisons à
Champmesnil
la maison idéale...

Colchique 6 pièces, 4 ch., 2 bains 161 m² 285 000 F

...voici pourquoi :

- 78 %** des acquéreurs préfèrent la région ouest avec un accès facile à l'autoroute et au train. Champmesnil est à 15 km de Versailles, 25 km du pont de Saint-Cloud et à quelques minutes de l'autoroute de l'ouest ; la gare SNCF est à côté.
- 95 %** rêvent de la vraie campagne avec un village tout proche. Champmesnil est au bord de la Vallée de Chevreuse et au cœur du village accueillant du Mésnil-Saint-Denis.
- 98 %** exigent des équipements collectifs à proximité. Ecoles, CES, terrain de sport, piscine et centre commercial existent ou sont programmés sur place au Mésnil-Saint-Denis.
- 85 %** étudient de près la conception de la maison. A Champmesnil, un choix de 6 maisons : de construction traditionnelle, elles possèdent de très grands espaces intérieurs et des aménagements luxueux et complets.
- 90 %** considèrent le prix comme un élément essentiel. A Champmesnil, prix fermes, définitifs et tout compris : maison entièrement équipée, garage, jardin, 7200 F de lancement : 210 000 F (4 p.), 284 000 F (6 p.), 291 000 F (6 p.).
- 80 %** utilisent un crédit maximum. Champmesnil offre des prêts spéciaux du Crédit Agricole permettant un apport personnel réduit.



Un environnement exceptionnel

Tout est à la portée des résidents de Champmesnil : Paris à 25 minutes rigoureuses par le train ; liaison directe gare de la Vallée - Gare Mésnil-Montparnasse ; en voiture par l'autoroute de l'ouest et la N-10, ou par la route de la Vallée de Chevreuse, la N 308 puis la D 13 jusqu'au Mésnil-Saint-Denis, les grands espaces naturels (centre de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines, 8 km, forêt de Rambouillet, 15 km), les sites historiques (Port Royal, 5 km, Dampierre, 7 km), et tous les équipements. Quant aux maisons, bien conçues et luxueusement équipées, elles bénéficient de la garantie de sérieux d'un grand constructeur-promoteur : le groupe SEFR-CIME.

Venez sur place les 6 maisons-modèles tous les jours de 10 h à 19 h. Champmesnil 78320. Le Mésnil-Saint-Denis 78141 51 35.

SEFR-CIME

DU CHEF DE L'ÉTAT

Reactions

En France

DANS LES MILIEUX PROFESSIONNELS

C.F.D.T. : la répétition d'affirmations erronées.

La commission exécutive de la C.F.D.T. : « Le président de la République n'a répondu en aucune façon aux graves inquiétudes de la masse des travailleurs. La C.F.D.T. refuse contre la répétition d'affirmations erronées au sujet de l'indemnisation du chômage ainsi que des grèves dans les P.T.T. La gravité des problèmes de l'emploi, la poursuite de l'inflation, le gaspillage des matières premières, le pillage du tiers-monde et la domination américaine méritent plus de sérieux. »

C.G.T. : la mauvaise foi du pouvoir.

M. René Buhl, secrétaire de la C.G.T. : « Le pouvoir continue à souffler le froid et le chaud. M. Giscard d'Estaing a d'abord pris le visage de la société capitaliste en crise, allant même jusqu'à laisser planer la menace d'une catastrophe économique. Cette attitude est bien dans la ligne de la propagande orchestrée depuis plusieurs mois sur la fatalité d'une crise imputable au gaspillage qui doit conduire chacun à accepter l'austérité et les restrictions. (...) »

LES CHAMBRES D'AGRICULTURE : une réaction saine aux difficultés.

M. Perrin, président des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) : « J'ai noté la volonté d'accélérer l'organisation de l'Europe et de développer la concertation internationale, ce qui constitue, me semble-t-il, la réaction la plus saine aux difficultés que nous assuient. J'ai également noté que le président de la République reconnaissait que la situation actuelle de l'inflation était inacceptable pour plusieurs catégories professionnelles, dont les agriculteurs. Enfin, j'ai remarqué que les pouvoirs publics se résignent les moyens d'intervenir, en 1975, pour soutenir la production et l'emploi. Je rappelle que pour nous agriculteurs, la production de 1975 se prépare dès aujourd'hui. C'est ce que le bureau de l'A.P.C.A. m'a demandé de faire connaître mardi 22 octobre, par lettre au premier ministre. »

C.F.T.O. : la gravité de la situation enfin reconnue.

« La C.F.T.O. regrette qu'il ait fallu des mois pour entendre le président de la République reconnaître la gravité de la situation résultant de la crise de l'énergie. Elle est convaincue que les mesures concernant le freinage de l'inflation, la lutte contre le chômage, l'approvisionnement en énergie et en matières premières, doivent être coordonnées au niveau européen pour être efficaces, et elle souhaite que les intentions exprimées par le président de la République se concrétisent rapidement. »

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

LE QUOTIDIEN DE PARIS : confiance en soi et légèreté.

« Que la confiance en soi-même de M. Giscard d'Estaing soit grande, l'excellent analyse qu'il a faite hier de la crise mondiale et les intéressantes et positives propositions qu'il a présentées pour y remédier à cette-ci le prouvent abondamment. Il n'a pas paru autrement déçu par le chaos qu'il a annoncé. Mais que sa légèreté soit aussi grande, c'est également incontestable. L'option retenue, la formidable hâte qui oppose son profond pessimisme et sa profonde sérénité, quand cette sérénité ne s'appuie sur aucune preuve tangible, sur aucune définition politique précise, sur aucun projet particulier. On en revient toujours à la même relation enigmatique et mystérieuse et messianique entre le président et le peuple, qu'a instaurée la V^e République. La légèreté du président, cette fois, c'est la crise. Mais le pays ne se satisfait pas d'une certitude aussi abstraite. Pour le rassurer, une fois qu'on l'a inquiété et même effrayé, il faut lui donner des pages concrètes. M. Giscard d'Estaing est loin de l'avoir fait hier. »

(PHILIPPE TESSON.)

L'AUREOLE : des accents dantesques.

« Lancée sur le ton de la tragédie, cette conférence de presse ne cesse d'échouer vers des horizons plus sereins, subissant ainsi l'empreinte d'un homme acharné à trouver dans l'action des motifs d'optimisme. »

« Dramatiser, c'est décourager, a conclu le chef de l'Etat. Or la France a la capacité de faire face... »

« A condition, pourtant, que nous recherchions dans la solidarité une assurance contre le cataclysme qui guette ce « monde multivoque » des décrets, des accents dantesques par un Valéry Giscard d'Estaing déjà façonné par les angoisses et les incertitudes de l'exercice du pouvoir suprême. »

(ROLAND FAURE.)

L'HUMANITE : la France du grand capital.

« Pas un mot sur le rôle que notre pays, pour son plus grand profit et pour celui de la paix, devrait jouer en faveur de la défense internationale. Pas un mot sur la contribution française aux négociations de désarmement. Pas un mot sur la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. Pas un mot sur la coopération fructueuse qu'il faudrait intensifier avec les Etats socialistes. Des visions d'apocalypse pour justifier de nouvelles abandons. »

« C'est de la France telle qu'il la conçoit — hélas ! — et dans le seul monde qui l'intéresse, celui des intérêts du grand capital — qu'a parlé hier M. Giscard d'Estaing. »

(YVES MORHAU.)

LE FIGARO : l'empirisme sur-le-champ.

« Le président de la République a raison de le souligner, les malheurs de la France ne sont qu'une partie des malheurs du monde. Comment y faire face internationale et à la défense du libéralisme, naturellement associées autrement que par la concertation à la souveraineté dans les décisions nationales, les imprécisions du fondateur de la V^e République ? A l'extérieur comme à l'intérieur, les grandes lignes du programme tracé par le président de la République sont certainement capables de recueillir une adhésion assez large. La question que se posent et se poseront les Français, c'est de savoir si, en face de l'ampleur des défis de ce temps, l'empirisme et l'optimisme seront des armes suffisantes. »

(JEAN DORMESSEON.)

EUROPE 1 : un « classique ».

« M. Giscard d'Estaing est « classique », dans la ligne de ses devanciers, et les innovations sont moins des changements que des adaptations aux situations qui lui échouent. »

« Domage quand même, j'y reviens, que l'OTAN et sur l'Amérique nous n'ayons pas eu la précision. C'était peut-être le plus important dans le monde et qu'il est. »

(GEORGES LEROY.)

F.O. : « oui » aux négociations entre les nations.

« Le bureau de Force ouvrière sait que la recherche des solutions nécessaires passe forcément par la négociation entre nations et non par une quelconque utilisation de la force. Il sait aussi qu'aucun pays n'a la moindre chance de s'en sortir en ignorant les autres, et par conséquent le bureau de Force ouvrière ne peut qu'approuver les initiatives tendant à l'engagement de ces discussions et au renforcement de l'Europe. »

C.G.C. : une politique qui sous-estime l'importance de l'effort.

M. André Malterre, président de la C.G.C. : « La crise économique actuelle est plus grave que celle de 1930, car, à cette époque, il n'y avait ni pénurie ni hausse du prix de l'énergie et des matières premières. Et il n'y avait pas non plus de crise de circulation et d'achalandage comparable à celle que nous vivons maintenant. »

« Je ne pense donc pas que la politique actuelle, malgré son effort, soit capable de sortir en gagnant la France de la situation, car elle sous-estime l'importance de l'effort, la vertu du travail intellectuel ou manuel, l'esprit d'innovation et le sens des responsabilités. »

LES JEUNES DIRIGEANTS : trois insatisfactions.

Le Centre des jeunes dirigeants d'entreprises : « Nous ressentons trois insatisfactions :

- 1) La détermination annoncée lors de la précédente réunion de presse d'anticiper le changement d'appareil gouvernemental, alors que la redistribution des richesses au profit de certains pays oblige l'économie française à redéfinir une stratégie industrielle et commerciale ;
- 2) Les propos tenus sur l'Europe ne nous paraissent pas répondre à la nécessité urgente de réaliser une Europe réellement unie pour résoudre les difficultés ;
- 3) Nous aurions aimé que la volonté de concertation nettement exprimée par le président de la République en matière de politique étrangère le fût également sur un plan intérieur, faute de quoi le redéploiement de notre économie, qui nécessite des efforts de tous, risquerait d'être compromis. »

A l'étranger

LONDRES : méfiance pour la proposition de conférence pétrolière

De notre correspondant

Londres. — La réunion de presse n'a suscité que très peu d'échos à Londres. Jeudi soir, la première chaîne de la B.B.C. ne lui a consacré qu'une minute, tandis que la télévision indépendante résumait l'ensemble en une quinzaine de secondes. Ce vendredi matin 25 octobre, la presse populaire ne consacrait que quelques lignes à l'événement, tandis que, à une exception près, les organes « sérieux » s'abstenaient de tout commentaire.

Les Britanniques notent que M. Giscard d'Estaing paraît s'élever contre une certaine conception « théologique » de l'Europe, allant ainsi un peu au-devant de M. Callaghan, qui, il y a plusieurs mois déjà, déclarait vouloir aborder la renégociation du contrat entre la Grande-Bretagne et ses partenaires continentaux dans un esprit « agnostique ».

L'invitation française à un nouveau « sommet » européen ne surprend pas trop, même si certains, comme l'éditorialiste du *Financial Times*, estiment qu'un tel geste est encore prématuré et vise à forcer le main des Huit. « L'impression s'en est faite qu'un « sommet » risque de connaître des difficultés considérables si, comme il faut s'y attendre, M. Giscard d'Estaing compte obtenir l'accord de ses partenaires pour son projet de conférence mondiale sur le pétrole. Pour l'instant, cette dernière entreprise paraît aller directement à l'encontre des efforts entrepris par le groupe des Douze. A cet égard, on voit un conflit dans la ma-

nère dont la France et les autres membres de la Communauté envisagent la solidarité européenne.

WASHINGTON : les premiers commentaires sont favorables.

(De notre correspondant.)

Washington. — En l'absence de M. Kissinger, actuellement à Moscou, les milieux officiels américains se montrent prudents et réservés dans leurs commentaires privés sur les déclarations de M. Giscard d'Estaing. Mais, dans l'ensemble, les premières réactions sont relativement favorables. Certes, on constate avec regret que le président français, contrairement à l'espoir qu'exprimait M. Kissinger dans une récente interview au *New York Times*, exclut que la France puisse rejoindre le groupe des douze pays consommateurs, même de manière indirecte. Mais, en refusant d'être véritablement surpris. Par contre, on est déçu par la suggestion d'« étendre » le prix du pétrole dans le cadre de la conférence tripartite projetée.

Ainsi on note avec satisfaction qu'à aucun moment M. Giscard d'Estaing n'est revenu à la proposition d'une conférence limitée aux seuls Européens et Arabes. D'autre part, l'engagement du président de ne pas créer d'obstacle à l'établissement de l'organisation des Douze est considéré comme la marque d'une évolution positive de la politique de la France.

BONN : une idée « fondamentalement positive »

De notre correspondant

Bonn. — Les relations franco-allemandes sont, comme la situation européenne, paradoxales. On peut imaginer les réactions favorables qu'auraient provoquées ici, il y a quelques années, l'acceptation par la France de l'élection du président européen au suffrage universel et le nouveau abandon de souveraineté au profit des instances communautaires. A présent, cette dernière entreprise paraît aller directement à l'encontre des efforts entrepris par le groupe des Douze. A cet égard, on voit un conflit dans la ma-

de cette réunion. Le chancelier Schmidt n'a donc pas changé de position : un sommet européen ne peut être réuni que s'il est bien préparé et que s'il doit déboucher sur des décisions concrètes.

La proposition du président français de réunir au début de l'année prochaine une conférence pétrolière entre pays producteurs et consommateurs, au contraire, a été bien accueillie à Bonn. M. Röhling, porte-parole du gouvernement fédéral, a déclaré que cette idée était « fondamentalement positive ». Il a rappelé qu'à la conférence de Washington sur l'énergie de février dernier, M. Schmidt lui-même avait proposé une telle réunion.

On se demande cependant à Bonn, si les gouvernements européens parviendront à se mettre d'accord rapidement sur une position commune dans le domaine de l'énergie. La référence officielle à la conférence de Washington témoigne, en tout cas, d'un certain désenchantement.

DANIEL VERNET.

JÉRUSALEM : les entretiens avec M. Sauvagnargues s'annoncent « très durs »

De notre correspondant

Jérusalem. — Que le peuple palestinien ait droit à une patrie, Israël a été le premier à le reconnaître en acceptant en 1974 le plan de partage de la Palestine proposé par les Nations unies. Quant aux limites de cette « patrie », on a convenu que ce devait être la République d'Israël et aux conditions de sa création, M. Giscard d'Estaing n'a pas été explicite, et c'est sur ces points que l'on s'attend à Jérusalem à se heurter à la France. La rencontre Sauvagnargues-Arafat et le jugement exprimé par le ministre français sur la « stature » du président de l'O.L.P. ne peuvent pas être séparés, dit-on à Jérusalem, des propos de M. Giscard d'Estaing, et la question qui se pose est de savoir dans quelle mesure la politique française va s'identifier au programme de l'O.L.P.

On sait déjà, de la bouche même du premier ministre, M. Rabin, qu'une rencontre avec les membres de l'O.L.P. ne peut se concevoir que sur le plan d'une bataille. M. Sauvagnargues ne peut donc songer sérieusement à proposer ses bons offices entre l'organisation de la paix et Israël, et il ne paraît pas probable qu'il réussisse à leur soumettre sa proposition de celles du leader palestinien.

Commentant la déclaration de M. Giscard d'Estaing, M. Rabin, ministre de la Défense, a exprimé son étonnement du fait qu'après que l'opinion française, selon lui, demeure très largement favorable à Israël, les gouvernements français deviennent, eux, de plus en plus hostiles. « Ceux qui acceptent de reconstruire Arafat », a déclaré M. Rabin, ne veulent pas seulement satisfaire une curiosité, comme l'a dit le président français, mais ils apportent indistinctement un encouragement à la violence et au terrorisme. »

Le ministre israélien, qui s'adressait à une assemblée de rabbins américains, a déclaré en outre que la « frontière de sécurité » d'Israël devait, à l'est, se situer sur le Jourdain, et qu'en deçà de cette ligne les Israéliens devaient pouvoir s'installer sans restriction.

On distingue ici entre « frontières de sécurité » et « frontières politiques », et M. Rabin songeait au maintien d'une ligne défensive le long du Jourdain, alors que derrière cette ligne une administration arabe (jordanienne ou jordanopalestinienne) pourrait être établie.

ANDRÉ SCHEMAMA.

L'O.L.P. : une position réaliste et avancée.

« La position réaliste et avancée de la France, telle qu'elle a été définie par M. Giscard d'Estaing, montre une fois de plus que toutes les tentatives visant à ignorer la cause du peuple palestinien dans le conflit du Proche-Orient sont vouées à l'échec. »

« A déclaré jeudi 24 octobre à Beyrouth M. Yasser Arafat, responsable de l'information pour l'Organisation de libération de la Palestine, et membre du comité exécutif de l'O.L.P. »

« Cette position est prise au moment où les Etats-Unis et Israël exercent de très grandes pressions sur la communauté internationale, ce qui confirme que ces pressions ne réussissent pas à changer la réalité des faits », a-t-il ajouté.

De son côté, le journal *Al Nahar* de Beyrouth commentait la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, écrit : « Merci pour le président français. Il a gagné la stature internationale du général de Gaulle... »

à l'orée du 17^{ème}
2950^l le m²



CLICHY-SUR-SEINE
1 à 5 rue Fournier

Aujourd'hui dans Paris le prix moyen des appartements tous arrondissements confondus est de l'ordre de 4 500 F le mètre carré. A « CLICHY-SUR-SEINE », à moins de 1 500 mètres du 17^{ème} arrondissement, le prix moyen du mètre carré habitable est de 2 950 F !

Des exemples ? En voici :

- 2 pièces de 48 m² + loggia 9 m² au 5^{ème} étage : F 140 000
- 3 pièces de 71 m² + loggia 13 m² au 5^{ème} étage : F 206 000
- 4 pièces de 87 m² + loggia 16 m² au 5^{ème} étage : F 244 000

Et pourtant la qualité des appartements de « CLICHY-SUR-SEINE », à aussi de quoi vous étonner :

- des balcons qui prolongent tous les appartements,
- des cuisines équipées,
- des salles de bains décorées,
- des placards à portes repliant,
- de la moquette dans toutes les pièces,
- du papier tenture sur les murs,
- et dehors : un grand jardin accueillant avec ses jeux d'enfants.

Alors ? Venez sur place visiter l'appartement modèle de « CLICHY-SUR-SEINE ». Là, au moins, vous jugerez sur pièce.



Co Paris (Pl. d'Antony) à Clichy-sur-Seine. Escalier : 2 km
De Paris (Pl. de Clichy) à Clichy-sur-Seine. Escalier : 1,600 km

Renseignements et vente sur place tous les jours de 14 h à 19 h, le samedi et dimanche de 10 h à 19 h, et GEPIC - 92, Champs-Élysées Tel: AL 86 86

SIGIMI
CONSTRUCTEUR

مركز البحث

POLITIQUE

LE XXI^e CONGRÈS

M. Marchais : un parti communiste influent, c'est la sécurité pour l'avenir des travailleurs

C'est à une assistance particulièrement attentive et silencieuse (grave, même), devant estimer d'ailleurs les conclusions du congrès un des représentants du Mouvement des radicaux de gauche) que M. Georges Marchais s'est adressé jeudi après-midi. Les mille deux cent cinquante délégués ont eu quelque mal à prêter à l'intervention de leur secrétaire général une attention aussi soutenue à la fin de cette première séance qu'au début : M. Marchais a en effet prononcé devant eux un discours de plus de quatre heures.

Le décor de la salle du Palais des sports de Vitry, il est vrai, malgré la présence d'une longue tapissure de Jean Lurçat — « la Naissance de l'homme » — au-dessus de la traditionnelle tribune, derrière laquelle avaient pris place cinquante dirigeants du parti, n'incitait pas particulièrement à la sévérité. Sur le mur de gauche, une inscription réclame « un parti communiste influent et actif pour agir contre la crise, mais pour la victoire et garantir un vrai changement » ; sur le mur de droite, c'est l'union du peuple de

France pour le changement démocratique qui est prédominante. De part et d'autre de l'estrade tombent du plafond deux banderoles drapeaux, l'un rouge et l'autre tricolore. On est loin de ce « mur d'images » du vingtième congrès et de son faste audiovisuel.

Les premiers applaudissements n'ont retenti qu'après une heure et demie de discours ; et s'ils furent un peu plus fréquents dans la seconde partie de l'intervention de M. Georges Marchais, après la « récréation » d'une demi-heure accordée à ses auditeurs, les propos du secrétaire général n'ont pas semblé, dans l'ensemble, susciter de réaction particulière parmi son auditoire.

Toute sa mise au point sur l'union de la gauche et sur le programme commun de gouvernement, notamment, a été écoutée dans le calme et sans manifestations particulières, y compris quand M. Marchais donnait l'impression d'en avoir assez et même d'en avoir trop : M. Marcel Rostaing, membre du comité central, maire de Vitry, qui présidait la séance, n'a eu aucun mal à faire vi-

goureusement applaudir, après le discours du secrétaire général, la délégation du P.S. conduite par M. Claude Estier, et celle des radicaux de gauche, conduite par M. François Loncle.

La suspension de séance, vers 18 heures, a permis aux délégués, entre la havette traditionnelle prise d'assaut et les stands de vente de livres marchands, d'échanger leurs premières impressions — mais la partie la plus nouvelle et la plus attendue du discours de M. Georges Marchais n'avait pas encore été prononcée, — et ce n'est qu'à la fin de la séance que ces impressions prirent véritablement consistance. Les propos du secrétaire général du P.C. sur le rôle du syndicalisme suscitèrent des appréciations diverses, fonction en général de l'âge des délégués, mais l'un se demandait avec plaisir « anciens », si l'abandon de la notion de courtoisie de transmission n'était pas à cet égard un « renouveau » à l'ancienne. En revanche, chacun s'accordait à déclarer qu'il fallait en effet, « cette fois-ci, faire mieux qu'en 1956, mieux qu'à la Libération ».

M. Marchais, de son côté, n'a renoncé qu'une seule fois à l'austérité de son élocution de « la camarade qui a écrit dans la tribune de discussion qu'il s'agit de s'unir avec l'U.D.R. » (à propos de l'appel de France) à la manifestation « l'union du peuple de France » l'a manifestement mis en joie, et c'est avec un sourire accentué qu'il a précisé qu'elle avait « mal posé le problème ». Après la séance, de nombreux délégués devaient participer, à Vitry même et dans plusieurs autres communes du Val-de-Marne, à des « rencontres avec la population », dans la perspective de l'opération « pleins phares sur le vingt et unième congrès ». Auparavant, le congrès avait élu à l'unanimité ses commissions (des mandats, des avis et propositions, de la résolution) et son secrétaire administratif, et fait au secrétaire général une ovation non moins unanime, dont on pouvait se demander si elle ne manifestait pas, autant que l'adhésion au très long texte politique qui venait d'être prononcé, l'admiration pour la performance de l'orateur.

BERNARD BRIGOULEUX.

Le congrès s'est ouvert à 13 h 30 par une allocution de bienvenue de M. Rosette, maire de Vitry-sur-Seine, membre du comité central, après que les délégués eurent observé une minute de silence en mémoire de deux membres du comité central décédés depuis le vingtième congrès (décembre 1972), Jean Bieu et Jean Pels. M. Georges Marchais explique, au début de son rapport, que le congrès extraordinaire a été convoqué pour répondre à deux questions qui découlent de la montée du mouvement populaire en faveur d'un changement politique, économique et social profond : comment parvenir à ce changement et quel est le rôle du P.C.F. dans ce combat ? Le secrétaire général s'appuie sur les résultats de la dernière élection présidentielle et sur les luttes revendicatives pour souligner que le fait dominant de la vie politique française est « le rôle de ciment de l'union des forces populaires » joué par le programme commun de gouvernement. Sur cette base, l'union de la gauche a progressé, note-t-il. Elle apparaît comme une grande force d'attraction pour les plus larges masses. Au passage, il souligne le « rejet de plus en plus net de l'autoritarisme gauchiste », constaté au cours des derniers mois, et le recul de l'anticommunisme.

M. Marchais aborde alors l'analyse de la politique du pouvoir. Il estime que les difficultés de l'heure sont le résultat de la crise du système « mis en place par le grand capital ». Nous en sommes arrivés, affirme-t-il, notamment, au point où l'accumulation, la suraccumulation d'énormes capitaux entre les mains d'une minorité aristocratique de gros financiers, d'industriels, a des conséquences dévastatrices sur la vie du pays. Elle est la cause d'un extrême retard dans le développement de nos ressources et de nos richesses nationales. A cette situation, le secrétaire général du P.C.F. oppose « l'alternative permanente » dans laquelle vivent la majorité des travailleurs. De même, il oppose la crise du capitalisme monopoliste d'Etat à la politique suivie par M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Marchais la considère comme ayant essentiellement pour but d'assurer « à une poignée de grandes sociétés capitalistes » la possibilité de tenir en place sur le marché mondial. Dévoilant la « sorte de comédie à grand spectacle » montée par le chef de l'Etat, il ajoute : « Il est aujourd'hui impossible de nier les limites plus étroites d'un réformisme qui laisse intacte la répartition des richesses de l'argent. Une telle politique ne peut rien changer, rien résoudre. »

Nous luttons pour le socialisme

Dans le deuxième chapitre de son rapport, M. Georges Marchais développe la stratégie de sa formation. Il constate :

« La discussion préparatoire au congrès a largement abordé cette question. Des camarades se sont demandés si nous ne renoncions pas à notre lutte pour le socialisme tandis que d'autres ont affirmé qu'il convenait de cesser aujourd'hui notre propagande dans ce domaine. Les uns et les autres sont dans l'erreur. (...) C'est pour le socialisme que nous luttons. Il ne peut, il ne saurait y avoir aucune ambiguïté à cet égard. D'autant que chacun le constate, les idées du socialisme ne cessent d'avancer dans notre pays comme dans le monde entier. Notre tâche est de gagner ces idées et à la lutte pour le socialisme la majorité de notre peuple. (...) Dans un pays comme le nôtre, à notre époque, c'est le capitalisme monopoliste qui est la forme dominante du capitalisme. Ce qui le caractérise en outre, c'est la lutte interne des monopoles et de l'Etat, celle-ci étant pour l'essentiel au service de ceux-là. Par conséquent, entamer la lutte-puissance des monopoles, arracher l'Etat à leur emprise, telle est la tâche à l'ordre du jour, l'étape indispensable de notre lutte pour gagner les masses populaires à l'idée et à la pratique d'une transformation socialiste ultérieure de la société. (...) Après ce rappel de la stratégie du parti, égayé de quelques cita-

Le secrétaire général constate ensuite que le pouvoir s'efforce d'élargir ses bases sociales et que, en conséquence, « il multiplie les efforts pour créer une terrée propice à la mise en œuvre de nouvelles formes de collaboration de classes ». Dans le domaine international, il juge l'action de M. Giscard d'Estaing comme allant « à contre-courant de la révolution internationale » et donc de la détente et de la coexistence pacifique. Au passage, il s'élève contre ce qu'il appelle « le socialisme à la carte », méconnaissant le fait, à ses yeux essentiel, de l'existence d'un système socialiste mondial et allant même jusqu'à nier l'existence du socialisme. « C'est aller, affirme-t-il, à contre-sens des nécessités de la lutte pour un changement réel dans notre pays. »

M. Marchais explique ensuite que « de larges possibilités d'union » se font jour sur le plan international, puis il souligne que le « mouvement de libération nationale », qui a déjà fait croître les empires coloniaux, entame à présent la lutte pour l'indépendance économique. Il note que le P.C.F. s'est toujours montré solidaire de ces luttes, comme à toujours œuvré au renforcement de l'unité du mouvement communiste international. Évoquant à ce propos le cas de la Chine, il précise : « Si nous n'abandonnons pas de relations de coopération active avec le parti communiste chinois, ce n'est pas de notre fait. La politique actuelle de ce parti est marquée par le soutien ouvert à tous gouvernements les plus réactionnaires et au bloc atlantique, ainsi que par l'anticommunisme. Elle est profondément contraire aux intérêts de la lutte anti-impérialiste. »

Après avoir appelé à une action commune « de toutes les forces du socialisme, de la démocratie, de l'indépendance et de la paix » contre l'impérialisme, le secrétaire général dénonce la diplomatie française, qui « enserme de plus en plus notre pays dans le bloc ouest-européen et atlantique » et qui se montre prête à l'abandon de nos intérêts nationaux. Il note : « Cette politique de soumission aux intérêts monopolistiques est une politique d'abandon de la tradition anticoloniale de la vieille droite française. (...) Incapable de promouvoir une politique extérieure tenant parti des intérêts importants dont dispose notre pays, en raison de son histoire, de son poids spécifique, de sa position, il ne reste à M. Giscard d'Estaing, pour justifier cette petite politique, qu'à rabâcher la chanson d'Etat : qu'il s'efforce, aujourd'hui. »

Il note : « Cette politique de soumission aux intérêts monopolistiques est une politique d'abandon de la tradition anticoloniale de la vieille droite française. (...) Incapable de promouvoir une politique extérieure tenant parti des intérêts importants dont dispose notre pays, en raison de son histoire, de son poids spécifique, de sa position, il ne reste à M. Giscard d'Estaing, pour justifier cette petite politique, qu'à rabâcher la chanson d'Etat : qu'il s'efforce, aujourd'hui. »

M. Georges Marchais explique cependant que l'union du peuple de France « passe par une triple épreuve : (...) L'épreuve de la qualité de l'union de la gauche ; (...) La conquête de nouvelles couches sociales à l'ère de la lutte pour le changement démocratique ; (...) Le rassemblement de tous les hommes et de toutes les femmes intéressés à ce changement, dans la diversité des courants de pensée et des familles politiques auxquels ils appartiennent. »

Dévoilant le premier de ces points, M. Marchais évoque les rapports du P.C.F. avec ses partenaires de l'union de la gauche. Il déclare : « Nous pouvons que notre peuple nous appuie, nous après une courte période de succès les déceptions qu'il a connues dans le passé. (...) Et c'est à partir de ce succès que nous sommes amenés à nous poser quelques questions concernant l'attitude du parti socialiste. (...) La première de ces questions porte naturellement sur l'objectif de notre union, sur l'objectif de notre lutte commune aujourd'hui. (...) Au lendemain des récentes assises organisées par le parti socialiste, nous sommes fondés à dire qu'une ambiguïté existe sur le point de savoir si le parti socialiste considère toujours que l'objectif commun des partis de gauche demeure le changement démocratique profond défini par le programme commun. (...) Si l'on se reporte par exemple à la déclaration finale adoptée par les assises organisées par le

parti socialiste, on constate qu'elle ne contient absolument aucune référence au programme commun, tandis que, dans le même temps, elle présente le socialisme comme la seule « alternative » et comme la seule « voie nouvelle ». Par ailleurs, commentant ces assises, Michel Baccot a déclaré que « ces assises conduisaient naturellement à « modifier la nature et le contenu technique » de l'alliance ». Ces faits, et d'autres analogues, conduisent naturellement à se demander si le parti socialiste n'envisagerait pas de substituer au programme commun son « projet de société socialiste », un projet dont le contenu n'est pas évident et dans lequel les travailleurs ne retrouveraient pas les mesures concrètes importantes qu'ils souhaitent pour améliorer leur vie actuelle.

Si le parti socialiste considère toujours que la tâche à l'ordre du jour est d'engager sans plus attendre le combat décisif pour l'instauration du socialisme en France, il faut qu'il le dise. « Mais, dans ce cas, nous ne pouvons pas nous contenter de constater cette affirmation faite à Paris avec le silence observé dans leurs descriptions par les candidats de la gauche non communiste. (...) Nous ne pouvons pas comment on peut constater cette hardiesse proclamée avec une telle déception, nous action réelle, trahissant, pour le succès, du programme commun. (...) »

« La clarté des objectifs doit s'accompagner de la clarté des alliances. C'est la seconde question. M. Marchais reprend les critiques déjà formulées contre le fait que socialistes et radicaux de gauche ont voté pour M. Alain Béraud, le candidat de l'Union de la gauche, dans le deuxième tour de scrutin de la commune de Paris. (...) »

M. Marchais ajoute : « Il est évident qu'il ne s'agit pas, pour nous, de vouloir l'union pour l'union, de vouloir une union sans contenu ou sans principes. (...) L'union, pour nous, c'est l'union pour la lutte. (...) »

M. Georges Marchais explique cependant que l'union du peuple de France « passe par une triple épreuve : (...) L'épreuve de la qualité de l'union de la gauche ; (...) La conquête de nouvelles couches sociales à l'ère de la lutte pour le changement démocratique ; (...) Le rassemblement de tous les hommes et de toutes les femmes intéressés à ce changement, dans la diversité des courants de pensée et des familles politiques auxquels ils appartiennent. »

Dévoilant le premier de ces points, M. Marchais évoque les rapports du P.C.F. avec ses partenaires de l'union de la gauche. Il déclare : « Nous pouvons que notre peuple nous appuie, nous après une courte période de succès les déceptions qu'il a connues dans le passé. (...) Et c'est à partir de ce succès que nous sommes amenés à nous poser quelques questions concernant l'attitude du parti socialiste. (...) La première de ces questions porte naturellement sur l'objectif de notre union, sur l'objectif de notre lutte commune aujourd'hui. (...) Au lendemain des récentes assises organisées par le parti socialiste, nous sommes fondés à dire qu'une ambiguïté existe sur le point de savoir si le parti socialiste considère toujours que l'objectif commun des partis de gauche demeure le changement démocratique profond défini par le programme commun. (...) Si l'on se reporte par exemple à la déclaration finale adoptée par les assises organisées par le

parti socialiste, on constate qu'elle ne contient absolument aucune référence au programme commun, tandis que, dans le même temps, elle présente le socialisme comme la seule « alternative » et comme la seule « voie nouvelle ». Par ailleurs, commentant ces assises, Michel Baccot a déclaré que « ces assises conduisaient naturellement à « modifier la nature et le contenu technique » de l'alliance ». Ces faits, et d'autres analogues, conduisent naturellement à se demander si le parti socialiste n'envisagerait pas de substituer au programme commun son « projet de société socialiste », un projet dont le contenu n'est pas évident et dans lequel les travailleurs ne retrouveraient pas les mesures concrètes importantes qu'ils souhaitent pour améliorer leur vie actuelle.

Si le parti socialiste considère toujours que la tâche à l'ordre du jour est d'engager sans plus attendre le combat décisif pour l'instauration du socialisme en France, il faut qu'il le dise. « Mais, dans ce cas, nous ne pouvons pas nous contenter de constater cette affirmation faite à Paris avec le silence observé dans leurs descriptions par les candidats de la gauche non communiste. (...) Nous ne pouvons pas comment on peut constater cette hardiesse proclamée avec une telle déception, nous action réelle, trahissant, pour le succès, du programme commun. (...) »

« La clarté des objectifs doit s'accompagner de la clarté des alliances. C'est la seconde question. M. Marchais reprend les critiques déjà formulées contre le fait que socialistes et radicaux de gauche ont voté pour M. Alain Béraud, le candidat de l'Union de la gauche, dans le deuxième tour de scrutin de la commune de Paris. (...) »

M. Marchais ajoute : « Il est évident qu'il ne s'agit pas, pour nous, de vouloir l'union pour l'union, de vouloir une union sans contenu ou sans principes. (...) L'union, pour nous, c'est l'union pour la lutte. (...) »

M. Georges Marchais explique cependant que l'union du peuple de France « passe par une triple épreuve : (...) L'épreuve de la qualité de l'union de la gauche ; (...) La conquête de nouvelles couches sociales à l'ère de la lutte pour le changement démocratique ; (...) Le rassemblement de tous les hommes et de toutes les femmes intéressés à ce changement, dans la diversité des courants de pensée et des familles politiques auxquels ils appartiennent. »

Le rôle central de la classe ouvrière

Le secrétaire général insiste ensuite sur le rôle de la classe ouvrière dans l'alliance en expliquant qu'elle doit être au centre de ce grand rassemblement, apparaissant comme la force motrice, le fer de lance de la lutte pour le changement. « De plus en plus concentrée dans d'immenses entreprises, poursuit-il, elle possède une solide tradition de lutte. Elle a acquis une riche expérience et s'est donnée un parti communiste fort qui contribue à son action une efficacité sans égale. (...) Quant aux autres couches sociales en direction desquelles le P.C.F. a lancé des appels appuyés à l'union, M. Georges Marchais explique :

« Certains « ultra-révolutionnaires » se disent « choqués » de nous voir nous occuper avec sérieux des problèmes des paysans, de l'artisan, du bourgeois, du petit ou du moyen entrepreneur. Ils voudraient faire croire que nous voulons simplement opérer le « rassemblement des mécontents ». En vérité, ils ne cherchent qu'à réduire la portée de l'union de la classe ouvrière, donc de son succès. Nous ferons en sorte qu'ils en soient pour leurs frais. (...) Il est toutefois amené à préciser que le P.C.F. ne prétend pas que les intérêts de ces petites entreprises et des travailleurs soient « rigoureusement identiques » ou qu'une conciliation idéologique puisse intervenir entre chrétiens et marxistes, mais qu'au-delà de ces différences, tous ont des revendications communes.

En ce qui concerne « les petites entreprises », il souligne : « Une camarade a écrit dans la tribune de discussion qu'il s'agit de s'unir avec l'U.D.R. Elle a même dit : « Je n'ai rien à lui proposer, des hommes, des idées, mais nous restons attachés à nos principes parce qu'ils sont justes. (...) Elle a même dit : « Je n'ai rien à lui proposer, des hommes, des idées, mais nous restons attachés à nos principes parce qu'ils sont justes. (...) Elle a même dit : « Je n'ai rien à lui proposer, des hommes, des idées, mais nous restons attachés à nos principes parce qu'ils sont justes. (...) »

Il est aussi fondé à s'interroger sur la signification de l'appel lancé par Michel Robert. Celui-ci se réfère pour l'instant à prendre une « position politique claire. Mais, dans une déclaration récente, M. Olivier Guichard vient d'affirmer qu'il serait utile de « réconstituer un centrisme d'opinion » qui pourrait, selon lui, faire Lecomte, voler au moment opportun au secours de la majorité réactionnaire. M. Guichard

Le rapporteur réclame une réévaluation des cellules et « en premier lieu dans les entreprises », qui sont devenues « non seulement le lieu privilégié de la lutte économique mais de la bataille politique elle-même. (...) Il faut en avoir conscience : c'est d'abord et avant tout à l'entreprise que se gagnent la bataille pour donner à notre parti la place qui lui revient dans la vie nationale », affirme-t-il.

C'est pourquoi le secrétaire général s'adresse alors aux syndicalistes et leur lance un appel à rejoindre les rangs du parti communiste. Il note au passage : « En adhérant à notre parti, ils y trouveront une vie démocratique intense, non hypothéquée par les conflits de personnes et de tendances. (...) Cet appel destiné en particulier aux membres de la C.G.T. et de la Fédération de l'éducation nationale concerne également, précise M. Marchais, les militants de la C.F.D.T. (...) Nous leur disons qu'ils peu-

vent être des nôtres sans préjudice aucun pour les options politiques, souligne-t-il. Lors d'une rencontre récente, le camarade Edmond Maire nous avait demandé notre position sur ce point. Voilà notre réponse. Nous voudrions à notre tour demander aux dirigeants de la C.F.D.T. si les membres de notre parti adhérents à leur organisation syndicale sont assurés de pouvoir y militer librement et y accéder à des responsabilités sans discrimination. (...) Toujours en vue de renforcer l'activité du parti, M. Marchais annonce deux initiatives dans le domaine de la formation des militants :

— l'organisation, à l'intention des nouveaux adhérents, de stages d'un ou deux jours sur le rôle du parti et sa politique ; — la tenue immédiate, avec la participation des membres du comité central, de cent stages d'étude pour les secrétaires de cellules d'entreprises.

« Nous leur disons qu'ils peu-

vent être des nôtres sans préjudice aucun pour les options politiques, souligne-t-il. Lors d'une rencontre récente, le camarade Edmond Maire nous avait demandé notre position sur ce point. Voilà notre réponse. Nous voudrions à notre tour demander aux dirigeants de la C.F.D.T. si les membres de notre parti adhérents à leur organisation syndicale sont assurés de pouvoir y militer librement et y accéder à des responsabilités sans discrimination. (...) Toujours en vue de renforcer l'activité du parti, M. Marchais annonce deux initiatives dans le domaine de la formation des militants :

— l'organisation, à l'intention des nouveaux adhérents, de stages d'un ou deux jours sur le rôle du parti et sa politique ; — la tenue immédiate, avec la participation des membres du comité central, de cent stages d'étude pour les secrétaires de cellules d'entreprises.

APPEL DU S

Quis comm français

Andre Harris Voy à l'int du commun

DU P.C.F.

UN APPEL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL A LA C.F.D.T.

(Suite de la première page.)

Outre ce « recentrage » des perspectives du parti et le rappel de l'analyse que les communistes font de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, le secrétaire général a innové en développant pour la première fois ses appréciations des assises nationales du socialisme des 12 et 13 octobre. Il s'est abstenu, à cette occasion, de reprendre à son compte les accusations de M. Roland Leroy, qui le 13 octobre à Limoges, avait estimé que l'attitude des socialistes rejoignait « les plans du grand capital ». Les représentants du P.S. (MM. Bérégovoy, Estier et Sarre, membres du secrétariat) et ceux des radicaux de gauche (MM. Brachet, Chénissaux et Loeche, membres du secrétariat), qui siégeaient parmi les invités en compagnie notamment de membres du P.S.U. et de la C.F.D.T., avaient d'ailleurs prévenu qu'ils seraient contrainsts de quitter la salle si de telles attaques étaient renouvelées.

Questions au P.S.

En attendant le rapport de M. Marchais, ils ont pu se rassurer. Le ton n'était pas à la polémique, et les reproches que le P.C.F. formule à ses partenaires de l'union de la gauche ont pris la forme de trois questions au parti socialiste. Est-il possible d'un passage immédiat au socialisme et abandonne-t-il en conséquence l'étape des réformes illustrées par le programme commun ? Va-t-il renoncer à ses alliances à droite dans les municipalités ? Est-il décidé à refuser toute gestion « loyale » du capitalisme telle qu'elle est pratiquée par ses homologues sociaux-démocrates en Allemagne fédérale et a-t-il vraiment renoncé à toute tentative de « collaboration de classe » ?

Ce ne sont pas les reculs électoraux du P.C.F. lors des récentes élections législatives partielles qui ont servi de fondement aux griefs de M. Marchais. Ne voulant pas avoir l'air d'adopter une position défensive, il a préféré contre-attaquer en faisant porter l'essentiel de ses reproches sur les déclarations des assises du socialisme et sur la déclaration finale qui y a été adoptée (le Monde du 15 octobre).

Le grief essentiel du P.C.F. tient au fait que cette déclaration ne parle pas du programme commun, ce qui permet aux communistes de se demander si le P.S. abandonne cet accord signé en 1972 pour cinq ans. Elle contient, en revanche, une phrase qui affirme que « l'heure peut être proche où le socialisme français aura à jouer un rôle déterminant dans la responsabilité du pouvoir », ce qui confirme les dirigeants du P.C.F. dans leur idée que le but poursuivi par M. Mitterrand est de réduire leur rôle à celui d'une « force d'appoint ». Il ne semble pas que la déclaration du premier secrétaire du P.S. présentée à Paris de France (le Monde du 25 octobre) qui n'a pas « esquivé d'imposer la loi des socialistes » ait suffi à rassurer sur ce point le P.C.F.

D'autant que, sans être aussi précises, d'autres accusations plus ou moins fautes sont également motivées par les assises du socialisme. Ainsi, quand M. Marchais s'abstient de voir des hommes de gauche nier l'existence d'un monde socialiste, celui des démocraties populaires, on ne peut manquer de penser au « projet de société » qui a servi de base à la convocation des assises. Ce texte précise, en effet, que les expériences en cours « ne constituent pas aujourd'hui une référence acceptable pour la construction du socialisme », et qu'il n'y a plus de solution que dans l'adoption d'une « expérience nouvelle ». En désaccord complet avec cette analyse, les communistes jugent indispensable au succès de la gauche occidentale l'existence de l'ensemble politique de l'Europe de l'Est. La réciprocité est d'ailleurs vraie, si du moins l'on en croit le message que le P.C. d'Union soviétique a adressé au vingt et unième congrès, et dans lequel il souligne le rôle du P.C.P. pour accroître l'efficacité du mouvement communiste international.

Émulation

Autre conséquence des assises du socialisme, l'appel lancé par M. Georges Marchais en direction des syndicalistes C.F.D.T. et la question adressée à M. Edmond Maire pour savoir si les communistes ne sont victimes au sein de sa centrale d'aucune discrimination. S'il est vrai que le P.C.F. a traditionnellement, et

parce qu'il se définit comme étant « le parti de la classe ouvrière », toujours accordé une grande attention à son implantation dans les entreprises, les liens qui se créent entre le P.S. et la C.F.D.T. n'ont fait que confirmer dans l'idée que son renforcement sur ce terrain était devenu urgent.

Si l'union de la gauche n'est pas remise en cause, il est plus que jamais question d'une « émulation » qui prendra souvent la forme d'une rivalité. Déjà M. Georges Marchais a fixé à son parti le même objectif électoral que celui que M. Mitterrand propose au P.S. : 35 % des suffrages. Si les deux principaux partis de gauche remplissent leur contrat, il ne restera plus aux radicaux de gauche qu'à assurer les quelques points supplémentaires que M. Marchais juge indispensables au succès d'un éventuel gouvernement et que M. Mitterrand croit désormais possible d'obtenir à court terme.

THIERRY PFISTER.

● A l'Assemblée nationale, une délégation d'anciens harkis est venue exposer au groupe d'étude des problèmes des rapatriés les raisons de la grève de la faim que plusieurs Français musulmans poursuivent depuis le 15 septembre dans la crypte de l'église de la Madeleine, à Paris. Le groupe d'étude, qui a demandé une entrevue à M. Jacques Chirac, propose quatre solutions : levée de toutes les interdictions pendant un an ; prise en compte du temps de captivité ; amélioration des conditions de logement et de vie, notamment par la suppression systématique des camps de forasage et des centres de la SONACOTRA ; assurance qu'une commission spéciale traitera de l'ensemble des problèmes des musulmans français.

● L'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord exprime, dans un communiqué, sa satisfaction à la suite du vote du Sénat reconnaissant définitivement la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Le gouvernement accepte de porter à 14 % la majoration des rentes viagères

Les députés ont adopté, jeudi 24 octobre, peu avant minuit, la première partie de la loi de finances pour 1975. Compte tenu des amendements adoptés par l'Assemblée, le projet de loi d'orientation applicable aux collectivités locales de plus de soixante-cinq ans, reporté d'un mois de la ma-

ration de droit sur les alcools et recolorisation des rentes viagères, l'accident des recettes par rapport aux dépenses est ramené de 230 à 257 millions de francs. Outre une réforme limitée du quotient familial, on retiendra l'annonce par M. Fourcade de mesures plus vastes afin de protéger davantage l'épargne. — P.F.

M. Fourcade répond d'abord aux orateurs qui se sont exprimés dans la discussion générale. Le ministre de l'économie et des finances déclare : « En réajustement de moitié de la hausse des prix des produits manufacturés l'an prochain est une hypothèse raisonnable. La base conjoncturelle y contribuera. L'augmentation des tarifs des services publics aura un effet neutre sur les prix. Grâce à une politique de crédit plus sélective, les objectifs en matière de commerce extérieur doivent également être atteints. Le processus de retour à l'équilibre, engagé en juin, commence à porter ses fruits. Il faut persévérer, tout en assurant le maintien de l'emploi et la protection de l'épargne. Sur ce dernier point, toute une série de mesures interviendront en 1975. Le gouvernement envisage des mesures plus vastes que le relèvement des taux d'intérêt des livrets A, telles que le relèvement général des taux pour tous les instruments de collecte de l'épargne, la mise en place d'un système d'obligations à taux variable, la relance du marché financier.

M. Fourcade poursuit : « La départementalisation de l'aide aux entreprises, les mesures en faveur de l'agriculture, des entreprises du bâtiment sont sélectives et généralisées, afin d'aider les régions qui en ont le plus besoin. L'agriculture qui a de vastes débouchés (par exemple le sucre) doit contribuer à l'équilibre de la balance des échanges. Dès que la situation le permettra, le gouvernement entend faire bénéficier les entreprises moyennes de mesures de désencadrement du crédit et de taux d'intérêt moins élevés. Les taux à long terme resteront, eux, relativement élevés tant que l'inflation demeurera importante. La T.V.A. ne sera plus perçue sur les subventions versées par les communes aux associations sportives sans but

lucratif. Le Parlement discutera en 1975 de la taxe professionnelle à l'occasion d'un grand débat sur la fiscalité locale. Il faut mettre un terme à la guerre de religion entre l'Etat et les élus locaux. »

En conclusion, M. Fourcade invite la majorité « à manifester son unité en votant un budget qui traduise une politique financière alliant la rigueur, la fermeté, la mesure et le sens de l'homme ». La discussion générale est close. Les députés passent à l'examen des articles du projet de loi.

● IMPOT SUR LE REVENU.

Les députés adoptent le barème de l'impôt sur le revenu (le Monde des 20 et 21 septembre). Les limites d'exonération sont notamment fixées à 11 400 F au lieu de 10 000 F actuellement, dans le cas des salaires retraités (à 12 500 F pour les célibataires de plus de soixante-cinq ans) ; à 10 000 F au lieu de 8 000 dans le cas des non-salariés.

● QUOTIENT FAMILIAL.

M. Fourcade déclare que « le principe du quotient familial, institué pour protéger la famille, est toujours aussi justifié que lorsqu'il a été créé ». Il demeure donc applicable aux enfants âgés de moins de dix-huit ans et aux enfants infirmes. Pour les

enfants majeurs, le gouvernement accepte l'amendement présenté par la commission et voté par l'Assemblée, qui précise :

« Toute personne majeure âgée de moins de vingt et un ans ou de moins de vingt-cinq ans lorsqu'elle poursuit ses études, ou quel que soit son âge lorsqu'elle effectue son service militaire ou est atteinte d'une infirmité, peut opter dans le délai de déclaration entre :

1) L'imposition de ses revenus dans les conditions de droit commun ;

2) Le rattachement au foyer fiscal dont elle faisait partie avant sa majorité si le chef de famille l'accepte et impute dans son revenu imposable les revenus perçus pendant l'année entière par cette personne ; l'avantage résultant de la demi-part supplémentaire du chef de famille est limité à 6 000 francs. »

● DROITS SUR LES ALCOOLS.

Les députés examinent un amendement visant à maintenir les droits actuels pour les eaux-de-vie et les vins de liqueur à appellation d'origine contrôlée (cognac, armagnac, calvados), droits que le gouvernement propose d'accroître de 16 %. M. HARDY (U.D.R., Charente) appelle l'attention sur les dangers que provoquerait cette nouvelle hausse. M. FOURCADE souligne que cette majoration est nécessaire à la compensation financière entre les régimes de sécurité sociale. Finalement, l'amendement est repoussé par l'Assemblée. En revanche, un amendement reportant d'un mois (du 1^{er} janvier au 1^{er} février 1975) l'application de cette majoration est adopté.

Les députés examinent ensuite

un amendement défendu par M. GRUSSENMEYER (U.D.R., Bas-Rhin), visant à exonérer de la nouvelle augmentation les détenteurs de cru distillant moins de 20 litres d'alcool pur par an. M. Fourcade s'oppose fermement à cet amendement qui « conforterait et consoliderait le privilège des bouilliers de cru ».

M. MICHEL DEBRE (U.D.R., Réunion) estime que cette franchise a contribué à l'augmentation de la consommation de l'alcool. L'amendement est repoussé par 384 voix contre 65 sur 449 suffrages exprimés.

● AIDE A LA PRESSE.

Les députés adoptent un amendement précisant que le gouvernement réunira avant le 1^{er} avril 1975, une « table ronde » afin d'établir un nouveau système d'aide à la presse. Les dispositions de l'article 39 bis du code des impôts sont reconduites.

En séance de nuit, les députés, sous la présidence de M. Larrue, poursuivent la discussion des articles. M. Fourcade précise que le régime fiscal des jetons de présence sera réexaminé par la commission de réforme de l'entreprise.

● LE CALCUL DU V.R.T.S.

Les députés examinent un amendement socialiste visant à établir « un contrôle parlementaire strict » sur l'évaluation des sommes revenant aux collectivités locales au titre du V.R.T.S. (versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires). M. Fourcade s'oppose à cet amendement. Il propose, en revanche, d'institutionnaliser le versement anticipé du reliquat du V.R.T.S. en cours d'année. Ainsi, dès le milieu de 1975, les collectivités locales pourront disposer du reliquat perçu au titre de 1974 et ce, sans qu'il soit besoin d'un collectif budgétaire.

Au scrutin public, les députés repoussent l'amendement socialiste par 291 voix contre 182 sur 473 suffrages exprimés. L'amendement du gouvernement est adopté à l'unanimité.

● MAJORATION DES RENTES VIAGÈRES.

Pour répondre aux préoccupations exprimées à plusieurs reprises au cours du débat général, le gouvernement propose avec le soutien de la commission des finances de porter de 10 à 14 % les majorations des rentes viagères. Il est suivi par l'Assemblée.

● EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET.

Les députés repoussent un amendement socialiste, prévoyant le remboursement des avances consenties par le régime général de la sécurité sociale aux autres régimes. M. Fourcade rappelle le vote de l'Assemblée sur la compensation entre régimes de Sécurité sociale et lui demande de le confirmer. Ce qu'elle fait en repoussant l'amendement.

En réponse à M. Papou, rapporteur général, M. Fourcade s'engage à informer « dans les limites imposées par la prudence », les commissions des finances du Parlement avant de contracter un emprunt.

Les députés adoptent à main levée la première partie du projet de loi de finances pour 1975. La séance est levée à 23 h 45.

Qui sont les communistes français ?

André Harris/Alain de Sédoux

Voyage à l'intérieur du Parti communiste

Seuil

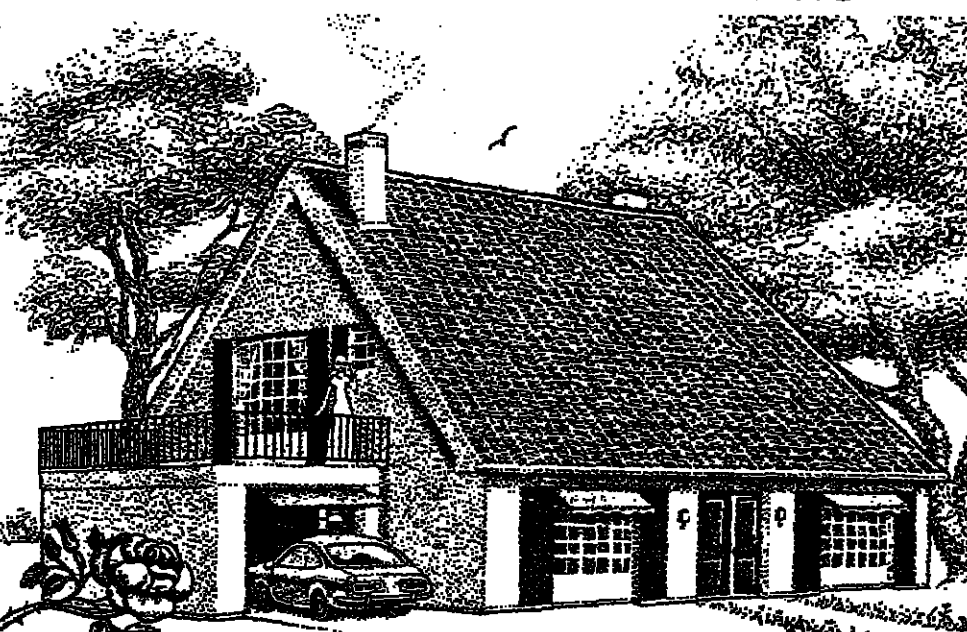
PAR ANDRÉ HARRIS ET ALAIN DE SÉDOUX

Le livre le plus neuf, le plus vrai, le meilleur qu'il ait été donné de lire depuis bien longtemps sur le P.C.F.

ALAIN DUHAMEL - LE MONDE

SEUIL

AU SUD-EST DE PARIS
CINQ NOUVELLES MAISONS
BREGUET CONSTRUCTIONS



BELGRAVIA : 150 m², 7 pièces, séjour 41 m², 3 a.d.b.
Vous visiterez aussi 4 autres maisons de 4 à 6 pièces - Prix de 220 à 320 000 F, terrain compris - Crédits spéciaux.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77-PONTAULT-COMBAULT - 406.53.56 & 64.63

VISITE DES MAISONS MODÈLES, décorées par Alexandra Orsini, TOUS LES JOURS DE 10 à 19 H.

Breguet Constructions réalise un nouveau "Domaine" tout près de Paris sur les terres qui entourent le château du Bois La Croix et son parc. Vous y aurez le choix entre 5 nouveaux modèles de maisons traditionnelles livrées entièrement terminées. Elles sont vastes, de 90 à 150 m² et de 4 à 7 pièces avec des séjours de 31 à 41 m². Toutes sont entourées par un beau jardin.

Sur le Domaine : 2 tennis, zone-loisir de 18 ha, club-house (le château lui-même), écoles, centre commercial.

DES LIAISONS RAPIDES AVEC PARIS :

- à 18 km de Paris par N4 ;
- à proximité de la future autoroute A 4 ;
- un train toutes les 1/2 h ;
- à 12 minutes à pied de la gare de Pontault ;
- à 30 minutes de la gare de l'Est.

A 18 KM DU PERIPHERIQUE. A 12 MN A PIED DE LA GARE.

Pour recevoir une brochure documentation gratuite, remplissez ce bon et adressez-le-nous. Ou téléphonez.

NOM _____ ADRESSE _____ TEL _____

ENQUÊTE

Les « tiers mondes »

III. — Ils ne mouraient pas tous...

par PHILIPPE SIMONNOT

La notion même de développement est remise en cause et le « modèle industriel » lui-même avait connu un certain nombre d'événements avant la crise du pétrole (« le Monde » des 23 et 24 octobre). Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les docteurs en développement ont souvent rassemblé à ces âges généreuses et compatissantes, contemporaines de la révolution industrielle : avec un peu de charité, penchées sur la condition ouvrière, elles espéraient réduire les inégalités, résoudre la « question sociale ». Mais elles ne se rendaient pas compte que le standard de vie des bourgeois de l'époque comprenait entre autres choses l'utilisation d'une main-d'œuvre domestiquée et que, par conséquent, la généralisation de ce standard était impossible. Autrement dit, le « développement » des pays européens ne pouvait se faire de manière linéaire, mais par une modification radicale, non seulement de la « condition ouvrière », mais aussi de la « condition bourgeoise » — sans que pour autant les inégalités aient été supprimées, il s'en faut de beaucoup. Mais comment les dames patronesses de l'autre siècle auraient-elles pu

agir pour cette transformation, puisque leur action aurait abouti à la suppression de leur pouvoir spécifique sur d'autres êtres humains et par conséquent à l'ébranlement de leur statut social ?

Transporté à l'échelle du monde contemporain, le raisonnement devient : tout le monde ne peut pas indéfiniment domestiquer tout le monde ; le développement implique la transformation de la condition de vie des nations prolétaires, mais aussi des nations bourgeoises. Ce n'est pas seulement une question de limite des ressources naturelles. Et il faut aller bien au-delà du truisme : chaque Chinois ou chaque Indien ne peut avoir sa voiture individuelle (comment d'ailleurs a-t-on pu concevoir une telle absurdité ?).

Qui a vraiment conscience de la nécessité de ces transformations ? Le Club de Rome, sans doute. Mais quelle perception en a eue le grand public ? Que les riches étaient trop riches ? Non ! Plutôt que les pauvres étaient trop nombreux. Pour les nations bourgeoises du vingtième siècle comme pour les bourgeois contemporains de Malthus les pauvres sont toujours trop nombreux. C'est peut-être même le « péché » qu'on leur pardonne le moins.

La rançon du plein emploi

En termes économiques, on dira que le sous-développement est le produit d'un certain style de croissance et de puissance des pays riches. Les nations occidentales sont tellement aveuglées par leur « bien-être » qu'elles n'ont pas vu que le plein emploi auquel elles sont parvenues baignait, si l'on peut dire, dans un océan de chômage massif irréductible.

Prenons l'exemple de l'Europe. Si l'on considère son économie en soi, on ne peut en effet que constater que le système est parvenu à supprimer pratiquement le chômage. Mais l'Europe fait partie d'une ensemble beaucoup plus large qui comprend au moins la pourtour de la Méditerranée. Et cette région prise globalement présente les mêmes tares que

l'économie américaine : la main-d'œuvre de « couleur » est sous-employée et sous-payée ; quand la croissance économique vient à se ralentir, c'est d'abord cette main-d'œuvre que le chômage atteint. Exactement comme aux États-Unis. Et peut-être de manière plus cruelle encore : ces Grecs, ces Turcs, ces Portugais, ces Arabes, bref, ces hommes du tiers-monde qu'on oublie trop souvent dans les bilans qu'on fait sur les pays pauvres et qui ont subi un exode pénible, on les renvoie chez eux. Une étude du Japon dans l'ensemble du Sud-Est asiatique aboutirait sans doute à faire ressortir des phénomènes analogues.

Cependant, la rançon du plein emploi dans une économie de pro-

duit (l'emploi dans les pays socialistes pose d'autres problèmes), c'est l'inflation, qui peut le nier aujourd'hui ? Le système a perdu la belle logique de ses origines. Le produit ne se justifie plus seulement par les utilités qu'en principe il procure, mais aussi et parfois même principalement par les emplois qu'il fournit. En contrepartie de ces « quasi-utilités », il faut bien créer de la monnaie, toujours plus de monnaie, dans une perpétuelle fuite en avant.

En exportant le modèle « in-

flationniste », le système n'a pas satisfait les besoins fondamentaux des classes et des pays les plus démunis. En exportant l'inflation par le biais de ses exportations de marchandises, de biens d'équipement, de services, mais aussi « des services qu'il rend » — comme le fait remarquer à chaque fois qu'il le peut et à juste titre M. Abdesselam, ministre algérien de l'Industrie, il aggrave encore les inégalités produites par le modèle et la reproduction du modèle.

Les deux faces de l'inflation

Dans un monde inflationniste, il vaut mieux être débiteur que créancier. Les pays du tiers-monde étant couverts de dettes, on pourrait croire a priori que l'inflation leur est favorable. Mais, d'un autre côté, l'aide des pays riches augmente moins vite que le niveau général des prix. Alors même qu'elle est loin d'atteindre les objectifs soigneusement fixés par les Nations unies, et même elle s'en éloigne, l'aide des riches aux pauvres diminue en termes réels.

Quelle est la balance de ces deux effets contraires de l'inflation ? Les pays du tiers-monde étant couverts de dettes, on peut dire que l'inflation leur est favorable. Mais, d'un autre côté, l'aide des pays riches augmente moins vite que le niveau général des prix. Alors même qu'elle est loin d'atteindre les objectifs soigneusement fixés par les Nations unies, et même elle s'en éloigne, l'aide des riches aux pauvres diminue en termes réels.

Encore faut-il noter un effet de langage général. Quelles seront les nations du tiers-monde qui seront capables d'emprunter

directement des sommes importantes sur le marché international, si l'on met à part bien sûr les pays pétroliers ? On peut citer le Mexique et le Brésil, qui se taillent déjà la part du lion. Et ensuite ? Comment feront les pays qui se trouvent au milieu, tels la Turquie, les Philippines, la Thaïlande, la Corée du Sud, et pour lesquels la balance des deux effets cités ci-dessus est équilibrée ?

Enfin on retrouve à l'intérieur des nations du tiers-monde les effets d'inégalité de l'inflation. L'aide si parcimonieusement distribuée finit, après bien des aléas et des détours, par parvenir aux plus pauvres parmi les pauvres, leur permettant à peine de garder la tête hors de l'eau. Voici cette aide régulièrement rognée par l'inflation.

C'est sur cette scène déjà tragique que sont montés de nouveaux acteurs, chassés soudainement de trop haute colossale : les pays pétroliers. À la hausse des prix engendrée par le système industriel ils ont fini par réagir en quadruplant leurs revenus.

Les sociétés industrielles se lamentent. L'effort soudain et massif de conversion qui leur est demandé leur paraît au-dessus de leurs forces. Et il est certain que les ajustements nécessaires seront difficiles et douloureux, d'autant que ces pays sont habitués au plein emploi, voire au suremploi.

Mais que dire des pays moins fortunés ? On n'a pas assez remarqué qu'eux aussi ont bâti leurs efforts sur une copie plus ou moins conforme du modèle « industrialiste », lequel reposait, comme on l'a dit, sur une certaine valeur donnée au temps, mais aussi sur une certaine valeur donnée à l'énergie. La même

conversion est donc imposée aux pays pauvres, et elle sera encore plus pénible pour plusieurs raisons. D'abord ces pays, justement parce qu'ils sont beaucoup moins riches, étaient relativement moins gaspilleurs. Les mêmes économies d'énergie qui, en Occident ou au Japon, sont obtenues en réduisant le glâcis de chauffage, de lumière, d'énergie motrice, aboutissent dans le tiers-monde à la confiscation d'éléments essentiels au minimum vital. Ensuite le temps de réaction à l'événement, déjà considérable chez les plus riches, sera encore plus long chez les nations prolétaires, dont l'une des caractéristiques bien connues est la faible aptitude à administrer et à entreprendre.

Enfin, les pays pauvres ne reculeront que quelques milliers de kilomètres du pôle du pétrole. Il y a là une cause supplémentaire d'inégalité. Certains pays — on retrouve toujours les mêmes noms : Brésil, la Corée du Sud — ont pu se tailler des marchés avec leurs produits manufacturés. Ce marché des produits agricoles est trop incertain pour qu'on puisse bâtir des plans sur les recettes qu'il procure. Ces pays ont accumulé suffisamment de réserves pour pouvoir s'endetter encore davantage et ils peuvent espérer compenser une partie de leur déficit pétrolier par un effort accru d'exportation. Encore que la croissance des pays industrialisés, dont la prospérité dépend, risque de se ralentir. Ces derniers seraient alors pris au piège : après des années d'efforts, sur les conseils des plus hautes autorités et des experts les plus renommés pour conquérir des marchés, et juste au moment de récolter ce qui était semé à grand-peine, ils verraient ces marchés se rétrécir, voire se refermer, dans un « choc » pour soi « généralisé ».

Et les autres ? Pour nombre d'entre eux, c'est tout simplement la faillite. L'immense Inde est de nouveau aux portes de la famine. Cependant, le tiers-monde foule en silence par les représentants des nouvelles puissances qui constituent les pays pétroliers. La révolution pétro-

lière, dont les dirigeants des pays pauvres n'ont peut-être pas mesuré toutes les conséquences pour eux-mêmes, est présentée comme une victoire du tiers-monde. Mais peut-elle être limitée par les autres producteurs de matières premières, qui d'ailleurs ne sont pas tous des pays pauvres ? C'est fort incertain. Sur tout le tiers-monde a peur de s'attirer les foudres de ces nouveaux impérialistes. Quand on a

vu comment ont réagi l'Europe et le Japon à l'embargo arabe, on le comprend. On est enfin forcé de remarquer que les pays pétroliers ont suffisamment d'argent pour acheter les voix qui leur manquent dans les couloirs des instances internationales.

Prochain article :

LES NOUVEAUX RICHES

LES DISPARITÉS DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

On peut établir un bilan économique à partir d'un échantillon de trente-quatre pays dit en voie de développement, qui représente 80 % de la population du tiers-monde (Chine non comprise), avec toutes les réserves que mérite ce genre d'exercice. Trois catégories apparaissent :

1) Les sous-prolétaires (de 80 à 200 dollars de PNB par tête).

	PNB par tête en 1971	Taux de croissance annuel du PNB par tête 1960-1971
Ethiopie	80	1,2
Indonésie	80	3,4
Salon	90	3,6
Sri Lanka	100	1,5
Inde	110	2,4
Tanzanie	110	3,3
Soudan	120	0,9
Pakistan	130	2,8
Ouganda	150	1,6
Nigeria	160	2,7
Kenya	180	4,3

Dans ce groupe, deux pays pétroliers, l'Indonésie et le Nigeria, ont vu évidemment leur situation radicalement modifiée. Les autres, au contraire, selon les calculs de M. McNamara, président de la Banque mondiale, verront leur revenu moyen diminuer d'ici à 1980 si rien n'est fait pour les aider. En d'autres termes, ils vont connaître une paupérisation absolue.

2) LES PAUVRES (de 200 à 500 dollars)

	PNB par tête	Taux de croissance
Thaïlande	210	4,7
Egypte	220	6,2
Philippines	240	2,7
Ghana	250	2,1
Maroc	250	2,5
Corée du Sud	250	10,0
Tunisie	250	3,6
Côte d'Ivoire	250	4,4
Turquie	260	4,9
Algérie	270	4,8
Colombie	270	2,4
Irak	270	1,4
Zambie	280	1,0
Malaysia	280	3,7
Taiwan	290	7,3
Iran	290	7,7
Bresil	290	5,1
Pérou	290	0,5

Dans ce groupe, trois pays pétroliers : l'Algérie, l'Irak et l'Iran, sont promus à un brillant avenir industriel. D'autres connaissent des taux de croissance très rapides (Corée du Sud, Taiwan, Brésil, dont le rythme était encore plus rapide ces dernières années, Thaïlande). Toutefois, sur dix-huit pays de ce groupe, huit ont des taux de croissance inférieurs à 3 %, comme si le processus chez eux avait tendance à s'essouffier. De plus, quand on voit la fragilité des calculs de P.N.B. dans les pays pauvres, et les très fortes inégalités de revenus qui les caractérisent, on soupçonne que cette faible croissance est génératrice d'une amélioration du bien-être encore plus médiocre.

3) En haut de l'échelle (au-dessus de 500 dollars)

	PNB par tête	Taux de croissance
Maroc	700	2,0
Yugoslavie	720	5,0
Chili	750	2,4
Venezuela	1 000	1,4
Argentine	1 250	2,0

En haut de l'échelle on trouve — nettement séparés des autres puisque l'échantillon ne comporte pas de pays entre 500 et 700 dollars de revenus par tête — cinq pays : le Venezuela, promu à une croissance rapide grâce au pétrole ; l'Argentine, le pays relativement le plus riche, exemple typique de croissance bloquée ; le Chili, en régression — depuis que ses statistiques ont été établies — pour les raisons que l'on sait ; la Yougoslavie qui connaît, depuis plusieurs années, des difficultés de paiement considérables ; le Mexique, obligé de redoubler ses efforts pour compenser les effets d'un des galops démographiques les plus rapides du monde.



la nouvelle BMW 518 :

l'efficacité

La nouvelle BMW 518 a un moteur de 1766 cm³. Il développe 90 ch DIN : efficacité. La nouvelle BMW 518 passe de 0 à 100 km/h en 13,9 s : efficacité. La nouvelle BMW 518 offre une finition et un confort inégalables dans sa catégorie : efficacité. La nouvelle BMW 518 a une suspension et une tenue de route qui permettent de franchir rapidement toutes les difficultés, en toute sécurité et en souplesse : efficacité. La nouvelle BMW 518 ne consomme que 9,5 l aux 100 km (normes DIN 70030) : efficacité. Le prix de la nouvelle BMW 518 vous permet de posséder dès maintenant une grande BMW : efficacité. La nouvelle BMW 518 répond précisément à ce que le conducteur actuel attend d'une voiture : l'efficacité.

BMW Import S.A. - 116, avenue Aristide-Briand - 92220 Bagneux



BMW - le plaisir de conduire

La gamme "5" BMW : BMW 518 - 1766 cm³ - 90 CV DIN - 0 à 100 km/h en 13,9 s. BMW 520 - 1990 cm³ - 115 CV DIN - 0 à 100 km/h en 11,8 s. BMW 520i - 1990 cm³ - 130 CV DIN - 0 à 100 km/h en 10,9 s. BMW 525 - 6 cylindres - 2492 cm³ - 145 CV DIN - 0 à 100 km/h en 10,1 s.

مكتبة الامم المتحدة

Publicité

Le retour à la nature, c'est d'abord protéger ce qu'on aime.

Voilà pourquoi les vignerons du Roussillon se sont unis.
Pour sauvegarder le terroir de Rivesaltes.

Garder les moutons en Lozère ou restaurer une ferme, c'est une façon de revenir à la nature, bien sûr.

Mais quand on est vigneron en Roussillon, de grand-père en père et de père en fils, on n'a pas besoin de chercher si loin. La nature, la voilà : entre le Canigou et la mer, des coteaux brillants de schiste. C'est le pays des étés dorés. Les vacanciers pour l'Espagne le traversent avec un coup au cœur. Ah, s'ils pouvaient rester ! Un jour, ils restent. Alors c'est fini : ils reviennent tous les ans. Ils apprendront le catalan. Par amitié. Et parce que c'est une langue en rocaïlle et en soleil. Comme le pays. Comme les vignes.

Ces vignes, quelle histoire ! Morcelées en petites parcelles qui parfois montent à l'assaut des collines, depuis trois mille ans, elles ont eu tout le temps d'apprendre à résister. Au vent, au froid, au soleil. A tous les envahisseurs : les Romains, les Arabes, les Francs, les Espagnols. Et même au phylloxéra. Quand il ravageait les vignobles d'Europe, ici il épargnait mystérieusement les plus anciens ceps.

Ce sont ces petites vignes, courageuses, têtues comme des chèvres, que les hommes du Roussillon ont décidé de préserver. Parce qu'ils ne veulent pas les quitter. Et parce qu'elles produisent ces fameux vins doux naturels : les Rivesaltes.

L'Appellation Contrôlée : un privilège et surtout des devoirs

Voilà pourquoi les vignerons des coteaux de l'Agly, ceux des villages des Aspres, ceux des contreforts des Albères et des Corbières qui font pousser un grenache noir, et ceux de Rivesaltes même, se sont groupés pour obtenir le privilège de l'Appellation Contrôlée.

Les vins qu'ils élèvent ont le droit de porter l'Appellation d'Origine Contrôlée « RIVESALTES ». A condition d'observer strictement et minutieusement toutes les anciennes traditions, telles qu'elles ont été établies de siècle en siècle, et telles qu'elles ont été légalement codifiées.

LE MUSCAT DE RIVESALTES

Pour renouer avec la tradition
des vins de dessert.

C'est un vin couleur d'or, fruité et sucré... Au dessert, il fait la roue. Sur un sorbet, après un entremets, une pâtisserie, il laisse la bouche parfumée et le cœur en joie. Nos grands-mères avaient du goût et de la sagesse : elles le dégustaient au moment des liqueurs. Il se boit jeune : le parfum très fin du muscat est alors à son apogée.

Mais les 15.000 vignerons de Rivesaltes n'ont pas envie de s'en plaindre. Noblesse oblige. L'Appellation Contrôlée Rivesaltes est désormais la récompense des meilleurs de leurs vins. C'est elle qui les désigne à l'attention des connaisseurs.

Quatre cépages... et des cailloux de schistes

Le législateur a tout prévu. L'emplacement des vignes, pour des schistes. Comme au Portugal. Expliquez-le si vous pouvez : eux seuls permettent d'obtenir ce goût

de terroir, inimitable et chaleureux. Quatre cépages seulement. Tous chargés d'histoire : le Grenache, le Maccabéo, le Malvoisie qui vint de Grèce au 14^e siècle, et le Muscat romain. Le froid le mord, le soleil le brûle, la tramontane les gifle. Pas une goutte d'eau après les pluies de printemps ? Tant pis. L'irrigation est interdite. Pas l'ombre d'un figuier sur les ceps ; si des arbres fruitiers sont plantés dans la vigne, elle perd son droit à l'Appellation Contrôlée.

Alors les grains se gonflent de ce qu'ils trouvent. De sucres, de parfums, de lumière. En octobre, les vendangeurs chaussent leurs espadrilles, rien ne tient mieux sur les cailloutis ; sauf les sabots du mulet, qui va porter la vendange.

MERCI AU MÉDECIN DU ROY

Le médecin du roy aimait le bon vin. Le roy était Roy de Majorque. Il régnait sur le Roussillon, en l'an 1290.

Le vin était fils du soleil. On l'élevait à l'antique. Recette hébraïque : les grappes sèches sechaient sur des claies. C'était long, mais le vin qu'on en tirait avait autant de puissance que de tendresse.

Le médecin du roy, impatient de goûter au vin nouveau, imaginait d'en arrêter la fermentation. Le vin était en pleine force ; il avait gardé toute la sumpieuse douceur de ses sucres et de ses parfums.

Arnaud de Villeneuve, qui s'appelle en catalan Arnan de Vilanova, Médecin du Roy et du Pape, Régent de l'Université de Montpellier, auteur du premier traité connu sur les vins et les eaux-de-vie, venait d'inventer le vin doux naturel... qui devait donner, bien plus tard, naissance au Rivesaltes.

Le raisin doit arriver intact à la cuve. A peine est-il foulé, l'Administration des Contributions Indirectes vient faire un premier contrôle. Il y en aura d'autres. Celui-ci vérifie la teneur du jus en sucres naturels : au moins 252 grammes par litre. S'il y en a moins, la cuve deviendra vin de table. Excellent, d'ailleurs. Mais quel crève-cœur : elle ne deviendra pas Rivesaltes.

Elle ne le deviendra pas davantage si la vigne se montre trop généreuse ; la Loi interdit de dépasser le seuil de 30 hectolitres à l'hectare. Non pour raréfier la production, pour en préserver la qualité.

Attention maintenant à la fermentation. Elle doit être arrêtée avant que tous les sucres naturels se soient transformés en alcool.

Un vin qui veut vieillir au soleil

Il faut maintenant élever, soigner, soutirer, laisser vieillir... Le Rivesaltes a ses caprices. Il ne veut pas être enfermé. On met donc les fûts dehors, au vent et à la pluie. Ou bien on verse le vin jeune dans les bonbonnes, les « tourries », qu'on remplit seulement à demi et qu'on laisse en pleins champs. En été et en hiver. A la lune et au soleil. Pendant six mois, un an, des années... Comme ces vieux vins de Madère qu'on envoyait faire le tour du monde à fond de cale, au temps de la marine à voiles, le Rivesaltes se dépouille, s'arrondit, s'affine sous les épreuves.

Les plus durs l'attendent encore. D'abord les analyses des laboratoires officiels — degré de sucre, degré d'alcool, acidité, tanin, vitamines, minéraux... Et enfin la

dégustation. Par une commission d'experts, sans rien qui puisse permettre de l'identifier. Seules comptent alors ses qualités et sa tenue. Il faut qu'elles soient parfaites pour obtenir l'aval définitif, le droit de porter la prestigieuse Appellation d'Origine Contrôlée.

Il ne reste plus qu'à le mettre en bouteilles, et à l'étiqueter. Les Rivesaltes n'ont vraiment rien d'industriel : presque autant d'étiquettes que de marques, de propriétés, de négociants... et ils sont des centaines ! Certaines étiquettes portent l'Appellation Rivesaltes. D'autres portent seulement le nom du producteur. C'est que les Catalans n'ont pas de vanité, et puis le décret d'Appellation Contrôlée est encore bien récent pour un pays qui compte par siècles : les derniers stocks d'étiquettes ne sont pas encore épuisés et les Catalans sont économes.

Au fil des mois, ceux qui ont droit à l'Appellation Contrôlée Rivesaltes l'indiqueront bien clairement sur leurs bouteilles. Par fierté, et par honnêteté envers les consommateurs.

Des vins à découvrir

Car si tous les vins doux naturels sont agréables, connus, aimés et consommés, les Rivesaltes, qui en sont l'élite, apportent au palais quelque chose de plus. Ils ont une rondeur gaie, une grande finesse et parce que ce sont de vrais vins, ils ont le mérite, servis avant un repas, d'éveiller le goût au lieu de l'anesthésier.

COMMENT SERVIR LES RIVESALTES ?

ON LES APPELLEAIT AUTREFOIS vins de dessert et vins de dames. C'était pure politesse. Pour donner des excuses aux dames, qui n'en ont plus guère besoin. Et parce que des Reines l'aimaient au point de ne pas en vouloir d'autre. Mais cela n'a jamais empêché les Catalans de le boire aussi à l'apéritif, entre hommes comme en famille, et à la régale aussi bien que dans les verres en cristal.

EN APÉRITIF, outre qu'ils sont encore tout proches de la nature, ils délient le goût et ne le gênent pas. C'est l'avantage de tout vrai vin apéritif. Servez-les bien frais... et c'est tout : le bouquet d'un Rivesaltes se suffit à lui-même.

AU DESSERT, choisissez un Rivesaltes moins corsé, ou mieux encore, un Muscat de Rivesaltes, parfait avec les fruits, les entremets et délicieux sur les sorbets.

AVEC LES FROMAGES même, et surtout très forts, c'est une rencontre surprenante, mais très équilibrée.

ESSAYEZ-LE dans un demi-cantaloup. Avec une salade de fruits. En croquant des petits fours. En même temps que des fruits secs.

ET SI VOUS ÊTES D'ESPRIT OUVERT, suivez les conseils des gourmets catalans ; pour eux, rien ne vaudra jamais un civet de langoustine ou un foie gras, accompagné d'un somptueux Rivesaltes, vieilli et finement tuilé.

C'est pour cela sans doute qu'il devient élégant de les servir, dans leurs bouteilles d'origine, à l'heure de l'apéritif. Les Rivesaltes se ressemblent, mais sans uniformité. Blancs, ambrés, rubis, bruns, moelleux, secs, corsés, profonds, chacun d'eux a une personnalité qu'il faut découvrir. Pour choisir celui que vous préférez, celui que vous aimez, il faut connaître à vos amis.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE LILLE

La légalité du contrôle patronal exercé sur les congés de maladie

De notre envoyé spécial

Lille. — « Refusons le contrôle des médecins patronaux, de la police médicale. » Pour avoir donné ce mot d'ordre à leurs adhérents, les unions régionales des syndicats C.F.D.T. et C.F.T.C. du Nord étaient assignées, jeudi 24 octobre, devant le tribunal de grande instance de Lille par la direction d'une entreprise métallurgique, Stein-Industrie. Il ne s'agit pas d'un conflit local. Ce procès touche en fait à des aspects essentiels du droit du travail et de la santé, et le tribunal ne peut ignorer l'importance de sa décision pour un grand nombre d'entreprises.

Pour la première fois peut-être — hormis des cas où des préavis de grève ne sont pas respectés — des consignes syndicales sont ainsi attaquées en justice par un employeur. Pour la première fois, aussi, la création d'un contrôle patronal de l'absentéisme en cas d'arrêt de travail pour maladie est mise en cause devant une telle juridiction.

Rentabilité ou santé publique

« Suite à contrôle médical du... » votre congé maladie n'est plus justifié à compter de ce jour ; prière reprendre le travail. » Depuis un an, de nombreux ouvriers ont reçu de semblables télégrammes, rédigés sur ce ton comminatoire. Après la mensualisation des salaires horaires, en 1970, et pour lutter contre un accroissement de l'absentéisme, qu'ils jugent excessif, certains directeurs d'usines sidérurgiques, dans le Nord et l'Est de la France, ont décidé, il y a environ un an, de confier à des sociétés privées recrutant des médecins sous contrat ou à la vacation, le soin de vérifier les prescriptions d'arrêt de travail faites par le médecin traitant.

Selon les accords de mensualisation conclus entre syndicats et patronat, et insérés dans la convention collective, l'employeur doit percevoir la totalité de son salaire, c'est-à-dire que l'employeur lui verse la différence entre les indemnités journalières allouées par la Sécurité sociale et le montant de ce salaire (1).

En septembre 1973, comme d'autres établissements, Stein-Industrie a institué le contrôle médical « parallèle », consistant, selon son avocat, « une augmentation de 50 % de l'absentéisme dû à la mensualisation ». L'intervention du « contrôleur » a souvent eu pour effet de diminuer sensiblement la durée du congé prescrit par le médecin traitant. Un syndicaliste, citant à ce propos quelques exemples illustrés par les « intentions répressives » du patronat et la « légèreté » des « policiers médicaux », affirme qu'un ouvrier s'est vu récemment sommé de regagner son poste le lendemain même d'une grave opération.

Les syndicats ont vivement réagi à cette mesure en invitant les ouvriers, dans des tracts ou les communiqués, à refuser ces contre-visites. La direction devait sanctionner ces refus en suspendant le versement du salaire. Pour incliner les mots d'ordre des organisations syndicales et justifier ses décisions, la direction se réfère à l'article 13 de la convention collective, qui indique que les salariés bénéficient de l'intégralité de leurs rémunérations sous réserve que la maladie soit constatée par certificat médical « et contre-visite s'il y a lieu ».

Tout le procès porte sur l'interprétation de ces quelques mots. Pour les syndicats, la contre-visite prévue ne pouvait être que celle du contrôle de la Sécurité sociale, puisque cette disposition des accords de 1970 n'était que la reprise mot pour mot de celle qui figurait dans les accords antérieurs prévoyant les mêmes avantages pour les autres catégories professionnelles : cadres et employés, par exemple. Sur ce point, les ouvriers peuvent évidemment s'étonner que l'on veuille les assujettir à des contrôles qui n'existent pas pour les autres catégories professionnelles. Aussi les responsables syndicaux ont-ils déjà dénoncé dans cette affaire l'application d'une « médecine de classe ». Représentant des statisticiens établis par la médecine du travail, ils ont relevé que l'absentéisme dans certaines entreprises est en relation directe avec les mauvaises conditions de travail.

Les avocats de Stein-Industrie ont, pour leur part, fait remarquer que les sommes versées par l'employeur durant le congé de maladie ne constituent pas un salaire mais une indemnité, la notion de salaire ne pouvant être que la contrepartie d'une prestation de travail. A leur avis, il est légitime que les employeurs puissent faire appel à des compagnies d'assurance et que ces compagnies puissent exiger un contrôle médical, comme en tout autre cas d'assurance. Il faut aussi reconnaître que, dans le cadre des accords de mensualisation, l'employeur joue le rôle d'assureur. Les défenses de la partie adverse ont récusé cette « interprétation surprenante » de tous les textes en vigueur en ce domaine. Ils ont affirmé que seule la Sécurité sociale pouvait se prévaloir du rôle d'assureur et qu'en conséquence l'employeur ne pouvait décider unilatéralement de sus-

pendre le versement du « salaire » (2). De son côté, M. Guy Playoust, pour Stein-Industrie, a estimé que le certificat médical délivré par le médecin traitant n'est qu'un élément d'appréciation et n'est pas opposable à l'employeur. Il a même précisé qu'il s'agissait d'une simple « allégation ». Cette qualification a été contestée vivement par les défenseurs des syndicats, qui ont rappelé que de nombreux médecins avaient justement protesté contre la création de contrôles médicaux patronaux et comparé à des « chasseurs de primes » leurs confrères qui acceptent ce travail (Le Monde du 20 avril).

Sans nier les abus et l'insuffisance du contrôle de la Sécurité sociale, les défenseurs des syndicats ont formellement contesté les « impressions » d'augmentation de l'absentéisme avancées par le patronat. Les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie (C.N.A.M.) révèlent que — notamment dans l'agglomération de Roubaix où est située l'usine Stein-Industrie — le nombre des journées de travail perdues n'a guère augmenté depuis 1970... quand il n'a pas baissé.

LA CEINTURE ET LA CONSTITUTION

Lyon. — Tenir pour anti-constitutionnelle l'obligation du port de la ceinture de sécurité, il fallait y penser. Un automobiliste lyonnais, M. Chavagnac, y a pensé. Plus précisément, il portait en elle une mesure qui, bafouant la devise républicaine, Liberté, Égalité, Fraternité !

« C'est, dit-il, une atteinte à la liberté individuelle, car on ne bouclait pas ma ceinture, je ne suis personne d'autre que moi-même, ce qui est mon affaire. C'est contraire au principe d'égalité, car j'ai vu beaucoup de gendarmes dont les véhicules étaient munis de ceintures, qui ne s'en servaient pas et ne faisaient pas pour autant l'objet de procès-verbaux de leur part de leurs collègues. C'est enfin contraire à la fraternité, car sous prétexte qu'on a attaché sa ceinture on se croit protégé et l'on éprouve donc une certaine confiance, ce qui fait que l'on devient dangereux pour les autres. »

C'est ce raisonnement, spéculatif ou non, que M. Chavagnac a déjà tenu aux agents de l'autorité, avec lesquels il a eu des démêlés. Ceux-ci ont ayant été surpris mais non convaincus, M. Chavagnac a écrit au président de la République, au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Justice, pour les faire juges de la valeur de son argumentation. Il parle maintenant, depuis que le Congrès a élargi les possibilités de saisine du Conseil constitutionnel, d'aller jusqu'à cette instance de la République. Il lui reste à convaincre soixante parlementaires de la nécessité d'une telle entreprise. — J.-M. Th.

D'ailleurs, selon la C.N.A.M., le nombre des « fraudeurs » au niveau national ne dépasse pas 5 %. M. Dumortier et Lemire, pour la C.F.T.C. et la C.F.D.T., ont conclu qu'il était de tout manière, normal que les absences soient augmentées après la mensualisation puisqu'il s'agissait de son objet même : « Accroître la sécurité du salarié et lui donner la possibilité de se soigner convenablement. » Selon les syndicats, admettre l'interprétation de Stein-Industrie créerait un dangereux précédent. Ce serait, pour l'employeur, un encouragement à se saisir du « mensonge présumé » de l'absentéisme dans le seul souci de rentabilité et de profit, au détriment de la santé publique. Jugement le 21 novembre.

FRANCIS CORNU.

● ERRATUM. — Le nom de M. Jouffrès a été mal orthographié, dans l'information publiée par Le Monde daté 24 octobre, au sujet du procès des militants canariens, dont il va assurer la défense devant la cour d'appel de Nîmes, avec M. de Ruffe, comme lui du barreau de Paris.

(1) Apparemment, l'employeur ne percevait que le montant de son salaire, dans les limites d'un plafond fixé par la Sécurité sociale. (2) Par trois fois, depuis le début de l'année, les conseils de prud'hommes ont condamné des employeurs à verser les indemnités réglementaires qu'ils avaient supposées à des travailleurs, après les rapports des médecins contrôleurs.

الرجاء ان يقرأ

tourisme

Un hôtel lyonnais à l'américaine

DORMEZ, L'ORDINATEUR FERA LE RESTE

Holiday Inns, la plus importante chaîne hôtelière du monde, vient d'ouvrir un établissement à Lille-Mercq-en-Barcel dans le Nord. Sa septième installation en France après Avignon, Lille-Laquin, Tignes-Val-d'Isère, Toulouse, Lyon-Dardilly et Monaco. Un neuvième hôtel doit ouvrir ses portes à Strasbourg au début du mois de février 1975. Quatre sont en construction : Belfort, Paris-Orly, Paris-Paris et la Guadeloupe. D'autres, enfin, sont en projet : Paris-Rosny, Jouy-en-Josas (Yvelines), Nice, Marseille-Marinella, Rouen. Le Touquet et Saint-Etienne.

Il y a six ans seulement que cette chaîne américaine, qui compte à ce jour 1 681 hôtels — au total 294 482 chambres — s'est placée en Europe. Le premier Holiday Inn fut ouvert en 1968 en Hollande.

Environ 80 % de ces hôtels sont « franchisés » : le propriétaire des murs gère l'établissement comme il l'entend ; pour avoir le droit de porter le nom de la chaîne et bénéficier de son assistance, notamment du système « Holiday » de réservation électronique des chambres, il verse une redevance de 5,5 % sur le chiffre d'affaires des chambres et s'engage à respecter scrupuleusement les normes d'aménagement et de services établies par Holiday Inns. L'hôtel de Lyon-Dardilly (271 chambres), ouvert en mars dernier, participe à ce système à l'américaine.

Les bords du Rhône semblent être à un jet de pierre des rives du Mississippi. Lyon paraît être à deux pas de Memphis. Ce n'est pas par hasard si les responsables de Holiday Inns jouent ainsi la confusion, tentent à leur manière de gommer les frontières.

« Nous voulons, par le tourisme, intensifier la compréhension mutuelle entre les peuples du monde », écrivent-ils dans une profession de foi, déposée dans chaque chambre. Ils souhaitent, un jour, « découvrir de nouveaux moyens d'action qui transcendent toute considération commerciale ».

Derrière ce moralisme de bon aloi se cachent, pour le moment, des hommes d'affaires avisés. Rien n'échappe à leur vigilance. Ni le propriétaire de l'Holiday Inn de Dardilly — les Textiles Saint-Macloir — ni le directeur de cet hôtel (l'« inkeeper ») — un ancien officier de marine — ne jugent trop pesante cette tutelle. « A nous qui n'en avions aucune idée, ils ont appris le métier, à force de stages outre-atlantique, d'inspections sur place, de conseils en tous genres », reconnaissent-ils.

Lorsque Holiday Inns imagine de planter son drapeau à Lyon, on lui propose deux sites, l'un à proximité du futur aéroport de Saint-Genis, l'autre en bordure de la Saône. Un troisième terrain, au nord de la ville, le long de l'autoroute du Soleil, eut finalement la préférence. Il convenait parfaitement à une chaîne qui tient à placer ses mailles aux alentours des grandes agglomérations et aux abords des axes routiers.

La maison-mère se fit envoyer, avant le premier coup de pioche les plans de masse et de situation. « Holiday Inns ne nous a imposé aucune contrainte en matière de

construction et d'architecture », note le propriétaire de l'hôtel de Dardilly. Seuls, les services de l'urbanisme nous ont interdit de dépasser quatre étages. Cela dit — on n'échappe pas si facilement au système — en cherchant à bâtir à l'économie, les promoteurs de cet établissement ont copié le modèle Holiday Inn standard.

A la veille de l'ouverture, la maison-mère dépêche des inspecteurs pour contrôler si tout était en règle. Holiday Inns impose,

en effet, des normes minimales de confort. Chaque établissement doit avoir cinquante pour cent de chambres à deux lits ; vingt et un mètres carrés pour la chambre, 1,40 m x 2,05 m pour le lit. « Dans ces conditions, il est impossible de rentabiliser un deux étoiles ; il est nécessaire de viser les trois et quatre étoiles. En revanche, cette largeur de vue est un bon atout commercial : la clientèle apprécie que nous ne lésions pas sur les mètres carrés », précise le propriétaire de l'hôtel de Dardilly.

Bible ouverte...

Pour Holiday Inns, tous les détails ont leur importance ; aucun n'est à négliger. Dans chaque chambre : une commode, deux fauteuils, une chaise, huit porte-manteaux et quatre cendriers. Pas de peinture sur les murs. Il est conseillé d'utiliser un revêtement de vinyle, plus facile d'entretien. Pour éviter le repassage, les draps doivent être mottés polyester mottés coton. Dans la salle de bains, il convient de mettre à la disposition du client trois savonnets, une boîte de kleenex et un ouvre-bouteilles. Un bon inkeeper doit s'assurer que la femme de ménage tourne, chaque jour, les pages de la bible ouverte sur un guérison. Il faut éviter qu'à un soir d'intervalle, un voyageur quelconque se distraie de méditer deux fois le même psaume. « Si tu n'as pas de quoi payer, pourquoi t'endormiras-tu en entendant ton lit de dessous toi ? » (Proverbes 2, XXII, 27).

Liberté est laissée au patron de chaque établissement d'améliorer les normes. Ainsi, à Dardilly, a-t-on installé à côté de la piscine obligatoire — 6 m x 12 m — un sauna, et dans les chambres, à côté du téléviseur, de rigueur, une radio. Les responsables de Holiday Inns consentent, parfois, à relever leurs exigences, à négocier des accommodements. Le taux de motorisation en Europe, par exemple, n'est pas si élevé qu'il faille maintenir coûte que

coûte la règle d'une place de parking par chambre. « Nous avons jugé qu'il était prématuré de placer des téléviseurs en circulation dans les chambres, comme cela se fait maintenant aux Etats-Unis. Nous en réservons, pour le moment, au noir », note le propriétaire de l'hôtel.

« Check-list »

L'Holiday Inn de Dardilly emploie quatre-vingt-douze personnes. Outre-atlantique, les femmes de ménage doivent faire quinze chambres par jour en raison d'une par demi-heure. « Ici, nous adoptons un rythme de travail légèrement moins soutenu. Treize chambres en huit heures trente. »

Trois à quatre fois l'an, un émissaire de Memphis vient à l'improviste vérifier le bon ordre des choses. Il observe la marche générale de l'hôtel et porte une appréciation chiffrée sur le confort des chambres et la qualité de la nourriture. Depuis son ouverture, l'établissement de Dardilly a déjà été « visité » deux fois. Au dernier passage de l'inspecteur, il a obtenu 905 points sur 1 000 pour les chambres et 915 points pour la restauration.

Des résultats satisfaisants, malgré quelques « bavures » inévitables.

Chaque femme de ménage a en tête un « check-list » établi par la maison-mère. Pas un faux pas. Son cheminement est rigoureusement organisé : d'abord ouvrir la fenêtre, ensuite arrêter la climatisation, puis vérifier le linge...

L'économie de personnel par rapport à un « trois étoiles » classique ne ressort au niveau de la restauration. « Nous n'avons pas la prétention, surtout dans la région lyonnaise, d'attirer les gastronomes. Nous préférons préparer des plats simples et varier particulièrement la qualité de la viande », dit le directeur de Dardilly. L'installation, à chaque étage, de distributeurs de boissons chaudes et froides et de cireuses à chaussures, la mise à disposition de caddies pour transporter les bagages, permettent d'alléger le nombre des employés. Ceux-ci sont tenus de porter un uniforme dont la coupe et la couleur sont laissées à l'appréciation de l'inkeeper.

Si l'advent que, au hasard d'un contrôle, la note tombe au-dessous de 850 points et que, dans les quinze jours suivants, il n'a été porté remède à aucune anomalie, Holiday Inns — cela arrive parfois — retire alors son parrainage. Les hôteliers les mieux notés sont annuellement conviés à Memphis, où leur sont remis des diplômes de bons et loyaux services. Les tout premiers du classement reçoivent même un petit paquet d'actions de la société. Pour ressembler davantage encore les mailloins de la chaîne.

Dardilly bat, depuis sept mois, pavillon Holiday Inns : colombe blanche sur fond bleu. « La compréhension mondiale pour le tourisme... une note vers la paix. » Vers les affaires aussi.

JACQUES DE BARRIN.

Cet hiver, changez de piste.

Documentation gratuite
Office National du Tourisme Tunisien
32, avenue de l'Opéra 75002
Tél. 01 72 67

TUNISIE.
Une terre. Des hommes.

Cet hiver, changez de piste.

Documentation gratuite
Office National du Tourisme Tunisien
32, avenue de l'Opéra 75002
Tél. 01 72 67

TUNISIE.
Une terre. Des hommes.

Cet hiver, changez de piste.

Documentation gratuite
Office National du Tourisme Tunisien
32, avenue de l'Opéra 75002
Tél. 01 72 67

TUNISIE.
Une terre. Des hommes.

Cet hiver, changez de piste.

Documentation gratuite
Office National du Tourisme Tunisien
32, avenue de l'Opéra 75002
Tél. 01 72 67

TUNISIE.
Une terre. Des hommes.

L'AMNISTIE A LONDRES

500 F

Tout compris - Tout organisé
(transport, transfert, logement, hôtel 1^{re} classe, repas, visites, etc.)
Départ 9 novembre matin
Retour 11 novembre soir
FRANCE TOURISME
Tél. 01 72 67
LTC 101

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Province

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
N. Apple, calmes, 44 et 64 F.T.T.C.
Centre affaires et spectacles
2. place de la Comédie, Bordeaux.
Tél. 01 33-34-35 et 36

Côte d'Azur

NICE - CÔTE D'AZUR

HOTEL FRANTZ, N.N.
(Plin centre) entièrement neuf,
calme, jardi, piscine chauffée.
Pension complète 120, demi-pension
100 F.T.T.C.

FAITES DE L'OR AVEC VOS SKIS

Jusqu'alors, vos frais de séjour aux sports d'hiver étaient dépensés et vous ne les revoyiez plus... **argent perdu!**

Maintenant, à La Plagne, vous dépensez la même somme mais cet argent vous rend propriétaire. Vous êtes chez vous pour le temps qui vous convient. Vous avez transformé une dépense de consommation en un véritable patrimoine pour le prix d'un téléviseur couleur ou d'une voiture, selon vos besoins... **argent placé!**

Hier encore, il était difficile de trouver une station qui plaise à toute la famille et qui réunisse à la fois un enneigement garanti, des équipements ultra-modernes et une animation permanente, ou alors il fallait choisir des stations super-chères... **argent perdu!**

Aujourd'hui à La Plagne, vous trouvez l'ambiance et l'organisation d'un club 4 étoiles et vous profitez à 100 % des aménagements complets qui vous ouvrent toutes les activités de PLAGNE-CLUB. Avec l'accès direct aux glaciers de Bellecôte le domaine skiable double, vous payez le même prix et vous êtes deux fois plus content... **argent placé!**

Cet hiver partez "placé" arrivez "gagnant" à La Plagne. Retrouvez à tout moment et à coup sûr l'argent que vous dépensez pour vos vacances, revalorisé au prix de la pierre.

Je désire recevoir votre documentation sur la nouvelle formule Plagne-Club sans aucun engagement de ma part.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Maison de La Plagne - 66, Champs-Élysées, 75008 Paris.

SUISSE

HOTEL EXCELSIOR
Téléphone : 19-41/81/31 16 61
Tél. 74 128.
Hôtel de 1^{re} classe avec 140 lits. Complètement rénové et aménagé. Situation centrale, tranquille et ensoleillée. Nouvelle piscine couverte. Bar-Dancing, prix réduits en janvier. parking/égarage.

VERENAHOF-HOTELS BADEN PRÈS ZÜRICH
Vous pouvez aussi décider de votre santé. La cure de bains régulière dans les eaux riches en sels minéraux de Baden près Zurich est garantie de succès. Les hôtels sont directement reliés à la piscine thermique et au service thérapeutique. Tél. 194186/32-52-51.

HOTEL ALBA-GARNI LUGANO-PARADISO
Maison de premier ordre, prix avantageux, aménagement de luxe. Toutes les chambres avec bain, téléphone, radio, TV, frigobar. Parc privé avec terrasse. Parking. Deux minutes du lac. Ouverte toute l'année. Propriétaire : A. Hurni. Téléphone : 1941/71/54 37-51.

LUGANO, HOTEL MEISTER
Maison de 1^{re} classe avec piscine chauffée, au quartier résidentiel «Paradiso» (près de l'issue de l'auto-route «Lugano-Sud») Tél. 194191/541412 - Tél. 79365

SAANENMOESER, 1.300 m, près de GSTAAD
Pavillon moderne et 5 téléskis jusqu'à 1950 m. Abonnement communs avec 50 remontées mécaniques. Très ensoleillée, saison décembre à avril. Janvier et mars forfait à prix réduit avec hôtel. Renseignements : Golf & Sportpôt, Tél. 19-41/29/52 22

CLINIQUE LA MÉTAIRIE
1260 Nyon près Genève, Lac Léman - Tél. 1941/22/61 35 81.
D. G. W. Semadeni, méd. dir.
Établissement médical privé pour les affections de système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement biologique. Cours de sommeil - Détoxification - Physiothérapie - Massage. Culture physique - Sport.

Montagne

VACANCES DE TOUSSAINT
MEGEVE (Haute-Savoie)
du 29 octobre au 4 novembre
HOTEL MONT BLANC ****
OUVERT TOUTE L'ANNÉE
Tél. (50) 21-20-02 • Tél. 80 801.

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1^{re} classe
Courts de tennis. Piscine plein air et piscine couverte.
LISYSIN (1.300-2.300 m)
Suisse française
HOTEL LA FAUX, 8 heures de Paris. Allée le charme du chalet à gastronomie et courtoisie. Ski et après-ski au soleil. Pens. compl. dès Fr. 8. 35, tout compris. Tél. 1941 25/6 23 75.

Cet hiver, changez de piste.

Documentation gratuite
Office National du Tourisme Tunisien
32, avenue de l'Opéra 75002
Tél. 01 72 67

TUNISIE.
Une terre. Des hommes.

NOËL EN EGYPTE ISTANBUL POUR LE NOUVEL AN

17 jours de croisière à bord de l'ACHILLE LAURO

MALTE ÉGYPTÉ LIBAN ISRAËL TURQUIE GRECE

flotta lauro

PRQUET

مكتبة الامم المتحدة

سكنى الامل

tourisme

Les croisières sans le « France »

VERS DE NOUVEAUX SILLAGES

SYMBÔLE même de la croisière et du luxe, le « France » vient brutalement d'être arraché à l'affection de ses « aficionados ». La « France » en route vers le cimetière à bateaux ? Nul ne sait encore ce qu'il adviendra du fameux navire sur lequel un moment reposa l'image de marque que le pays voulait exposer au-delà des océans.

Les croisières pour autant ne disparaîtront pas : les résultats de la saison 1974 sont là au demeurant pour rassurer les spécialistes. Produit par nature cher, les vacances sur mer resteront-elles cependant, pour la saison qui commence, à séduire des clients auxquels il conviendra de présenter des produits parfaitement compétitifs avec le genre de croisières que propose la Transat.

Quels sont les nouveaux tarifs pour 1975 ? — Les coûts des équipages sont en augmentation, certains armements restent encore très bon marché, mais au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, les exigences des syndicats augmentent également.

Et les résultats de 1974 ? — On peut dire que le potentiel s'est maintenu à peu près identique à celui de l'année dernière. La croisière et le maritime en général ont été moins touchés que le reste du marché, qui a vu une diminution de la clientèle d'environ 15 %. On peut dire que la clientèle croisière est soumise à un climat d'habitudes, peut-être pas de jactances, mais de traditions croisiéristes, et qu'elle a, peut-être, été fidèle à son mode de vacances habituel.

Combien de clients français ? — C'est la bouteille à l'encre. Personne ne sait rien, tout le monde lance des chiffres sans qu'on ait les moyens de les vérifier de façon précise. Les jours où les gens de la croisière sont optimistes, ils parlent de 60 000, les jours où ils sont pessimistes, ils parlent de 50 000. Moi, je situe le potentiel des croisiéristes français entre 60 000 et 80 000 au maximum (30 % sous pavillon français).

Quel avenir pour les croisières ? — L'armement français tenait dans la qualité. Qui dit qualité dit prix. On a donc mis une image de marque à la croisière volontairement ou involontairement aristocratique. Ainsi, quand un client en puissance aux revenus modestes voyait dans un catalogue — prenons l'exemple d'une croisière musicale — un appartement au prix de 22 000 francs pour une durée de 14 jours, il était définitivement perdu pour les croisières. Fort heureusement, il n'y a pas que les Français à savoir naviguer. Nos efforts doivent tendre désormais, sinon à démocratiser les croisières — il ne faut pas rêver — du moins à les faire entrer dans des créneaux de prix possibles et raisonnables. Il y a des compagnies qui sont prêtes et disposées à jouer le jeu.



Pour la saison 1974, les Français ont eu le choix entre les six navires de croisières sous pavillon français (*) et soixante-dix-huit navires battant pavillon étranger, dont la répartition est la suivante :

PAVILLONS	UNITES	PAVILLONS	UNITES
Italiens	24	Scandinaves	5
Grecs	22	Etats-Unis	3
Britanniques	11	Autres pavillons européens	6
Russes	6		

(*) « France » (jusqu'en juin 1974) ; « Renaissance », « Mermoz », « Massalia » (Compagnie Paquet) ; « De-De-Beauté », « Ronsillon » (Compagnie générale transatlantique).

A la recherche des Phéniciens

De Cannes, d'où on lèvera l'ancre le 10 mai, cap sur la Sardaigne, par le chemin des écoliers — celui, aussi, des navigateurs phéniciens, — c'est-à-dire Ajaccio, Naples, Capri, Catane, puis Kata-Kolon, la Crète, Malte, Tunis et Cagliari.

Le Tarass Chevtchenko, une unité « tout confort » de la marine soviétique, a été affrété pour la saison par une organisation française de croisières. De nombreuses excursions facultatives sont inscrites au programme (en Corse, à Naples et à Pompéi, à Capri ou en Catane). Retour au port le 20 mai.

Transatours, 49, avenue de l'Opéra ; tél. : 742-41-39. A partir de 1 530 francs par personne. (A bord du même navire, la croisière Méditerranée-Mer Noire, du 19 avril au 10 mai, de Cannes à Odessa, Leningrad, Moscou, Yalta, Istanbul, etc.)

SAC A BORD

Fête le Jour de l'an au large de Beyrouth

Partir de Gênes le 27 décembre, toucher Naples, le lendemain, Alexandrie le 30, Beyrouth au Jour de l'an, puis Athènes, avant de retrouver Gênes le 6 — jour des Rois — voilà une aimable façon d'enterrer l'année qui s'achève et de fêter l'autre.

L'Eugenio C. doté d'antiroulis, est un paquebot particulièrement confortable ; selon la tradition italienne des grandes croisières, la vie à bord est agréable, et nombre d'excursions à terre attendent les passagers.

Costa Line-Costa France : 3, rue Serbie, 75009 Paris ; tél. : 742-52-53. A partir de 2 120 francs par personne.

Prendre un ris ou long des côtes turques

Le Philine II, un voilier de 18 mètres, qui peut accueillir sept passagers (deux cabines doubles, une cabine triple), court les mers turques et la mer Égée tout au long de la belle saison. Le commandant du bord a définitivement renoncé à sa situation de cadre supérieur de banque pour se consacrer tout à la croisière. Et ses passagers ont généralement vite fait de devenir ses amis, voire ses marins — s'ils désirent toutefois mettre la main à la pâte.

Volée-Voyage, 8, rue des Goncourt, 75011 Paris ; tél. : 357-96-55. (Dont scaphandre, de Paris à Paris, transport avion et ponton complet à bord compris : à partir de 3 450 francs par personne.)

Passager d'un cargo bananier

Pour rompre avec le paquebot traditionnel, ses salons, ses orchestres et ses smoking (et avec la précision de ses horaires, presque dignes des chemins de fer), pourquoi ne pas embarquer à bord d'un bananier qui fait route vers le Moyen-Orient, l'Inde, le Japon, le Canada ou les Caraïbes ?

Sept à huit cents kilomètres par jour, et la vie calme d'un cargo mixte, des escalas colorées, une cabine aussi confortable que celle d'un grand steamer de croisières... Il faut compter de 100 à 120 F par personne et par jour. Et s'inscrire de bonne heure, ces bateaux ne peuvent généralement accueillir à leur bord que de trois à douze passagers à la fois.

Compagnie Napag Lloyd, 8, rue Amber, 75441 Paris Cédex 09, tél. : 742-31-49.

CROISIÈRES D'HIVER en MÉDITERRANÉE ORIENTALE à bord du m.s. AQUARIUS

GRÈCE - ÉGYPTE - LIBAN - ISRAËL

Faites la connaissance de la Méditerranée dans l'ambiance joyeuse de l'« Aquarius »

Découvrir la Grèce, l'Égypte, le Liban et Israël à bord d'un magnifique navire, entièrement neuf (construit en 1972), bénéficiant d'un système de climatisation ultra-moderne, d'une vitesse de 19 nœuds et d'une double paire de stabilisateurs, voilà ce que vous propose la Cie H.E.L.L. Dans ce palace flottant de 4 500 tonnes vous retrouverez en douceur dans une ambiance de confort, de détente et de joie de vivre. Salons, bars, restaurants, piscine, boutique hors taxes, librairie, bureau de renseignements, etc., sont à votre disposition. On trouve également salon de beauté, coiffure et services hospitaliers.

Profitez pas de mentionner l'excellence des menus et le raffinement de la cuisine, qui contribuent avec l'amabilité du personnel et son service courtois, à faire de votre croisière un voyage de rêve.

Prix à partir de 3 400 F (PARIS-PARIS)

Pour renseignements et inscriptions, adressez-vous à votre Agent de Voyages ou à HELLÉNIC MÉDITERRANÉAN LINES, 19, rue de la Michodière, 75002 PARIS - Téléphone : 742-42-70

2 CROISIÈRES DE PRINTEMPS SUR M/S « TARASS-CHEVTCHENKO »

MÉDITERRANÉE - MER NOIRE 1^{er} MAI A MOSCOU 19 AVRIL - 10 MAI à partir de 2 900 F

DANS LE SILLAGE DES PHÉNICIENS 10 - 20 MAI à partir de 1 530 F

TRANSTOURS 49, av. de l'Opéra 75001 PARIS et toutes agences agréées Tél. 742-47-34

ADRIATICA

Les croisières en été c'est beau. Mais en automne et en hiver, c'est mieux. Faites un plongeon dans le soleil à bord d'un navire de la Compagnie Italienne « ADRIATICA » vers les pays chauds :

- ÉGYPTE - LIBAN • GRECE - CHYPRE - ISRAËL
- GRECE - TURQUIE • TOUR DE LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Départs chaque semaine, toute l'année.

Prix à partir de 1 305 F TTC en Classe Touriste 2 245 F TTC en Première Classe Basse saison

Pour renseignements et inscriptions adressez-vous à votre Agent de Voyages ou à : AGENCE MARITIME GÉNÉRALE - 102, rue de la République - (Tél. 918015) - 13205 MARSEILLE - VENTURE-VEIT-2, Quai Paceira - (Tél. 555.577) - 06300 NICE

Sans engagement de ma part, veuillez m'adresser la brochure « VACANCES SUR LA MER »

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Prof. : _____

Agent général France de la Holland America Cruises.

Les croisières Paquet vous ouvrent les portes de l'Indonésie.

avec douche ou bain, night-club, cinéma, bars, restaurants, piscine. Un port d'attache : Singapour.

Le programme. Deux croisières par mois, départ de Paris le jeudi, arrivée à Singapour le vendredi - séjour à terre en hôtel de luxe jusqu'au lundi.

Le soir, départ pour 15 jours de croisière : 3 pays - 9 escales fabuleuses - 9 temples de l'Asie. 20 jours après vous êtes à Paris. Vous n'en croyez pas vos yeux.

Croisières Indonésiennes à bord du Prinsendam : 7 802 F. Paris/Paris.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages, ou écrivez-nous pour nous demander notre catalogue. Croisières Paquet : 5, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. 266-57-59

Nom : _____

Adresse : _____

Prof. : _____

Agent général France de la Holland America Cruises.

L.E. MOND

s à l'américaine

LE RESTE

500 F

EXCLUSIF

PARADIS

EN ÉGYPTE

NEUF POUR LE NOUVEAU

17 jours de croisière à bord de l'ACHILLE

MAISON HOLLANDAISE

TRANSATOURS

plaisirs de la table

LES NOUVEAUX MYSTÈRES DE PARIS

Un quinquagénaire plein de superbe, très important de sa personne, comme disent à peu près les Anglo-Saxons. Un de ces hommes qui élèvent la voix pour commander leur chapeau ou du champagne millésimé et allument leur cigare avec le dernier Cartier en or. Ce quidam au portier et ses bien lustrés, croquant à la truffe est, bonne parure qu'elle est chère et que le caviar blanc du Chah est le nec plus ultra (alors qu'il provient simplement de bêtes américaines), croit aussi qu'il fait la mode alors qu'il la suit, naïvement en bon esclave du snobisme. Et il m'a dit : « Connaissez-vous le Bateau ? C'est merveilleux, n'est-ce pas ? »

Je suis donc allé au Bateau, 166, rue François-1^{er}. Téléphone 339-79-05. Fermé le dimanche. Je ne parlerai pas du décor, mais de ce que j'ai mangé et vu manger.

Sous le nom prestigieux, combien ! (et faux, puisqu'il ne s'agit point de cette partie de l'animal) de « hure des deux saumons » (55 F une terrine de saumon frais saumon fumé, paradoxalement sans aucun goût donné par ce dernier. Et ce n'est pas la sauce d'accompagnement qui en ajoutait ! D'une fadeur extrême également mon poulet poché au céleri et la brochette de fruits de mer. Une tourte de légumes (15 F). Tourte, tourtière, tartes... pâtisseries d'un temps où l'on avait de l'appétit en trop : est-ce bien utile de nos jours ? En tout cas, ce petit-mélo légumier s'appuyait sur une purée d'épinards alors que les légumes ici devraient éviter la mollesse, être croquants. Passons sur le bon Stragoul, un Stragoul en raccourci (30 F), mais le steak de canard barbotait dans une mare de sauce qui est dû être signalée, car steak évoque communément graille. Quant aux tartes au citron (10 F), trois personnes sur trois les laisseront dans l'assiette. Pour environ 120 francs par personne !

J'ai retrouvé la monnaie, au milieu des siens, fort content de lui. La cause est entendue. On va au Bateau, mais on tra désormais sans moi.

Il n'empêche, il y a là un mystère.

« Qu'est-ce qui fait courir ainsi Paris ? Ou plutôt certains Parisiens ? »

A 100 mètres de là, je suis retourné, le lendemain, à la délicieuse Via Veneto (13, rue Quentin-Bauchart. Tél. 359-06-84. Fermé le dimanche).

Quel cadre, quel endroit charmant ! Ici, on ne vient pas se faire voir et avoir, et les dîneurs sont gens de bonne compagnie, de bel appétit et d'aimable humeur.

La bouteille du mois

Il y a quelques mois ce fut une folie : chez nombre de bons restaurants je me voyais conseiller un nouveau vin de Provence, le Châteauneuf-Vigneau.

A la dégustation, ce vin m'apparut extrêmement décevant (pour mon goût).

Je fus ensuite des articles dithyrambiques sur le propriétaire, vena du Bordelais pour « démontrer que c'est une isopie de prétendre que les bons vins sont l'apanage exclusif d'un petit nombre de vignes privilégiées ». Soit. Mais je crois non moins certain que, depuis des millénaires, chaque sol a trouvé par empirie le cépage qui lui convenait. Et qu'amenner sur les coteaux d'Aix ceux du Bordelais n'aboutit qu'à ce vin dont, heureusement, les mêmes restaurateurs semblent se désenthousiasmer.

Ceci pour vous ramener au Bordelais. On attend — avec quelle impatience ! — la condamnation des trandous. On n'attend plus la hausse (carrière aussi rapidement que la hausse inadmissible avait, ces années dernières, lentement poussé ces vins à la hauteur d'une quasi exorbitance). Et l'on trouve enfin des petits bordelais qui, pour n'avoir pas obtenu l'adhésion « dirigée » des restaurateurs en vogue, sont intéressants.

Je n'en citerai qu'un, cette fois. Découvert la semaine dernière chez l'ami Paul Porgès (à Les Copains n. 44, rue de Valenciennes, tél. 448-49-91). Ce Chateau Bonpoint 1973, appellation Bordeaux contrôlée, n'est du tout, vient de chez André Turcau, propriétaire à Toulon (Gironde). Je n'ai pas combles celui-ci le vin aux particuliers, mais certainement à un prix abordable. Et il se révèle un authentique et charmant petit vin de table. Il fit merveille sur un hareng à la moutarde suivi d'une côte de porc à l'embeurré de chou.

Je suis ravi de l'avoir rencontré.

L. B.

chronique sportive

La croisière de l'amitié

PARTANT de Deauville le 1^{er} juillet 1975, douze bateaux — onze voiliers et un chaland — entreprendront un tour du monde marqué par de nombreuses escales parmi lesquelles figurent Hambourg, Leningrad, Stockholm, New-York, Rio-de-Janeiro, Panama, Sydney, Tokyo, Singapour, Le Cap, Dakar, Casablanca, Barcelone.

A la différence de bien d'autres circumnavigateurs (et en particulier de ceux qui, quelques mois plus tard, tenteront de battre les records établis par les grands voiliers du dix-neuvième siècle sur le parcours Londres-Sydney et retour), ceux-ci ne chercheront pas à aller le plus vite possible : leur voyage durera cinq ans. Ils nourriront une autre ambition : celle de faire mieux connaître la France partout où ils iront, c'est-à-dire dans quatre-vingt-neuf pays.

Cette initiative originale est due à un industriel lyonnais, M. Michel Saz. Passionné de voile, et navigant avec son fils, il cherchait le moyen de faire voyager un grand nombre de jeunes en leur permettant d'accomplir une tâche utile qui, en va le voir, couvrirait les frais de l'expédition. La croisière de l'amitié est née d'un rêve et d'un plan très concret. L'aventure est rendue possible.

Les voiliers, qui seront rassemblés à Paris, sur la Seine, au mois de juin prochain, sont déjà choisis mais non les équipages. Parmi les bateaux participant au voyage figurent un Euro et un Maiten de chez Amel, un Mikado des C.N.S.O. (Construction nautique du Sud-Ouest), un Sorbille de Dufour, un Amphirite de Wauquiez, un Chassiron de Richard. Ce sont des modèles connus, construits en France, mesurant environ 12 mètres de long, et pouvant prendre huit ou dix personnes à leur bord.

Quant aux équipages, ils seront renouvelés chaque année. Quatre-vingt-dix jeunes gens et jeunes filles effectueront ainsi un cinquième tour du monde. Les douze chefs de bord et les douze seconds doivent être des navigateurs confirmés, ayant fait leurs preuves au cours de croisières nautiques. Ils seront sélectionnés par un comité constitué sur l'initiative du secrétaire général de la Fédération française de yachting à voile, qui figure dans le comité de patronage.

LA REYNIERE.

LES DIFFICULTÉS DES CLUBS D'ENTREPRISE

Si les grandes centrales syndicales ont toujours préconisé le développement du sport à l'entreprise, force est de reconnaître qu'elles n'étaient pratiquement jamais intervenues au niveau de la politique d'ensemble du sport. En fait, c'est depuis 1972 que la C.G.T. s'est engagée sur ce terrain, analysant la situation du sport en France et entretenant la lutte pour le développement d'une pratique de masse à l'entreprise.

A l'heure où l'une des revendications de la centrale ouvrière concerne le temps de vivre, il paraît normal que le développement du sport à l'entreprise soit considéré non seulement comme une garantie de la santé et de l'équilibre physique des individus, mais aussi comme un des éléments de la culture générale et de l'éducation.

Pour mener à bien son action, la C.G.T. s'appuie sur les clubs d'entreprise, estimant que c'est là que s'expriment les besoins et que se rencontrent les difficultés réelles. L'exposé fait devant la presse, le mardi 22 octobre, par les responsables syndicaux de la S.E.P. démontre, en effet, l'ampleur du problème.

Le temps fait défaut

Cette entreprise, l'une des plus importantes de roulements à billes, emploie quelque cinq mille salariés dans les cinq usines implantées en France. Le budget de son comité central d'établissement est de 550 000 francs par an. Celui du sport, qui lui est distinct, s'élève à 114 000 francs. Le club compte six cent vingt-quatre adhérents répartis en une douzaine de disciplines. Il est animé par un personnel payé sur le budget du comité central d'établissement.

Maintenant, si l'on examine la situation de l'une de ces entreprises établies à Ivry (Val-de-Marne), on se rend vite compte que cela ne suffit pas à satisfaire les besoins exprimés. Deux obstacles majeurs retiennent, les salariés : le temps et les installations.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Le temps fait défaut pour la pratique sportive, et celui qui est consacré au travail (huit heures par jour) absorbe la presque totalité des forces. Encore faut-il en conserver pour rentrer chez soi, ce qui ne peut pas être évité quand on habite à 40 kilomètres de son usine. L'emploi, l'habitat, le transport, voilà déjà trois facteurs qui interfèrent sur la pratique sportive.

Trente-deux clubs pour trois stades

Quant aux installations, elles sont fonction des possibilités que peut offrir une ville. A Ivry, pour le football par exemple, trente-deux clubs d'entreprise se partagent trois stades. C'est dire qu'ils ne peuvent y jouer chacun qu'un samedi sur deux en réduisant le nombre de leurs équipes, donc en réduisant des adhésions. Le même phénomène veut pour le handball, le tennis, etc. Et il y a peu d'espoir de voir la situation se débloquer, compte tenu du fait que la maîtrise des sociétés immobilières sur les sols ne laisse plus de place pour les terrains de loisir. L'urbanisme apparaît bien comme un autre facteur de la pratique du sport.

On comprend donc qu'une centrale syndicale ait à se préoccuper d'un secteur qui conditionne le mode de vie des salariés dans son ensemble. Et que, partant de cette analyse, elle en vienne à remettre en question la situation du sport en France.

La C.G.T. se sent désormais concernée par ce problème et réclame le droit d'être consultée sur l'ensemble des projets qui tendraient à modifier l'organisation de la pratique sportive. A cet égard, a fait remarquer M. Allary, secrétaire de la Confédération, il ne serait pas juste de prendre d'autorité sur les ressources des comités d'entreprise pour financer l'animation sportive. « Sur l'ensemble de la France, a-t-il indiqué, les comités d'entreprise consacrent 4 % de leurs budgets aux activités physiques et sportives. On commencera à discuter quand l'Etat fera de même. Ici dans le budget de la semaine et des sports représente 0,70 % du budget national. »

FRANÇOIS SIMON.

SUR TOUTES LES BONNES TABLES
UN CADEAU TOUJOURS APPRÉCIÉ
« HUGEL »
LE GRAND NOM
DES VINS D'ALSACE
à RIQUEWIHR (Ht-Rhin) depuis 1639
Vins nobles • Si légers • Si élégants

Rive gauche
A SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS
LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS FRAIS, VINS DE FRANCE
LE GUSTEMBERG
André PERSHAY et son fils « Roger PERSHAY-BONCH »
à la direction et à la cuisine de MICHEL LEBLANC (à la cuisine)
Le Miniche
HUILES, COGNAC, LIQUEURS
25, rue de Buci • Paris 6

CHEZ TANTE MADÉE
Dans une salle à manger de campagne, retrouvez le charme d'une cuisine simple avec, parmi tant d'autres, les spécialités de bœuf et de mouton, les spécialités de bœuf et de mouton, les spécialités de bœuf et de mouton.
Tante Madée vous prépare. T.J. 11, rue Dupin (Sèvres-Babylone) 222-54-56. Fermé le dimanche.

LES TROIS TOURS
une table ronde
un cadre romantique
TOUT
MAISON - BOUTIQUE
17, rue de Valenciennes • LES 105

Rive droite
PLACE DU **le dreher**
CHATELET
Ouv. t. l. j. de 11 h à 1 h. Cuisine Gastronomique de renommée
MENUS 30 et 45 F avec BUFFET SUÉDOIS
Pins de 80 bords-d'œuvre sélectionnés à direction
HUILES • FRUITS DE MER (servage direct)
SPECIALITÉS DE POISSONS • FOIE GRAS MAISON
AMBIANCE MUSICALE • SALONS pour RECEPTIONS de 6 à 150 pl

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Percée, Paris 17^e - 754-74-14

Jacqueline MERCEY
vous accueille chez KUNTZ
pour vous servir d'exceptionnelles
spécialités.
31, rue d'Alsace
2, rue des Deux-Gares, PARIS-10^e
Tél. 207-52-54. Fermé le dimanche.
Parking gratuit.
3, rue de Dunkerque, 75010 PARIS.

Plaisirs d'automne au
PAVILLON ROYAL
★
Restaurant panoramique
Direction Drouant
★
Les Gibiers et la Vénaison
Les Fruits de la Mer
Les Spécialités Saisonnières
★
Bois de Boulogne
Face au Grand Lac
Réservation : 727-92.00

LE FACE DE LA CARTE DU MONDE
BRASSERIE 1925
- TERMINUS NORD -
824-48-72
T.J. de 11 h à 23 h
22, rue de Valenciennes, 10^e
Son band d'huîtres
FOIE GRAS AU RIESLING 17 F
JABREY DE PORC FUMÉ 13 F
CHOUCROUTE PAYSANNE 12 F
FOIE GRAS FRAIS
A EMPORTER

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

GRAND VIN DE BORDEAUX
CHATEAU DE BARBE BLANCHE
LUSIGNÉ - BORDEAUX

LE CLOS DU MOULIN
Anberge
Provençale en Paris
Spécialités : crêpes, pizzas, galettes
Lun et grillin - Pâtes et légumes
Parfaits sur coupe - Cordon de l'huile
Réservations recommandées. Tél. 31-31
24 bis, rue des Deux-Gares (Alsace)
Tous les jours

LE CORSAIRE
1, boulevard Diderot - 225-53-25
LE RESTAURANT DU XVI^e
Mons & 30 F. - Ouv. le dimanche
Une terrasse qui vous enchante

michou
NORD-EST
80, RUE DES MARTYRS • 606.16.04
DINER SPÉCIAL à PARTIR DE 21 F
TOUTS LES JOURS (à PARTIR DE 11 H)
michou's folies
La grande à Paris, Michou, nous fait
savoir le plus intéressant le plus spectaculaire
la capitale avec les spectacles les
plus des lieux de la culture.

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

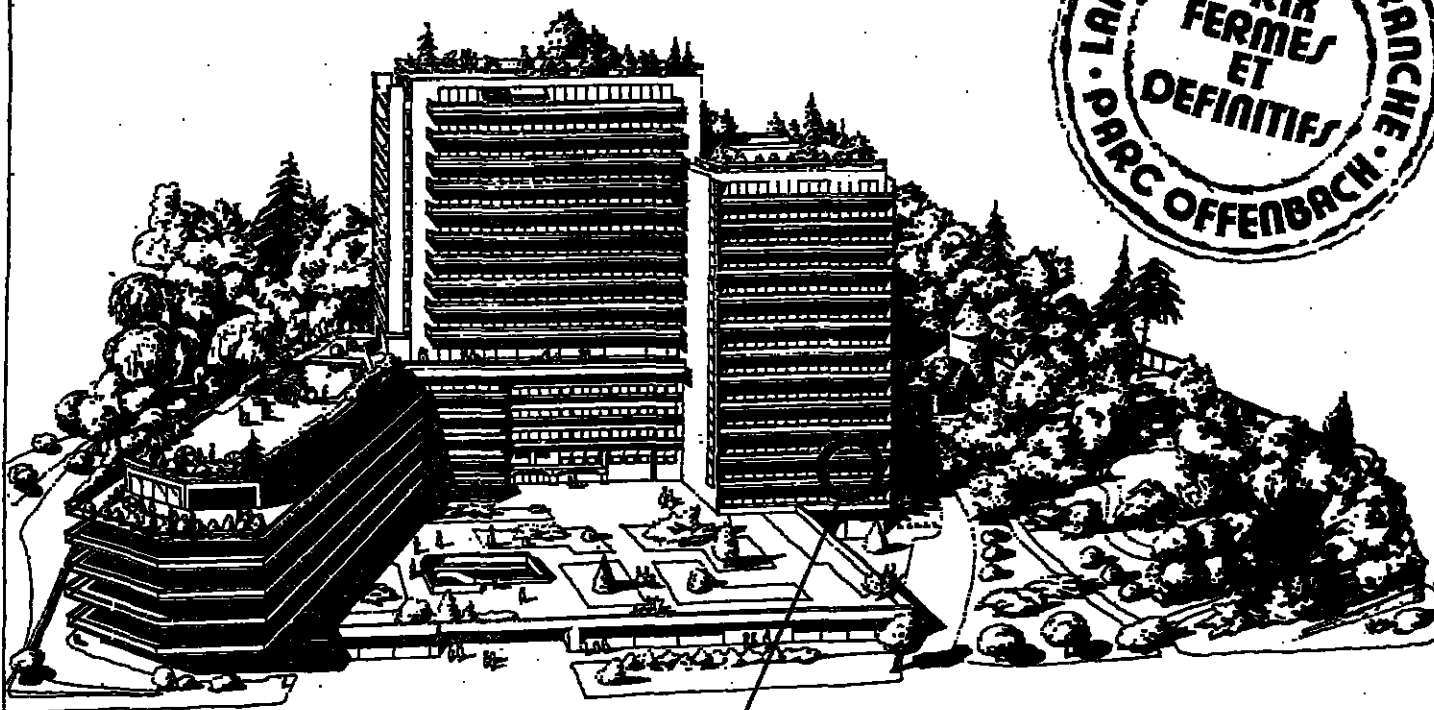
Environs de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
BOUTE DE GRAND LUXE
77-DAMPART 238-38-32
(près de Lezay)

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
122, av. de Neuilly, 92 • 47-82 (R. Nord)
TERRASSE COUVERTE
Ses délices en brochette
Son homard « à la provençale »
Son caviar « au d'agneau »
Ses bœufs et saumon d'agneau
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS
ont choisi CAPÉLOU
pour la vente de leurs
MEILLEURES LITÈRES
jacques antonos CANAPES
DECORATION INTERIEURE
3, RUE DANTE
75005 PARIS
TEL 033 26.33
remise 15 %

loterie nationale
Gros lot de 2 millions de francs
tirage mercredi 30 octobre

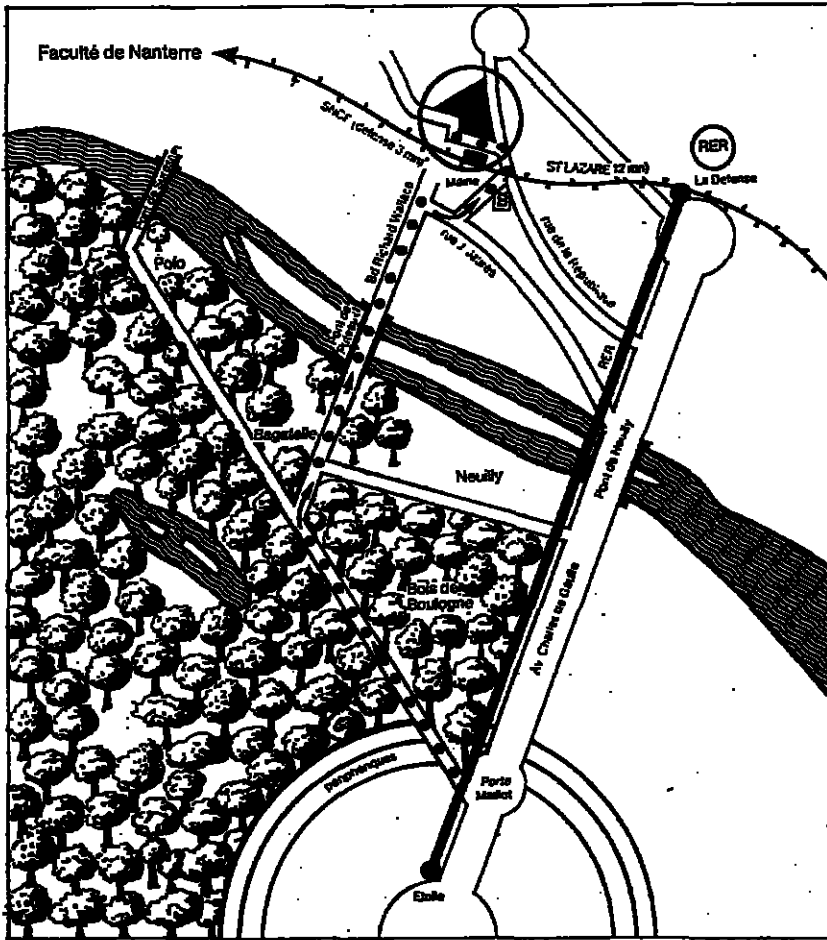
une situation exceptionnelle ne s'invente pas



PRIM
FERMES
ET
DEFINITIVES
PARC OFFENBACH

vérifiez-le en visitant l'appartement témoin

situé au 2^e étage, il vous fait découvrir
un panorama exceptionnel sur le bois et tout Paris



SNCF - Gare de Puteaux
St-Lazare 12 mn
La Défense 3 mn
RER La Défense
Étoile 6 mn
Opéra 9 mn
Bus 144

Dès votre entrée dans l'appartement témoin, vous êtes séduit par la qualité et le fini des prestations. Les salles de bains sont luxueusement traitées et équipées de baignoires "repos". Tous les appartements de la résidence bénéficient de nombreux placards et dressings aménagés, les cuisines entièrement meublées. Les séjours situés plein sud, donnent accès par de larges baies coulissantes, aluminium anodisé, à des grands balcons terrassés carrelés. Protégés par des gardes corps en aluminium et vitrages teintés vous découvrirez la Seine, bois de Boulogne, puis tout Paris des hauteurs de Meudon au Sacré-Cœur.

Du studio
au 5 pièces



Le Parc Offenbach

33 rue Cartault 92800 Puteaux

Renseignements et vente sur place : tous les jours de 14 à 19 h, le samedi et le dimanche de 10 à 19 h et au siège de la GERIC 52 Champs Élysées ALMA 98 96.

EUROPE

Grande-Bretagne

La visite « technique » de la Royal Navy au Cap soulève une tempête au sein du Labour

De notre correspondant

Londres. — Deux salves d'honneur tirées par la marine royale britannique en entrant dans le port du Cap provoquent une grave querelle au sein du cabinet de M. Wilson et soulèvent une tempête dans le parti travailliste.

Depuis que le Labour est revenu au pouvoir, la coopération navale avec l'Afrique du Sud, dans le cadre des accords de 1955 concernant la base de Simonstown, pose un problème très délicat. Plusieurs ministres n'ont guère caché leur opposition à la visite présente de la Royal Navy en Afrique du Sud qui doit pourtant, en principe, se limiter strictement à une coopération technique avec la marine sud-africaine. Préoccupé par l'extension de la présence navale russe dans l'océan Indien, le ministre de la défense, M. Mason, estime cependant que les liens avec la marine du Cap doivent être maintenus.

Les milieux politiques de Londres ont cependant éprouvé un choc en constatant que la presse d'Afrique du Sud présentait cet exercice combiné comme une « visite d'amitié », soulignant avec éloges la bonne volonté de la Grande-Bretagne à l'égard de leur pays.

De fait, lorsque la flottille de onze navires, sous le commandement du vice-amiral Leach, est arrivée au Cap, elle a tiré une salve de vingt et un coups de canon en l'honneur du président sud-africain, M. Fouché, et une

autre en hommage de la marine de son pays.

A bord du croiseur *Blake*, le vice-amiral britannique a offert un cocktail aux personnalités du Cap. Le maire de la ville, M. Bloomberg, a ensuite organisé un déjeuner pour les commandants des onze unités. Les équipages ont participé à cette manifestation en disputant avec leurs collègues sud-africains des matches de cricket et de hockey. Le fait que des groupes d'enfants de couleur aient été conviés à prendre le thé à bord des navires anglais n'a pas suffi, apparemment, à désarmer les travaillistes.

« Qui commande la marine ? »

M. Callaghan, en tout cas, n'a pas craint de s'exprimer publiquement son désaccord. Le secrétaire du Foreign Office, qui était simple matelot pendant la guerre, a demandé à son collègue de la défense, M. Mason, son rapport sur le comportement de la Royal Navy en Afrique du Sud. En l'absence du ministre, on laisse entendre qu'il s'agit de savoir une fois pour toutes « qui commande la marine : le gouvernement ou les amiraux ? ».

Face à cette tempête politique, le ministre de la défense a jusqu'ici gardé le silence.

La gauche travailliste s'apprête à mettre en accusation, si le gouvernement tout entier, du moins certains de ses ministres, parmi lesquels le modéré M. Mason figure en bonne place. Les mécontents préparent même une résolution qu'ils voudraient voir débattue à la Chambre des communes dès la semaine prochaine.

JEAN WETZ.

L'anniversaire des accords de Paris

M. CALLAGHAN ESTIME QUE LE
TRAITÉ DE L'U.E.O. RESTE
AUSSI VALABLE QU'IL Y A
VINGT ANS.

A l'occasion du 20^e anniversaire de la signature à Paris des protocoles modifiant le traité de Bruxelles et créant l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), M. James Callaghan, secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères et au Commonwealth, a adressé, mercredi 23 octobre, un message au conseil de l'U.E.O. qui tenait une réunion ordinaire au siège de l'organisation, à Londres. Dans ce message, M. Callaghan déclare notamment : « Le traité de Bruxelles reste aussi valable aujourd'hui qu'il l'a été quand il a été signé il y a 20 ans. Il unit nos sept pays pour cinquante ans en une alliance dans laquelle nous acceptons l'obligation la plus contraignante qu'un pays puisse souscrire à l'égard d'un autre : l'engagement de défense mutuelle. (...) Puisque l'Union de l'Europe occidentale prospère dans l'avenir comme elle l'a fait dans le passé. »

(L'U.E.O., créée en 1954, associe l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie aux cinq pays du traité de défense conclu à Bruxelles en 1947 (France, Grande-Bretagne et les trois pays du Benelux).)

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMÉRO
comportant deux dossiers
« Economie et Société » :

LA POLLUTION

et dans le même
« Vie sociale et politique » :

LES CONFLITS SOCIAUX EN FRANCE

En vente dans les kiosques

Prix de vente : 2 F

Abonnement : 12 F (6 numéros)

Sur demande, nous déversons
pour abonnement, groupes, expé-
diés à une autre adresse.

Passez vos nuits à Montparnasse.

Sheraton Montparnasse 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSEILLAIS - RUE DU COMMANDEMENT MONTMARTRE 115

مونت كارلو

modérée

femme decore l'Aire

PEAUX
LAINES

LA VOGUE

LA PENSÉE

صوتنا في العالم

PROCHE-ORIENT

A RABAT

Le problème palestinien dominera les travaux du huitième « sommet » arabe

La huitième conférence arabe « au sommet » s'ouvrira à Rabat le samedi 26 octobre dans l'après-midi. Les vingt pays membres de la Ligue arabe y participeront en principe, mais on ignore encore vendredi la liste des chefs d'Etat qui seront présents. Une délégation de l'Organisation de libération de la Palestine doit assister aux débats.

Les principaux points de l'ordre du jour ont déjà été discutés par les ministres des affaires étrangères au cours d'une réunion préliminaire. Les perspectives de règlement du conflit arabo-israélien, un an après la guerre d'octobre, n'ont jamais été aussi incertaines. Aussi, ce huitième « sommet » arabe — le premier depuis celui d'Alger en novembre 1973 — apparaît-il d'ores et déjà comme l'un des plus importants. M. Kissinger en est apparemment convaincu, qui a tenu à entreprendre auparavant un nouveau voyage au Proche-Orient, et qui se prépare à y retourner. Lors de son passage à Rabat, il aurait demandé au roi du Maroc d'usur de son influence pour empêcher l'adoption de résolutions « extrémistes ».

L'ordre du jour, préparé par les ministres arabes des affaires

étrangères, est particulièrement chargé. Certains problèmes internationaux, notamment les relations entre les pays arabes et l'Afrique, et entre ces pays et l'Europe occidentale, seront naturellement examinés.

Cependant, deux grands dossiers seront au centre des débats : le conflit arabo-israélien et le pétrole. Comme Hassan II l'a dit le 18 octobre, ces deux dossiers sont étroitement liés, car « les problèmes du monde arabe, après la guerre d'octobre, ne sont plus d'ordre régional ou ethnique, mais sont devenus déterminants pour toute la politique mondiale, sur tout sur le plan économique et énergétique ».

Qui représente les Palestiniens ?

A cet égard, le chemin parcouru depuis le dernier « sommet » arabe est considérable. La question posée il y a un an à Alger de la représentation du peuple palestinien peut-être considérée comme résolue. L'O.L.P. a maintenant reçu la consécration de l'O.R.S.S., du président Sadate et de l'O.N.U., sans oublier la reconnaissance de M. Sauvagnargues et Arafat.

Certains des difficultés subsistent de côté des organisations palestiniennes qui constituent ce que l'on appelle « le front du refus ». Le P.F.L.P. de M. Habbache, le F.P.L.P.-Commandement général, le Front de libération arabe (de tendance pro-irakienne) et le Front de la lutte populaire réunis à Bagdad le 12 octobre, alors que M. Kissinger poursuivait sa tournée — ont de nouveau pris position contre toute solution politique. Les représentants du F.P.L.P. ont, à la fin de septembre, quitté le comité exécutif de l'O.L.P. Ces quatre organisations, qui s'en tiennent à des positions « dures », sont appuyées par la Ligue arabe d'une manière plus voilée, par l'Irak. Cependant le président irakien, M. Bakr, assisterait au « sommet » de Rabat, alors que celui d'Alger,

en 1973, avait été boycotté par ces deux pays. De son côté, le roi Hussein a toutes les raisons de ne pas reconnaître l'O.L.P. comme représentant de tous les Palestiniens. Aussi a-t-il annoncé, en septembre, sa décision de céder « toute action politique fondée sur les résolutions 242 et 338 des Nations unies, c'est-à-dire toute action visant à une reprise de la conférence de Genève ».

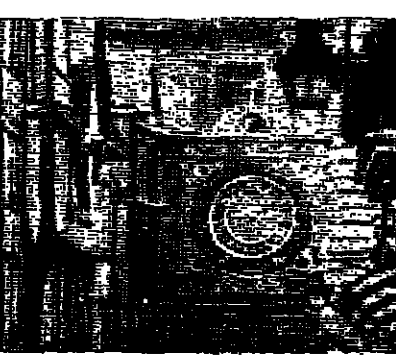
Le souverain jordanien finira-t-il par se résigner, sous la pression de ses pairs, à laisser l'O.L.P. représenter le peuple de Palestine, non seulement aux Nations unies, mais aussi à Genève ? La réponse commande pratiquement le destin de la conférence, de la part inaugurée le 21 décembre dernier. La plupart des chefs d'Etat réunis à Rabat devraient en effet poser une condition sine qua non à la reprise de la conférence : la participation, sur un pied d'égalité, d'une délégation palestinienne.

La reprise de la conférence implique d'autre part, aux yeux de la plupart des dirigeants arabes, qu'on renonce à la méthode esquissée par M. Kissinger, et consistant à instaurer l'état de non-belligérance par étapes suc-

Les tables qu'on offre

En chromé et glass, 229 F une table basse, 210 F une table gigoco, 283 F une table, ce sont des prix exclusifs FRANCINE HUSBERGUES. Imagination, qualité, prix pour tous les objets, luminaires, gadgets, présentoirs dans ses deux boutiques. 181, rue du Faubourg-Saint-Honoré (entre Roche et Friedland) tous les jours de 10 h. à 20 h.

THE BEST OF
Aquascutum
LONDON
CHARVET - PLACE VENDÔME



PORTRAIT D'UNE VILLE

L'Industrie à Rouen

Rouen a toujours été une ville industrielle. Connue dès le moyen-âge pour la qualité de ses lainages, Rouen au XVIIIe siècle se reconstruit au coton qui fera la fortune de la ville jusqu'à la dernière guerre mondiale. Parallèlement et au service des filatures et des tissages s'est créée une industrie chimique (acides et colorants).

Aujourd'hui le paysage industriel rouennais s'est beaucoup modifié. Le coton a presque disparu au profit des textiles synthétiques, mais la chimie s'est beaucoup développée ainsi qu'un grand nombre d'industries de transformation liées au port. Par sa situation stratégique, Rouen est un lieu d'implantation idéal pour des entreprises utilisant des matières premières importées par la mer. Ainsi se sont développées de vastes zones industrielles : Le Grand Rouen regroupe maintenant tous les grands noms de l'industrie française et européenne : Nobel Hoeschst, Potasses d'Alsace, Rochemin, Longométal, Sopalin, Everitube, Rhône Progil, Shell, La Chapelle Darblay, Carnaud Basse Indre, etc.

En dehors des avantages propres à leurs activités, les entreprises qui se sont installées à Rouen y ont trouvé un cadre agréable pour leur personnel : ville ancienne, la campagne et la mer

toutes proches, la nouvelle université, une vie culturelle développée.

Aujourd'hui, qu'il s'agisse des récentes zones industrielles, traditionnelles opportunités ou du nouveau pôle tertiaire que l'on construit à Saint-Sever, les entreprises attirées par les possibilités de développement que leur offre la Normandie, n'ont que l'embaras du choix.

Répartition de la population active de Rouen.

Métallurgie, construction mécanique et électrique :	30%
Bâtiment et Travaux Publics :	25%
Textile, habillement, cuir :	16%
Chimie, pétrole, verre :	14%
Papier, carton :	6,6%
Imprimeries et divers :	3,6%
Industries alimentaires agricoles :	3,6%
Bois :	1%

LES SEPT CONFÉRENCES PRÉCÉDENTES

Les précédentes conférences arabes au « sommet », au nombre de sept, se sont tenues : au Caire (du 13 au 17 janvier 1964) ; à Damas (du 15 au 19 septembre 1964) ; à Casablanca (du 13 au 18 septembre 1965) ; à Khartoum (du 29 août au 2 septembre 1967) ; à Rabat (du 21 au 23 septembre 1969) ; au Caire (du 22 au 25 septembre 1970) ; à Alger (du 26 au 28 novembre 1973).

tions palestiniennes, réunies au Caire, a adopté un programme en dix points qui, sans abandonner le but ultime de la création d'un Etat arabe, prévoyait la création « d'un pouvoir national arabe occupé qui aurait été libéré ». Les organisations palestiniennes acceptaient ainsi, pour la première fois, d'envisager la coexistence d'une telle autorité à Jérusalem, qu'il envisageait avec l'Etat d'Israël. Cette décision, bien que qualifiée aussitôt de manœuvre tactique par les dirigeants israéliens, n'en engageait pas moins les organisations palestiniennes dans la voie d'une renouveau de fait de l'Etat d'Israël. Sera-t-elle ratifiée par une majorité d'Etats arabes représentés à Rabat, ou bien ceux-ci se contenteront-ils de répéter le principe, déjà maintes fois proclamé, de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, quitte à laisser les intérêts définir le cadre dans lequel ces droits pourraient trouver leur application ?

Energie : l'arme de l'embargo

Qu'il soit étudié en séance publique, ce qui est probable, ou à huis clos, le dossier de l'énergie peut se résumer à deux questions : les Etats arabes doivent-ils contribuer à alléger la crise financière provoquée en Occident par la hausse des prix ? Sont-ils en mesure de brandir à nouveau, comme l'année dernière, l'« arme de l'embargo » si les tentatives de règlement du conflit du Proche-Orient échouent ?

M. Boumedienne, qui participera aux assises de Rabat, a annoncé le 20 octobre, dans une interview à Al Akhbar, qu'il envisageait de convoquer une conférence « au sommet », « non conventionnelle », précisait-il, qui serait spécialement consacrée aux problèmes de l'énergie. On peut douter en effet que les souverains et chefs d'Etat réunis à Rabat aient la possibilité — et le temps — de s'accorder sur une politique commune à propos d'une question qui les divise profondément. Lors de son passage à Riyad, au début du mois, M. Kissinger aurait reçu du roi Fayçal la promesse que celui-ci s'emploierait à obtenir l'accord de ses collègues sur un abaissement du prix du pétrole, à condition que le secrétaire d'Etat américain obtienne d'Israël la promesse de retrait des territoires arabes occupés (le 15 octobre). Si le souverain saoudite consulte ses pairs sur ce « marché », ceux-ci auront beau jeu de réserver leur réponse, puisque, en tout état de cause, l'Arabie n'a pas, jusqu'ici, fait preuve de la moindre intention de se retirer dans ses frontières de 1967.

ROLAND DELCOUR.

tielsa
technique internationale de la cuisine

On inaugure la plus vaste exposition spécialisée de cuisines par éléments

21 cuisines témoins exposées
Audaces techniques, astuces pratiques, lignes et coloris étonnants.

Nocturnes : jeudi jusqu'à 22 h 30

inter-design CUISINES
281, rue du Fg-St-Antoine 75011 PARIS
Tél. 628.46.27 et 345.66.63

vous désirez vous loger...
téléphonez-nous
ou venez-nous voir.

Savez-vous que la Caisse d'Epargne de Paris prête au taux le plus bas ? Un crédit moins élevé représente d'importantes économies... Pour payer votre logement moins cher, présentez cette annonce ou prenez rendez-vous au Service des Prêts : Personnels Immobiliers. - 21 bis rue Etienne Marcel 75001 tél. 236.63.94 / 66.93 / 67.16 et 233.85.47 - 13 place du Havre 75008 tél. 522.53.00.

prêts personnels immobiliers pour payer moins cher.

Caisse d'Epargne de Paris

à Bailly 78

HARMONIE OUEST

7m² d'arbres et d'espace pour 1m² bâti... sérieusement bâti.

» Harmonie-Ouest, c'est l'Ouest. Celui de Marly, de St-Germain et de St-Nom. Celui d'une longue tradition d'harmonie et de forêts sauvegardées.

» Harmonie-Ouest, c'est Bailly. Un vieux village tranquille, protégé à 3 km du Centre Commercial de Parly II.

» Harmonie-Ouest, c'est un parc de 11 ha. Avec de beaux vieux arbres classés et préservés. Et sur ces 11 ha, 1 ha 45 seulement bâtis, sérieusement bâtis de petits immeubles en pierre de taille ne dépassant pas 3 étages.

» Harmonie-Ouest, c'est l'harmonie de l'espace et des prestations : vastes appartements du 2 au 7 pièces, matériaux nobles, équipement poussé et raffiné.

» Harmonie-Ouest, c'est aussi des prestations remarquables : un petit centre commercial, des écoles, des services publics, des sports, une piscine, un club-house. C'est encore du silence, un confort intérieur et extérieur.

» C'est tout cela Harmonie-Ouest.

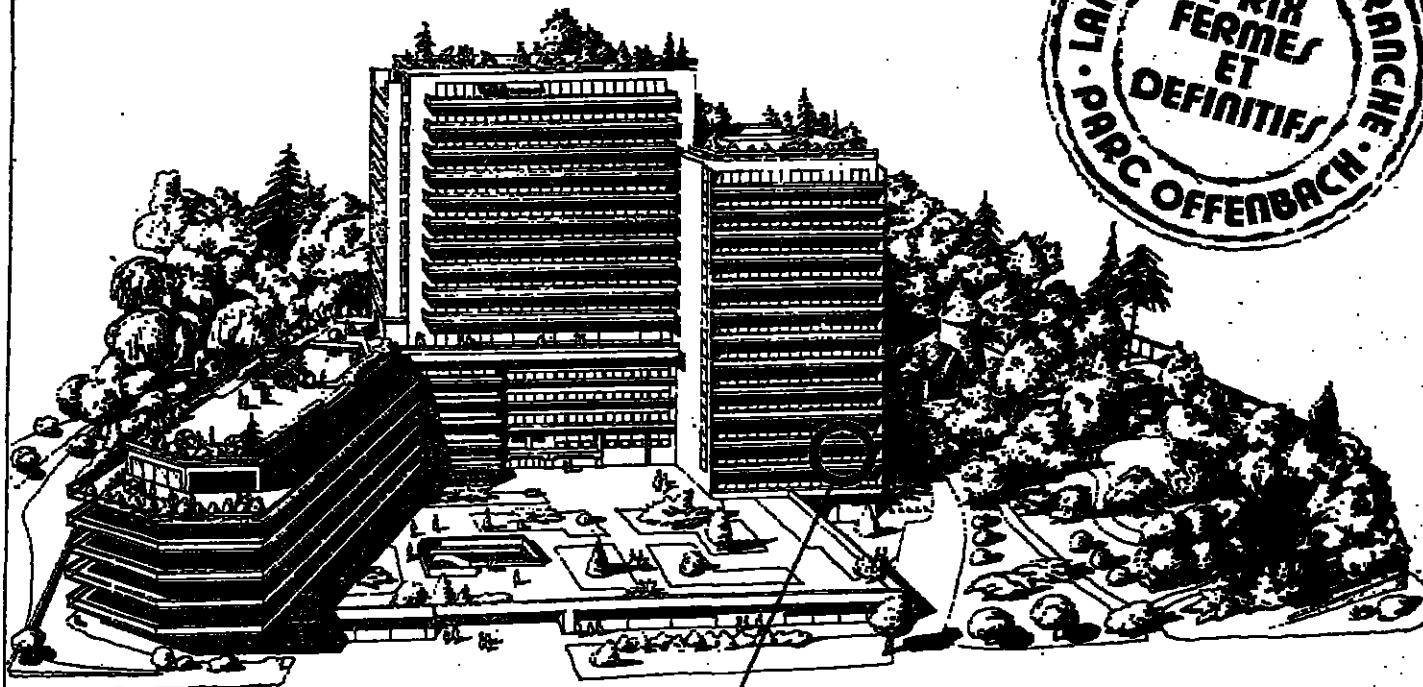
prix fermes et non révisables

Visitez les appartements modèles de : **HARMONIE OUEST**

Renseignements et vente sur place à Bailly, 7, rue de Maule. Tous les jours de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h (sauf mardi et mercredi). Tél. 46093.92.

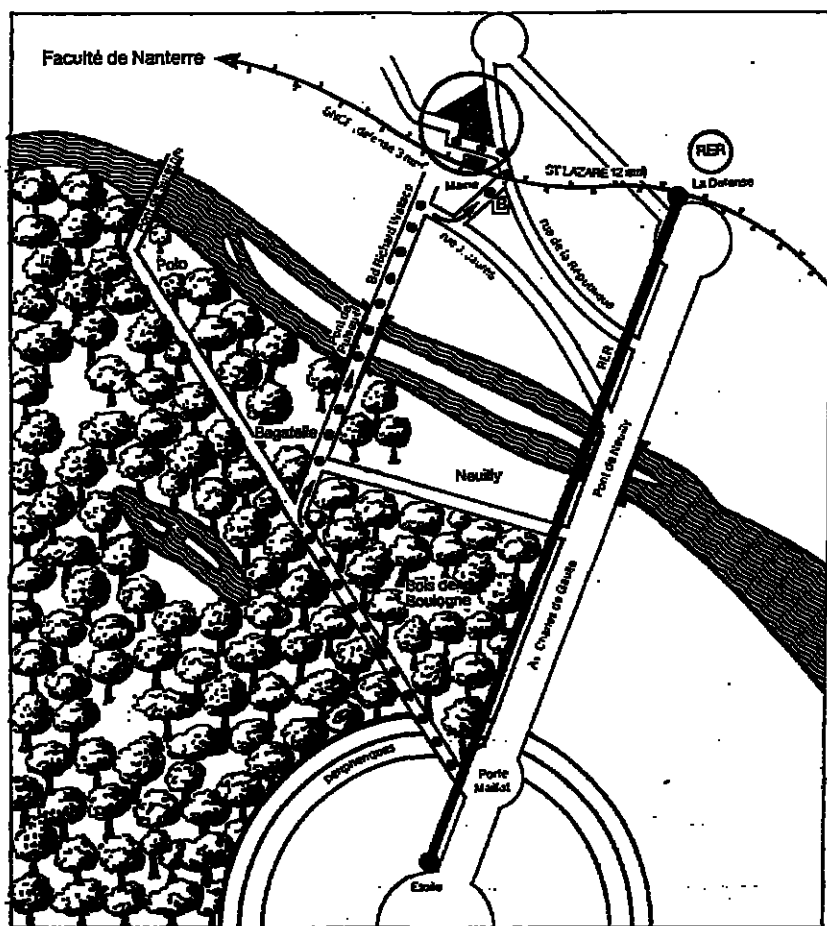
sinvim
compagnie immobilière

une situation exceptionnelle ne s'invente pas



vérifiez-le en visitant l'appartement témoin

situé au 2^e étage, il vous fait découvrir un panorama exceptionnel sur le bois et tout Paris



■ SNCF - Gare de Puteaux
St-Lazare 12 mn
La Défense 3 mn
● RER - La Défense
Étoile 6 mn
Opéra 9 mn
■ Bus 144

Dès votre entrée dans l'appartement témoin, vous êtes séduit par la qualité et le fini des prestations. Les salles de bains sont luxueusement traitées et équipées de baignoires "repos". Tous les appartements de la résidence bénéficient de nombreux placards et dressings aménagés, les cuisines entièrement meublées. Les séjours situés plein sud, donnent accès par de larges baies coulissantes, aluminium anodisé, à des grands balcons terrasses carrelés. Protégés par des gardes corps en aluminium et vitrage teinté, vous découvrirez la Seine, bois de Boulogne, puis tout Paris des hauteurs de Meudon au Sacré-Cœur.

Les appartements sont entourés d'un hectare de parc classé et bénéficient d'une piscine privée, plein soleil, située au dernier étage de l'un des immeubles. A 100 m, la gare de Puteaux, plus de 100 trains par jour dans chaque sens qui vous mettent à quelques minutes de la Défense, de l'Étoile (par le RER), du centre de Paris par la gare St-Lazare. Pour vos enfants, le groupe scolaire Jacquot jouxte la résidence. Pour vous, Madame, les nombreuses rues commerçantes et le grand marché couvert de Chante-coq à 350 m.

Le Parc Offenbach

33 rue Cartault 92800 Puteaux



Renseignements et vente sur place : tous les jours de 14 à 19 h, le samedi et le dimanche de 10 à 15 h et au siège de la GEFIC 52 Champs Élysées ALMA 96 98.

EUROPE

Grande-Bretagne

La visite « technique » de la Royal Navy au Cap soulève une tempête au sein du Labour

De notre correspondant

Londres. — Deux salves d'honneur tirées par la marine royale britannique en entrant dans le port du Cap provoquent une grave querelle au sein du cabinet de M. Wilson et soulèvent une tempête dans le parti travailliste.

Depuis que le Labour est revenu au pouvoir, la coopération navale avec l'Afrique du Sud, dans le cadre des accords de 1966 concernant la base de Simonstown, pose un problème très délicat. Plusieurs ministres n'ont guère caché leur opposition à la visite présente de la Royal Navy en Afrique du Sud qui doit, en principe, se limiter strictement à une coopération technique avec la marine sud-africaine. Préoccupé par l'extension de la présence navale russe dans l'océan Indien, le ministre de la défense, M. Mason, estime cependant que les liens avec la marine du Cap doivent être maintenus.

Les milieux politiques de Londres ont cependant éprouvé un choc en constatant que la presse d'Afrique du Sud présentait cet exercice combiné comme une « visite d'amitié », soulignant avec élan la bonne volonté de la Grande-Bretagne à l'égard de leur pays.

De fait, lorsque la flottille de onze navires, sous le commandement du vice-amiral Leach, est arrivée au Cap, elle a tiré une salve de vives et un coup de canon en l'honneur du président sud-africain, M. Fouché, et une

autre en hommage de la marine de son pays.

À bord du croiseur *Blake*, le vice-amiral britannique a offert un cocktail aux personnalités du Cap. Le maire de la ville, M. Bloomberg, a ensuite organisé un déjeuner pour les commandants des onze unités. Les équipages ont participé à cette fraternisation en disputant avec leurs collègues sud-africains des matches de cricket et de hockey. Le fait que des groupes d'enfants de couleur aient été conviés à prendre le thé à bord des navires anglais n'a pas suffi, apparemment, à désarmer les travaillistes.

« Qui commande la marine ? »

M. Callaghan, en tout cas, n'a pas craint de révéler publiquement son déplaisir. Le secrétaire du Foreign office, qui était simple matelot pendant la guerre, a demandé à son collègue de la défense, M. Mason, un rapport sur le comportement de la Royal Navy en Afrique du Sud. Dans l'entourage du ministre, on laisse entendre qu'il s'agit de savoir une fois pour toutes « qui commande la marine : le gouvernement ou les amiraux ? ».

Face à cette tempête politique, le ministre de la défense a jusqu'ici gardé le silence.

La gauche travailliste s'apprête à mettre en accusation, d'un coup, le gouvernement tout entier, du moins certains de ses ministres, parmi lesquels le modéré M. Mason figure en bonne place. Les mécontents préparent même une résolution qu'ils voudraient voir discutée à la Chambre des communes dès la semaine prochaine.

JEAN WETZ.

L'anniversaire des accords de Paris

M. CALLAGHAN ESTIME QUE LE TRAITÉ DE L'U.E.O. RESTE AUSSI VALABLE QU'IL Y A VINGT ANS.

À l'occasion du 20^e anniversaire de la signature à Paris des protocoles modifiant le traité de Bruxelles et créant l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), M. James Callaghan, secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères et au Commonwealth, a adressé, mercredi 23 octobre, un message au conseil de l'U.E.O. qui tenait une réunion ordinaire au siège de l'organisation, à Londres. Dans ce message, M. Callaghan déclare notamment : « Le traité de Bruxelles révisé reste aussi valable aujourd'hui qu'il l'était il y a 20 ans. Il unit nos sept pays pour cinquante ans en une alliance dans laquelle nous acceptons l'obligation la plus contraignante qu'un pays puisse souscrire à l'égard d'un autre : l'engagement de défense mutuelle. (...) Puisque l'Union de l'Europe occidentale prospère dans l'avenir comme elle l'a fait dans le passé. » [L'U.E.O., créée en 1954, associe l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie aux cinq pays du traité de défense conclu à Bruxelles en 1947 (France, Grande-Bretagne et les trois pays du Benelux).]

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LES NUMÉROS 14

comportant dans la série « Économie et Société » :

LA POLLUTION

et dans la série « Vie sociale et politique » :

LES CONFLITS SOCIAUX EN FRANCE

En vente dans les kiosques.

Prix de vente, le numéro : 2 F
Abonnement : 1 an (12 numéros) : 15 F

Sur demande, parti dégraté pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

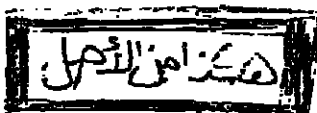
Passez vos nuits à Montparnasse.

Sheraton Montparnasse 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel



100 rue de la Montparnasse - 75006 Paris



EUROPE

Grande-Bretagne
visite technique de la Royal Navy
s'élève une tempête au sein du

EUROPE

Italie

M. Andreotti annonce une réforme des services secrets

De notre correspondant

Rome. — Le général Vito Miceli, qui dirigeait le service de contre-espionnage italien (SID) d'octobre 1970 à juillet 1974, a été remplacé le 24 octobre par M. Andreotti, ministre de l'Intérieur. L'annonce de cette nomination a été faite par M. Andreotti, ministre de l'Intérieur, lors d'une conférence de presse. M. Andreotti a déclaré que le SID était un service très important et qu'il était heureux de lui succéder. Il a également annoncé qu'il allait mettre en œuvre une réforme importante du service.

mais des divergences se manifestent sur la manière de gouverner avec elles. Les syndicats réclament, en principe, l'idée d'un « pacte social », mais c'est surtout une querelle de vocabulaire, car ce pacte existe déjà dans les faits, en Italie comme dans d'autres pays européens. Les trois grandes centrales, C.G.I.L., C.I.S.I.L. et U.I.L., sont d'un côté, et les syndicats de l'autre, ont signé un accord de coopération en 1970. Mais, depuis, les divergences se sont accrues. Les syndicats réclament une réforme importante du système de relations sociales. Ils veulent une participation plus grande des travailleurs à la gestion des entreprises. Ils veulent également une réforme du système de négociations collectives.

LES ENTRETIENS SOVIÉTO-AMÉRICAINS DE MOSCOU

M. Kissinger espère des progrès « dans les prochains mois »

De notre correspondant

Moscou. — MM. Kissinger, Brejnev et Gromyko, assistés de leurs collaborateurs respectifs, ont eu, jeudi, plus de six heures de discussions au Kremlin. Ces entretiens ont été « constructifs », a déclaré-t-on à reconnaître des deux côtés. Parmi les sujets étudiés jeudi, figuraient notamment les relations bilatérales, le Proche-Orient, la coopération en Europe, ainsi que les relations commerciales entre les deux pays. Bien qu'officiellement on se refuse à toute précision supplémentaire, il est probable que M. Kissinger et M. Brejnev ont évoqué l'organisation d'un « mini-sommet » américano-soviétique à la fin du mois de novembre. Selon des informations, ce « sommet » pourrait avoir lieu le 23 novembre, à Vladivostok.

signe et de développer et d'encourager nos relations. Le gouvernement soviétique est toujours fermement favorable à cette politique. Toutefois, a-t-il précisé, « il y a encore trop de questions à discuter pour prévoir le résultat de nos rencontres ». Se déroulant un certificat de bonne conduite, M. Kissinger a dit notamment : « Lorsque je suis arrivé à Washington, l'Union soviétique y était considérée comme un adversaire permanent. Aujourd'hui, on peut déjà dire que les risques de guerre entre nos deux pays ont été ramenés à des proportions minimes et que les tensions qui étaient si caractéristiques des périodes précédentes ont été complètement réduites. Notre objectif maintenant, c'est de donner à cet état de nos relations une base permanente et irréversible. » M. Kissinger s'est ensuite déclaré d'accord avec M. Gromyko pour dire que cette nouvelle rencontre de Moscou avait connu « un très bon commencement. Je suis aussi d'accord avec lui pour estimer qu'avec de grands efforts de la part de chacun, nous pourrions effectuer des progrès considérables au cours des prochains mois. » Cette dernière déclaration de M. Kissinger a particulièrement retenu l'attention. En parlant de progrès devant être réalisés « au cours des prochains mois », M. Kissinger paraît les exclure pour les jours qui viennent.

LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE

Moscou accepterait que les réductions de troupes intéressent d'abord l'Europe centrale

De notre correspondant

Vienne. — Les négociations sur la réduction des forces en Europe, qui paraissent être au point mort depuis leur reprise il y a un mois après les vacances d'été, pourraient se débloquer dans les prochaines semaines, grâce à un geste effectué, a-t-on appris, du côté oriental. Les représentants du pacte de Varsovie auraient en effet soumis ces jours-ci, de nouvelles propositions à leurs collègues occidentaux sur la question essentielle de savoir par quelles troupes doit commencer la diminution des forces. Jusqu'à maintenant, l'Union soviétique et ses alliés soutenaient que la réduction devait toucher d'emblée l'ensemble des troupes (américaines, russes, armées nationales) de la région concernée dans la zone de l'Europe. Les Occidentaux suggèrent, au contraire, que Moscou et Washington fassent le premier pas, les troupes nationales suivant dans un deuxième temps.

Bien des points cependant restent encore inconnus. Quel sera l'ordre de grandeur de la réduction proposée ? Un pistolet commun est-il envisagé comme le demandent les Occidentaux ? La réduction viserait-elle seulement les troupes américaines et soviétiques stationnées dans les deux États allemands ou s'étendrait-elle à d'autres pays ? Inclut-elle, comme le souhaitent les Soviétiques, les forces nucléaires et aérospaciales ? C'est sans doute à préciser ces aspects et d'autres encore que devaient s'employer les délégations dans les semaines qui viennent.

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

Mme FOURTSEVA EST MORTE

Mme Catherine Fourtseva, ministre soviétique de la culture, est morte subitement le jeudi 24 octobre, à la suite d'une crise cardiaque.

Mme Fourtseva fut pendant quelques années la seule femme admise au sommet de la hiérarchie soviétique. Née en 1910, ingénieur chimiste de formation, elle travailla dans l'appareil « aéroporté » après avoir obtenu son diplôme. En 1960, elle fut nommée secrétaire du parti pour la ville de Moscou. A ce titre, elle allait vite devenir une des collaboratrices les plus proches de Nikita Khrouchtchev. Elle lui succéda même en 1964 à la tête de l'organisation du P.C. de la capitale.

DES NÉGOCIATIONS SECRÈTES AURAIENT EU LIEU ENTRE LES DEUX ÉTATS ALLEMANDS

Bonn (A.F.P.). — M. Karl Otto Poehl, secrétaire d'État aux finances, a été chargé de faire, la semaine dernière, une mission spéciale à Bonn pour négocier avec les Allemands, indiquant-t-on à Bonn de source proche de la coalition gouvernementale. La mission, précise-t-on, a été menée avec une telle discrétion que le représentant permanent de la R.F.A. à Berlin-Est, M. Guenther Claus, n'en aurait été informé que ces jours-ci.

M. Poehl a discuté avec ses interlocuteurs est-allemands de l'un des problèmes-clés de la poursuite du dialogue R.F.A.-R.D.A. pratiquement interrompu depuis l'été dernier. L'abaissement du taux de change obligatoire à verser par l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest pour passer en R.D.A. Les négociations secrètes sont à rapprocher de la déclaration faite, le lundi 21 octobre, à Karl Marx-Stadt par M. Honecker. Celui-ci avait en effet affirmé que « la normalisation des relations de la R.D.A. avec la R.F.A. est plus avancée que certains ne le croient ».

M. TRUDEAU A BRUXELLES

M. Ortol est favorable à un « resserrement des liens » entre le Canada et la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Trudeau, premier ministre canadien, après avoir rendu visite au siège de la Commission européenne, jeudi après-midi, avec M. Ortol, président de la Commission européenne, et Sir Christopher Soames, vice-président, chargé des relations extérieures, a déclaré à la presse : « M. Trudeau a confirmé l'intention de son gouvernement d'établir des liens contractuels avec la Communauté. Autrement dit, le Canada désire conclure un accord qui fournirait une base formelle au développement de ses relations avec une Europe unie. La Commission a répondu à son compte la position adoptée le 15 octobre par les ministres des affaires étrangères : la Communauté, ont expliqué MM. Ortol et Soames, n'a pas encore décidé de conclure un accord de ce genre. Mais, ils ont déclaré que le Canada n'a pas à se résigner à rester à l'extérieur. Ils ont dit, comment aller de l'avant, à savoir : « Le Canada doit être au cœur de la coopération et identifier la nature des engagements qui pourraient être pris par chacune des deux parties. Une fois ce « processus d'exploration » conduit à terme, la Commission présenterait un rapport assorti de nouvelles propositions au conseil des ministres des affaires étrangères. » L'entretien avec MM. Ortol et Soames a été suivi d'une rencontre élargie à d'autres membres de la Commission, à laquelle participait notamment M. Simonet, vice-président chargé des affaires économiques. Peut-on envisager, en matière d'énergie, une collaboration entre la Communauté et le Canada, sans porter préjudice aux relations bilatérales déjà établies par certains États-membres ? Sans l'assentiment du Canada, cela ne peut se faire. M. Trudeau aurait fait comprendre à ses interlocuteurs qu'il conviendrait, avant d'en débiter davantage, que les pays membres de la Communauté décident eux-mêmes sous quelle

forme — bilatérale ou communautaire — ils souhaitent développer leur coopération énergétique avec le Canada.

PHILIPPE LEMAITRE.

AMÉRIQUES

Argentine

Mme PERON VISITERA PROCHAINEMENT LE CHILI

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Après une brève entrevue avec le général Pinochet, M. Adolfo Sarino, ministre argentin de la Défense, a annoncé que Mme María Estela Peron, présidente de la République argentine, se rendra « prochainement » au Chili en visite officielle.

D'autre part, la junte chilienne a décidé de verser 88 millions de dollars d'indemnités à la société nord-américaine Braden Copper, propriétaire de la mine de cuivre d'El Teniente, nationalisée sous le gouvernement de l'unité populaire. Cet accord porte à plus de 180 millions de dollars le montant total des indemnités que le gouvernement chilien a accepté de verser aux compagnies minières nord-américaines. De son côté, le gouvernement américain a annoncé que les États-Unis accorderont au Chili un prêt de 20 millions de dollars, à intérêt minime, et remboursable en dix-neuf ans, destiné à l'achat de blé.

dans le projet de résolution qu'elle a adopté mardi 22 octobre par 83 voix contre 9 dont celles des États-Unis et de la Chine) — de libérer tous les prisonniers politiques et de rétablir les droits de l'homme au Chili. — (A.F.P.)

DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ, qui pour son débat sur l'avenir de l'Afrique du Sud à l'ONU, à la requête de l'Assemblée générale, le représentant sud-africain a souligné que la politique d'apartheid « a fait partie de l'évolution historique de notre pays. Elle a été mise en application pour éliminer les frictions et favoriser les intérêts de tous. »

Il a toutefois ajouté que l'apartheid « a disparu et disparaît » de l'Afrique du Sud. De son côté, le représentant de l'Ouganda a réclamé une action militaire de l'ONU contre l'Afrique du Sud.

Belgique

À L'ISSUE d'un débat de trois jours sur la situation économique et financière, le gouvernement de M. Tindemans a obtenu, jeudi 24 octobre, une majorité de 104 voix contre 66 et 8 abstentions. — (A.F.P.)

Egypte

POUR PROTÉGER, semble-t-il, contre l'insécurité des transports en commun, deux mille personnes ont mis le feu le mercredi 23 octobre à un poste de surveillance de la rue de Port-Saïd. Cet incident, qui illustre l'enfermement d'une population contrainte à des problèmes économiques quotidiens de plus en plus lancinants, et à l'adaptation de

A TRAVERS LE MONDE

Liban

M. RACHID SOLH, député indépendant, a été désigné jeudi 24 octobre par M. Soliman Farghal, président de la République, pour former le nouveau gouvernement. M. Rachid Solh est un cousin éloigné de M. Soliman Farghal, président premier ministre, démissionnaire depuis le 30 septembre dernier. Présent pour former le nouveau cabinet, M. Rachid Solh avait annoncé lundi à sa tentative. — (A.F.P., Reuters)

Grande-Bretagne

UN CORRESPONDANT ANONYME a affirmé, jeudi 24 octobre, dans un appel téléphonique à l'agence Press Association, qu'une nouvelle organisation d'extrême gauche, le « Drapeau rouge 1974 », était responsable de la plupart des récentes attentats à la bombe commis en Grande-Bretagne, en particulier l'explosion qui a fait cinq morts dans un pub de Guildford, au sud de Londres, au début du mois.

Nations unies

LA COMMISSION SOCIALE de l'Assemblée des Nations unies a demandé au gouvernement du général Pinochet —

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,50
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,58
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,58

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

emplois féminins

Groupement des apave

recherche pour son service central
Spécialiste technologie nucléaire de haute qualification

- Ce poste peut être occupé par UNE PERSONNALITÉ, INGÉNIEUR OU DE FORMATION UNIVERSITAIRE ayant des références importantes.
- Soit en rapport avec expérience et compétence.
- Résidence Région Parisienne avec déplacements, généralement de courte durée, en France et à l'étranger.

Adresser candidature avec C.V. sous pli personnel au Directeur Général du Groupement des apave 60, rue La Boétie, 75008 PARIS.

UN RESPONSABLE DE VENTES

pour un programme de grand standing
Le candidat devra justifier :
• d'une expérience similaire réussie ;
• de son efficacité en prospection et négociations avec les clients les plus exigeants ;
• de solides connaissances juridiques et financières.
Il lui est offert :
• des conditions de travail agréables ;
• un salaire de base important ;
• un intéressement aux ventes ;
• des possibilités de carrières au sein de la Société.
Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 912 à :
GROUPE T. ANDAMATION
30, rue Saint-Denis, 75101 PARIS.
Une discrétion absolue est garantie.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

Parfums Christian Dior PARFUMS COSMETIQUES

recherche
1 CHEF de PRODUITS

Diplômé HEC, IEP, ESSEC ou licence Sciences Eco.
4 ans d'expérience minimum chez annonceurs ou cabinets conseils.

Expérience avec un Service INFORMATIQUE vivement appréciée.

DANS LE CADRE DE LA GESTION DES PRODUITS, il devra :

- collecter, centraliser et interpréter les informations sur les produits ;
- établir et mettre en œuvre les recommandations d'un plan marketing.

Excellentes connaissances en Anglais et en Allemand exigées.

Appointement suivant expérience.

Résidence : PARIS puis ORLÉANS à partir de Juillet 1975.

Adresser C.V., présentations et photo au Chef du Personnel Parfums CHRISTIAN DIOR
258, av. N. Bonaparte 92504 RUELLY-MALMAISON C&C

Importante Société Internationale recherche pour proche Banlieue Ouest

Secrétaire bilingue

Anglais/Français

Directement rattachée au Président la personne retenue devra avoir :

- au moins 40 ans ;
- une parfaite connaissance de l'anglais et en particulier la pratique de la sténographie (sténosystème) ;
- une grande disponibilité au-delà d'un horaire rigide ;
- le sens du service, la fidélité et l'attachement nécessaires au secrétariat personnel d'un responsable de haut niveau ;
- une grande souplesse de caractère.

Niveau de salaire, condition de travail et avantages intéressants.

Ecrire sous référence RANE (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

MICHELIN

recherche pour PARIS (7^e)

INFIRMIÈRE D.E.

Ecrire : MICHELIN
75341 PARIS CEDEX 07
46, av. de Breteuil
réf. SP 49

demandes d'emploi

J.E. 29 ans, FRANÇAIS-ANGLAIS-NEERLANDAIS 10 ans exp. commerciale (théorique + pratique) VENTE de produits ANIMATION, GESTION, 1 ans de 800 intern. prod. dév. parfums, aliments etc. passionné par VENTE-MARKETING-PUBLICITE, cherche

ANIMATION ou FORMATION

Ec. HAVAS CONTACT, 156, bd Hausmann, Paris-8^e, sous réf. n° 68.274, ou tél. 623-48-88.

URGENT

HOMME 25 ANS
désire O.A.L.

- B.T.S. ELECTRONIQUE ;
- LICENCE INFORMATIQUE ;
- ANGLAIS COURANT.

cherche emploi correspondant à ses capacités.

Ecr. n° 4.96, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Jeune femme 22 ans, diplômée S.T. C.A.P. dessin, Bac F.I. B.T.S. C.A.M., cherche emploi assistant graphique. — Ecrire MICHELIN, 21, avenue Raymond, 93200 GAGNY.

SECRETAIRE

10 ans expérience dans le domaine médical, cherche situation à temps partiel (de 9 heures à 16 heures) TELEPHONEUR AU 262-88-88.

ARTS ET METIERS, 28 a.

5 ans expérience section analyse, adjoint chef projet, app. stocks, appro. douane, adm. ven. Cobol, P.L.I., L.A.E. en bonne fin. Recherche poste chef de projet ou responsable schéma. — Ecrire A.N.D.E. Les Tuilleries-Deville, 2410 Villamard, (53) 81-98-28.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

J.F. 34 ans, maîtrise philo, I.C. lettres classiques, cherche emploi Paris. — Mme BOURLAND, 4, r. Gambetta, 93400 PERSAN, Tél. 01-42-03-55.

LA SOCIÉTÉ L'ORÉAL

recherche pour ses laboratoires de recherche

UN DOCTEUR 3^e CYCLE

(ou INGÉNIEUR physique-chimie) SPECIALISÉ EN BIOCHIMIQUE

Ecrire avec C.V. à l'attention de :
Mme DECAMP - SOCIÉTÉ L'ORÉAL, S.P. 22
93601 AULNAY-SOUS-BOIS.

emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE

recherche pour son

USINE de l'EST

SPECIALISÉE DANS LA FABRICATION DE PIÈCES ACIER INOXYDABLE ET EXTRUSION PLASTIQUE

UN DIRECTEUR

Formation ingénieur, ayant de préférence expérience dans les domaines métallurgie et plastiques. — Langue allemande souhaitée.

Adresser C.V. et présentations, n° 78.711, CONFESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Si vous cherchez un emploi de

COMPTABLE

pour faire carrière dans une importante Société Multinationale.

- Si vous êtes titulaire du Brevet Professionnel de Comptable ou équivalent ;
- Si vous avez quelques années de pratique en matière de comptabilité générale ;

Votre candidature nous intéresse

Ecrivez avec C.V. sous le n° 7460, « le Monde » P. 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9^e, qui transmet.

HYPERMARCHÉ

Ouest de la France, recherche

CHEF DE DÉPART. NOUVEAUTÉS

CHEF DE DÉPART. ALIMENTATION

Expérience confirmée en achats distributeur libre serv. sec. 1^{er} ordre. — Ecrire C.V. à F.D.P.-Conseil, sous réf. 100.997, 19, rue des Martyrs, PARIS (9^e), qui transmet. Discrétion assurée.

USINE 300 PERSONNES REG. MAUSSEUS CH. CHEF DE FABRICATION Ecrire s/n° 5.962, à : 30, rue de l'Arcade, Paris (8^e), qui transmet.

emplois féminins

USINE S.T. DUPONT BRIQUET

75210 FAVERGUES recherche

pour sa Direction Technique :

SECRÉTAIRES

Bilingues Anglais

- Dactylo et sténo françaises nécessaires.
- Sténo anglaise appréciée.
- Bonne expérience dans emplois similaires.
- Salaire intéressant.
- Avantages sociaux, restaurant d'entreprise.
- Horaires variables.
- Possibilité logement.

olivetti

FRANCE

proposé de

jeunes diplômés

HEC, ESCP, ESSEC

de s'intégrer à son équipe de

DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

et participer à la mise en œuvre de sa politique dans les domaines :

- recrutement
- développement et organisation des ressources humaines
- formation
- relations sociales
- rémunérations

Langue italienne ou anglaise souhaitable

Ecrire avec C.V. à OLIVETTI FRANCE Direction du Personnel et des Relations Humaines - 55, rue du Faubourg St-Honoré 75383 Paris Cedex 08 (réf. C1)

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

cherche

son Futur Chef de Service Ordinateur

Connaissance exploitation GE 115

Programmation APS, méthode VARNIER souhaitée.

Ecrire NOME S.A., Tour Franklin CEDEX 11, 92081 PARIS LA DEFENSE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche pour son département. TRAFIC ROUTIER (contrôle et régulation du trafic)

INGÉNIEUR ÉQUIPEMENT OU VILLES

Autres candidatures seront examinées.

Connaiss. élémentaires en électronique indispensables. Anglais souhaité.

Pour visiter services équipements, municipalités et entreprises Région Parisienne et Normandie. Possibilités voyages France et étranger.

Ne pas se présenter. Ecrire avec C.V. et photo à : 816 OTIC FISCHER & POITRE, Agence de Paris, 82, rue Bayrouard, 75018 PARIS.

Importante Société d'Engineering Chimique

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

(X - ECP - Mines - A & M - Génie Chimique)

Agés d'au moins 30 ans et ayant au moins 5 ans d'expérience d'ingénierie, susceptibles d'être mis à la tête des contrats que l'entreprise prend sur les marchés extérieurs.

Postes à pourvoir dans la région parisienne. Déplacements assez fréquents à prévoir.

Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Adresser CV sous référence 21.012 à :

CEDEV SÉLECTION

34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

IMPT Centre de Calcul à Paris

PROGRAMMEUR SYSTÈME

Env. C.V. à IMPT Centre de Calcul à Paris, 10, rue de la Harpe, 75005 PARIS.

CH. AGENT TECHNIQUE

connaissances alarmes courant faible. Tél. 01-42-33-88-22.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

cherche pour filiale française

ADMINISTRAT. et FINANCIER

exp. comptable, gest., contrôle budg. et fin. — Ecrire : S.I. 10, rue de la Harpe, 75005 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

cherche pour son département. TRAFIC ROUTIER (contrôle et régulation du trafic)

INGÉNIEUR ÉQUIPEMENT OU VILLES

Autres candidatures seront examinées.

Connaiss. élémentaires en électronique indispensables. Anglais souhaité.

Pour visiter services équipements, municipalités et entreprises Région Parisienne et Normandie. Possibilités voyages France et étranger.

Ne pas se présenter. Ecrire avec C.V. et photo à : 816 OTIC FISCHER & POITRE, Agence de Paris, 82, rue Bayrouard, 75018 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

cherche pour son département. TRAFIC ROUTIER (contrôle et régulation du trafic)

INGÉNIEUR ÉQUIPEMENT OU VILLES

Autres candidatures seront examinées.

Connaiss. élémentaires en électronique indispensables. Anglais souhaité.

Pour visiter services équipements, municipalités et entreprises Région Parisienne et Normandie. Possibilités voyages France et étranger.

Ne pas se présenter. Ecrire avec C.V. et photo à : 816 OTIC FISCHER & POITRE, Agence de Paris, 82, rue Bayrouard, 75018 PARIS.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

L'AFFAIRE DES HALLES DEVANT LE CONSEIL DE PARIS

La nouvelle affaire des Halles commence seulement. Il serait bien étonnant, en effet, qu'une décision se dégage de la session extraordinaire qui se réunira du 28 au 31 octobre à l'Hôtel de Ville. Le statut de Paris, en voie d'être réformé, et les querelles entre les différents groupes politiques semblent davantage préoccuper les élus que l'aspect futur du cœur de la capitale.

Pendant que s'affutent les discours et que se préparent les ripostes de tribune, d'autres personnes que

l'avenir de Paris préoccupent réfléchissent et s'expriment : les urbanistes, les architectes engagés ou non dans la « consultation » officielle. Nous publions ci-dessous quelques points de vue.

Le salutaire abandon du Centre français de commerce international décidé par le président de la République, le 6 août dernier, n'a pas conduit à étudier un plan d'ensemble pour un quartier dont l'état de désuétude fait oublier qu'il est au centre de la capitale. Pour les 6 hectares du « carreau »

eux-mêmes, aucune étude nouvelle n'a été faite ni demandée par le gouvernement pour préciser quel espace, quel jardin, il fallait aménager dans ce quartier. Même les architectes consultés officiellement n'ont reçu que des instructions floues : aucun programme précis n'a été défini. Au point que la plupart ont sagement imaginé un jardin, pour se plier à l'idée qui avait été lancée en matière de public. Mais en proposant un « lieu architectural », Ricardo Bofill a répondu au vœu secret (?) des nouveaux maîtres de la culture qui souhaitaient

faire une place ordonnée de ce qui n'est pour l'instant que le « carrefour » accidentel d'une vingtaine de rues.

Truquée ou pas, la consultation s'est de toute façon limitée à la forme, en ignorant toutes les questions de fond. L'attentisme du Conseil de Paris, même s'il est pur opportunisme, devrait permettre une réflexion plus approfondie. Le débat ne devrait pas se limiter à une alternative à pour ou contre l'esquisse de Ricardo Bofill. — M. Ch.

ON OUBLIE LE CŒUR

Toutes les fautes commises depuis le transfert des Halles, et qui ont abouti aux difficultés actuelles, résultent de données de base faussées. Ces difficultés dureront et se renouvelleront tant que l'on persistera dans l'erreur de traiter la question seulement comme « un problème Halles », que l'on peut arrêter aux limites de l'espace libéré par la disparition des pavillons de Baltard, et non comme ce qu'il est réellement : un problème « cœur de Paris ».

C'est là, dans la mince bande de 300 mètres de large, entre rue de Rivoli et Seine, et de 1000 mètres de long, entre Louvre et Hôtel de Ville, que se trouve le véritable lieu stratégique où doit se jouer le destin de la ville. Cet espace cumule en effet deux vocations uniques en leur genre, celle de suite de la grande perspective Champs-Élysées-Tuileries ; celle de bord du fleuve, face à l'île, berceau de la cité. Cet espace très restreint comporte un nombre extraordinaire d'éléments décisifs pour l'avenir de Paris (outre les grands axes rue de Rivoli et boulevard de Sébastopol, et le point insignifiant de leur croisement, trois places au bord de l'eau, et quatre îlots de pont). Le tout est dans un état indigne de son emplacement et de sa fonction de cœur de ville.

Or, les deux opérations importantes (Halles et Beaubourg), restreintes par une aberration inexplicable au seul périmètre des travaux, sont beaucoup trop liées organiquement à cet espace crucial, beaucoup trop proches de ce cœur pour que la rénovation de celui-ci soit possible sans un plan d'ensemble : sous forme d'un « schéma de secteur », prévu par la loi, et qui aurait la chance de trouver sur trois de ses côtés des limites bien caractérisées (Louvre et Palais-Royal, la Seine, le « secteur » sauvegardé du Marais), et, vers le nord, la rue Réaumur-Marcet.

Si l'on tolère que la capitale, de loin la commune la plus peuplée de France avec ses deux millions cinq cent mille habitants, donne ainsi, par suite de l'absence de plan d'aménagement, l'exemple du coup par coup et des problèmes posés à faux, en un mot de l'anti-urbanisme, il n'y a plus qu'à supprimer une législation que l'on peut impunément ne pas respecter, et des ministères ou secrétariats d'État, de l'équipement, de la qualité de vie, de l'environnement, de la culture, qui ne remplissent pas leurs fonctions.

Maurice-François ROUGE, urbaniste.

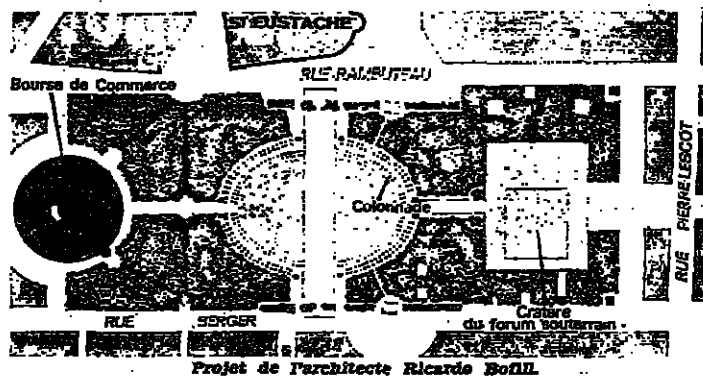
UNE SUPERCHERIE MONUMENTALE

Depuis des années, les Français s'arrachent les cheveux autour de cette énigme insolente : on a cassé les halles de Baltard, hélas ! Bon, et maintenant, qu'est-ce qu'on fait à la place ?

Le changement, là, comme — peut-être — ailleurs, s'est manifesté : agir vite, brillamment, qu'il s'agisse de passer la rampe, à agir de manière simpliste. Agir vite et sur un rythme à trois temps :

Premier temps : les solutions proposées pour les Halles ne satisfont personne ? Trouvons une idée forte, facile, toute faite : le contraste avec l'imbroglio d'hier fera la fable.

L'idée ? Un espace vert, alors qu'à la moindre analyse un grand espace vert en cet endroit apparaît en contradiction fondamentale avec les vocations d'échanges et d'animation du quartier et lui sera fatale. Espace vert, espace



Projet de l'architecte Ricardo Bofill.

Une perle qui étonne, qui étonne-tout. Qui est architecte, jeune, beau, talentueux, imaginatif, « gauchiste », et déjà connu de la maison pour ses projets d'avant-garde ? Vous avez trouvé : c'est Ricardo Bofill.

Les choses s'enchaînent à merveille, car Bofill est aussi très intelligent. Il a en effet compris l'idée-véhicule : un espace vert. Il a compris le changement : imaginer ce à quoi on n'avait pas encore pensé. Il a compris le régime : faire chier. Et vite il a compris les Parisiens : symboliser la quintessence de leur ville, exprimer la ville humaine, donc les mettre en confiance, et, surtout, les sortir de la confusion où les a plongés une foule de projets auxquels ils n'ont rien compris, sinon qu'ils ne leur plaisaient pas.

Deuxième temps : on est sûr de son coup, mais, pour en être encore plus sûr, il faut très vite situer le débat au niveau des formes pour que l'on oublie définitivement de discuter le fond. Reste à en trouver une brillante image qui, par son ingéniosité, déportera le problème de l'idée vers son expression visuelle, en proposant au peuple une image plastique facile à comprendre.

Alors interviennent les affaires culturelles. On leur demande de trouver la perle parmi les architectes. Une perle propre, neuve, fraîche, qui ne s'est pas souillée aux basses de dix années de tâtonnements sur le problème.

Résultat : un « prix de Rome », pompier, dans toute sa splendeur cynique, qui aurait horifié tout conseiller des affaires culturelles s'il était sorti des vieux cartons d'un membre de l'Institut.

Troisième temps : utiliser le statut de Paris pour faire entendre la décision en faisant semblant de consulter le conseil. Et l'objectif sera atteint.

On a peine à croire que l'on

puisse oser, en 1974, ramener les problèmes multiples que soulève le quartier des Halles à un geste architectural digne de la Renaissance de Rome. Les rois d'antan aimèrent les parfaites géométries urbaines qui modélisaient la ville

à leur image et permettaient au peuple de s'identifier à leurs belles perspectives.

Renard BARDON
Pierre COLBOC
Jean-Paul PHILIPPON.
A.C.T. Architecture.

LA PIERRE ET LES ARBRES

Pour tenter de résoudre le problème de l'espace libre des Halles, M. Giscard d'Estaing avait déclaré devoir faire appel aux paysagistes. Nous avons été les seuls à présenter à cette fin. Nous le regrettons pour nos confrères dont le titre de paysagiste diplômé par le gouvernement semble être parfaitement ignoré par ceux qui le délivrent.

Pour notre part, en l'absence regrettable d'un programme, nous avons cru lire, entendre, comprendre que le gouvernement souhaitait réaliser un espace vert. En tant que paysagistes, nous avons donc travaillé dans ce sens. Or nous sommes étonnés de voir que c'est un espace minéral qui semble être aujourd'hui proposé à Paris.

Prenez par exemple la place des Vosges, la place Vendôme, le Palais-Royal à Paris, la place du Campo à Sienne ou la place Stanislas à Nancy. M. le préfet pense que l'espace des Halles doit devenir un ensemble monumental. Nous ne pensons pas que les Parisiens soient de cet avis car ces exemples ont pour support des ensembles architecturaux remarquables, ce qui n'est pas le cas de l'ancien ventre de Paris.

A l'heure où Vienne remplace ses places publiques par des jardins, pourquoi ne pas retrouver au centre de Paris 6 hectares d'arbres, de buissons, d'eau, de pelouses, 6 hectares de jardins, enfin !

Le projet ayant la préférence du gouvernement est certainement aussi bien que peut l'être une place publique, mais on est le jardin des Halles ? Le coût

prévu de l'esquisse de Ricardo Bofill est de 30 millions de francs pour le minéral et 10 millions de francs pour le végétal. C'est beaucoup pour la pierre et peu pour les arbres.

Alexis PROVOST et Jacques SIMON, paysagistes D.P.L.G.

UNE SOLUTION MIRACLE

M. Jean Connehaye, président du conseil régional de Paris de l'ordre des architectes, a adressé une lettre au président du conseil de la capitale.

« C'est avec satisfaction, écrit-il, que nous enregistrons qu'après douze ans d'hésitation sur l'aménagement d'un secteur-clé de la capitale, il est donné quelques jours à une poignée d'architectes pour trouver une solution miracle à un problème qui n'a jamais été clairement posé, et pour proposer une architecture capable de répondre à un problème aussi flou que fluctuant. »

« Notre conseil met toute sa confiance dans les élus de la capitale pour que le jugement soit équitable et serein. (...) »

AUX ENTREPRENEURS DE TRAVAUX

Pendant la grève des P.T.T. LE « MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS CE- DU BATIMENT » peut renseigner par téléphone les entrepreneurs de travaux sur tous les avis d'adjudications et d'appels d'offres parvenus à sa connaissance. T.H. du « Moniteur » : 233-44-35



En formation professionnelle, le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Le meilleur moyen de connaître à fond une boîte de vitesses, c'est encore de la démonter et de la remonter. Cent fois. De faire des erreurs. Et de les corriger.

C'est le principe qu'utilise la vidéo Sony. Parce que l'expérience, c'est aussi savoir profiter des erreurs des autres.

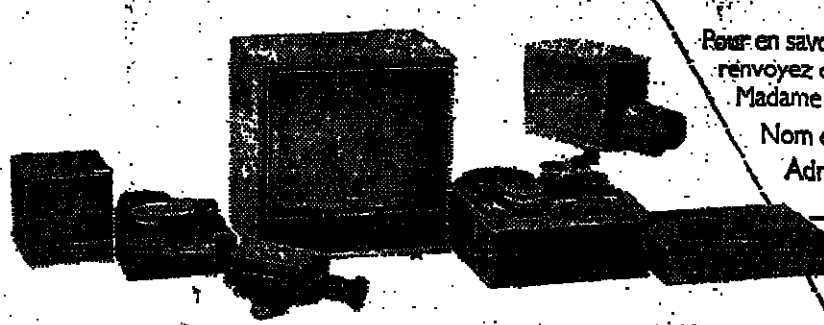
Et pour s'adapter au mieux à la formation professionnelle, Sony y adapte sa technique. Ralentis variables, arrêt sur image, le magnétoscope Sony AV 3670 permet des montages nets et sans « scratch ». Avec la caméra de studio 4600 CE, techniquement la plus perfectionnée

des Sony, les réglages de focale, de luminosité sont automatiques. Les cadrages des plus aisés et la qualité de l'image exceptionnelle.

Pour les reportages en extérieur, les portables Sony allient une très grande maniabilité à une parfaite qualité. Bande 1/2 pouce, contrôle sur image, possibilité immédiate de couplage avec le reste du système.

Autant de moyens qui font qu'une erreur ne passe pas inaperçue. C'est comme cela que la pratique serre la théorie au plus près.

Ce n'est plus difficile désormais de démonter cent fois une boîte de vitesses.



Système vidéo Sony : PM190, AV 3620, AVC3620 CE, PM1200, AV 3670, AVC4600 CE.

Pour en savoir plus long sur la vidéo Sony, réenvoyez ce bon à Sony France - 17-21, rue Madame de Sanzillon - 92110 Clichy

Nom et Prénom _____

Adresse _____

SONY VIDEO

La formation professionnelle la plus efficace.

مركز الاموال

19
Vous pouvez
grâce à
Téléphonez au
Maison Blanche

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

DÉFENSE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les promoteurs de bureaux regardent vers la province

L'Association Bureaux-Provinces, née au début de 1974 grâce à l'appui financier de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), vient de dresser un premier bilan de ses activités. Le but de l'association est de renseigner au mieux les entreprises et les investisseurs sur le marché des bureaux en province.

Au terme d'une enquête menée dans quarante-huit villes, les animateurs de cette association constatent que, au cours des six dernières années, environ 500 000 mètres carrés de bureaux ont été construits. C'est-à-dire des bureaux qui, au moment de leur construction, n'ont pas d'acheteur nommé (désigné) ont été « livrés ». Une telle conjoncture immédiate fait planer quelque inquiétude sur l'avenir, on ne peut

oublier que les capacités théoriques de la province sont dans ce domaine quasiment illimitées puisque les réserves foncières aménagées spécialement pour des immeubles de bureaux représentent environ 3,5 millions de mètres carrés utilisables.

Dans cette enveloppe globale, la part des grandes métropoles est évidemment prépondérante, mais les villes petites et moyennes commencent à proposer aux entreprises à la recherche de locaux administratifs ou commerciaux des surfaces non négligeables. Ainsi à Lille les bureaux « en blanc » en cours de construction représentent certes 39 000 mètres carrés, mais dans une ville plus modeste comme Calais, ils atteignent 19 300 mètres carrés. Pour Nantes, le chiffre est de 28 000 mètres carrés, pour Laval, 6 200 mètres carrés, pour Evry-Courcouronnes, 4 700 mètres carrés.

Autre constatation des enquêteurs : les promoteurs de bureaux cherchent à diversifier les produits qu'ils proposent à la clientèle. Des grandes opérations comme celle de la Défense ou Bercy à Paris ou de la Part-Dieu à Lyon ne font pas toujours recette. De même, on commence à plus considérer les centres-villes comme les seules localisations attractives : des immeubles situés à la périphérie ou près d'un échangeur autoroutier ou même d'un aéroport (à Toulouse, à Marseille et demain près de Lyon à Satolas) intéressent les entreprises. Enfin on cherche à livrer des bureaux par tranches de 3 000 à 5 000 mètres carrés.

Des Champs Élysées à Lyon

La décentralisation de services commerciaux, financiers ou de bureaux d'études se traduit par des économies non négligeables et, à une époque où les coûts de production ont tendance à augmenter rapidement, cette considération ne peut être négligée par les chefs d'entreprise. En effet, le prix des terrains dans les grandes villes de province s'échelonne en général entre 150 francs le m² à la périphérie et 1 500 à 2 000 francs, ou même 5 000 francs dans les centres. En région parisienne, la fourchette va de 300 à plus de 10 000 francs le m². La charge foncière, c'est-à-dire le coût du terrain par rapport au nombre de mètres carrés de bureaux réalisés, varie en province de 250 francs à 1 500 francs le m². Mais, en région parisienne, elle oscille entre 700 francs et 5 000 francs. Quant au prix des bureaux eux-mêmes, la plus grande partie des programmes loués en province est inférieure à 300 francs par mètre carré et par an. Le plafond ne dépasse guère 450 francs dans le centre de Lyon, par exemple, alors qu'il est de 1 300 francs aux Champs-Élysées.

Redoubler de vigilance pour freiner la croissance désordonnée des bureaux en région parisienne apparaît donc toujours nécessaire, pour des raisons économiques mais aussi pour un meilleur aménagement du territoire. — F. Gr.

A PROPOS DE...

Le protectionnisme aérien des États-Unis

VOLEZ AMÉRICAIN...

L'Association des compagnies aériennes européennes, réunie récemment à Bruxelles, s'inquiète des mesures protectionnistes que pourrait prendre le gouvernement américain pour tenter de redresser la situation financière de Panam, à laquelle il a refusé une subvention mensuelle de 10,2 millions de dollars.

Les compagnies européennes n'ont pas l'intention de payer pour Panam. Plutôt que de verser à celle-ci de l'argent liquide dont on ne sait si elle ferait bon usage, le gouvernement fédéral préfère, en effet, « améliorer le climat de la concurrence », c'est-à-dire inciter les autochtones à « voler américain », en clair mener la vie plus dure aux transporteurs étrangers qui exploitent le réseau de l'Atlantique nord.

Outre-Atlantique, les transporteurs ont été priés de donner la préférence aux avions-cargos des compagnies américaines ; les dix mille agents de voyages ont été invités à remplir en priorité les appareils des transporteurs nationaux. Le comité de soutien à Panam, qui groupe les différents ministères intéressés et le Bureau de l'aéronautique civile (CAB), vient d'établir un programme de redressement en sept points qui devrait, d'ici à la fin de 1975, procurer à Panam un supplément de recettes de 150 millions de dollars.

Le Sénat a récemment adopté un projet de loi qui autorise le secrétaire aux transports à taxer sévèrement les compagnies étrangères dont les gouvernements imposent des droits d'atterrissage exorbitants aux appareils américains. La compagnie australienne Qantas Airlines paye 175 dollars pour poser un Boeing-747 à Los Angeles, tandis que Panam règle 4 200 dollars pour utiliser la piste de Sydney. Ce sont, notamment, ces « anomalies » que le gouvernement fédéral voudrait corriger.

Les compagnies européennes s'inquiètent de voir les autorités américaines prendre des mesures protectionnistes pour sortir de l'impasse. « Nous défendons coûte que coûte le principe de la libre concurrence, aucune décision de nature nationaliste ne doit influencer le choix des passagers », disent-elles. Il y a, à leur avis, d'autres perspectives possibles : par exemple, revoir la structure et le niveau des tarifs, réduire le nombre des sièges en excédent sur l'Atlantique nord. A toutes fins utiles, elles rappellent que, l'an dernier, elles ont dépensé, outre-Atlantique, 3,6 milliards de dollars en équipements aéronautiques, qu'elles ont donc contribué à l'expansion d'un secteur d'activité qui emploie un million de personnes. Ce rappel vaut avertissement.

JACQUES DE BARRIN.

Aménagement du territoire

CONTRATS SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL. — Inaugurant les travaux du XXIII^e Congrès du conseil national des économistes régionaux, jeudi 24 octobre à Nantes, M. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a annoncé que la DATAR préparait, avec des entreprises industrielles ou des sociétés du secteur tertiaire, des « contrats d'amélioration des conditions de travail ».

« Ces contrats visent à aller plus loin que les contrats de « localisation ». Ils répondent à des critères précis de transformation ou d'amélioration des conditions de travail et reposent sur des incitations ou des aides financières qui permettront aux entreprises contractantes d'engager de nouvelles expériences en matière de « localisation », a déclaré M. Monod.

LES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX VEULENT PLUS DE POUVOIRS. — Le vingt-troisième congrès des économistes régionaux, réuni à Nantes jusqu'au dimanche 27 octobre, a deux sessions sur le thème « L'aménagement des zones sensibles ». A cette occasion, les présidents des

comités économiques et sociaux ont demandé davantage de moyens pour mener des études afin de faire contre-poids à la mission régionale aux mains de l'administration. — (Corresp.)

Circulation

PRIORITÉ AUX AUTOBUS LYONNAIS. — M. de l'étude en mai 1971, le plan général de circulation de la ville de Lyon est maintenant entré en vigueur dans sa quasi-totalité : 20 nouveaux kilomètres de couloirs à contre-sens réservés aux autobus et aux trolleybus ont été ajoutés aux 8,5 kilomètres existants. D'autre part, trois cents voies nouvelles sont mises en sens unique. — (Corresp.)

District parisien

SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DE PARIS. — Le Conseil de Paris est convoqué en session ordinaire le 12 novembre et la session durera jusqu'au 20 décembre, indique un arrêté du préfet de Paris, M. Jean Verdier. Cette session, essentiellement consacrée aux débats sur le budget de la Ville, sera suivie aux deux sessions extraordinaires sur l'aménagement des Halles et la réforme du statut de Paris.

Émulation...

Avant le vingt et unième congrès extraordinaire du P.C.F., M. Jean Marzane, nouveau de l'ancien ministre et ancien sénateur Georges Marrane, qui fut candidat du P.C.F. contre le général de Gaulle lors de l'élection présidentielle de décembre 1968, s'est est pris, dans l'humanité du 21 octobre, sans le citer, à M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S. et président de la commission de la défense au sein de ce parti.

Parlant de la nécessité « d'ouvrir pour que l'armée française soit de défense nationale » et dénonçant « le refus idéologique où souvent les images d'Épinal de la grande bourgeoisie se mêlent aux élucubrations des gauchistes », M. Jean Marzane écrit notamment : « Cela compte aussi d'ailleurs parmi les questions où se présente l'émulation entre le parti communiste et le parti socialiste, dont certains dirigeants semblent ne pas hésiter à utiliser l'anticonformisme parmi des militaires d'active et de réserve. »

L'émulation dont parle M. Marzane est celle qui oppose deux partis de l'opposition dans leur tentative de s'attirer les bonnes grâces des militaires de carrière et de réserve. M. Jean Marzane est le secrétaire général de la Fédération des officiers et sous-officiers de réserve républicains et M. Charles Hernu, depuis avril dernier, le Con-

vention des cadres de réserve pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste, qui groupe la Convention des officiers de réserve pour l'armée nouvelle et la Convention des sous-officiers de réserve pour l'armée nouvelle. Ces deux organismes confédérés, à la recherche de militants ou simplement d'une clientèle de sympathisants parmi les cadres d'active, sont tout naturellement entrés en compétition. Les déclarations de M. Hernu sur l'armement nucléaire et la proximité du premier congrès annuel des Conventions pour l'armée nouvelle ont accentué cette rivalité récente.

Dès la création de la Convention des officiers de réserve pour l'armée nouvelle, son président, le général Jean Becam, a annoncé qu'il voulait réunir des cadres qui « n'adhèrent pas pas à la Fédération des officiers et sous-officiers de réserve républicains parce qu'ils n'étaient pas communistes ». De son côté, la Fédération s'est toujours démenée d'avoir une direction politique quelconque. Et il est vrai que son comité d'honneur rassemble des hommes aussi différents que MM. Pierre Villon, député communiste de l'Ailier, Henri Caillaud, sénateur (radical de gauche) du Lot-et-Garonne, et... François Mitterrand, premier secrétaire du P.S.

JACQUES TSNARD.

Signature de « l'appel des cadres » et autres documents publiés au mois d'août par le Nouvel Observateur, dans laquelle il expliquait les raisons qui l'avaient poussé à adhérer à la pétition collective des cadres militaires, un brigadier (caporal) du 30^e régiment de dragons, stationné au camp du Valdahon, dans le Doubs, M. Christian Charles, vient d'être cassé de son grade et vu de trente jours d'arrêt de rigueur.

Deux des douze inconnus qui ont récemment fondé « la première insurrection collective internationale » (Le Monde du 3 octobre) ont été arrêtés et incarcérés dans leurs pays respectifs. Il s'agit de MM. Dalmazio Bertin, écroué à Bergamo (Italie), et Ulrich Wildberger, emprisonné à Winterthur (Suisse).

LETTRES

PROCÈS A BALE

Mille francs suisses pour deux poèmes

Judi 24 octobre, s'est déroulé devant le tribunal pénal de Bâle-Ville le procès du poète Frank Geerk, vingt-huit ans, accusé d'« atteinte à la liberté de croyance et de culte » pour avoir publié deux poèmes dans des revues à tirage limité (Le Monde du 19 octobre).

Le procureur Gaston Farine accuse Geerk d'avoir utilisé dans ses poèmes des images propres à blesser les sentiments religieux des Suisses, qui déclarent, à 97 %, appartenir à la religion catholique ou protestante. Heinrich Hei, prix Nobel de littérature, affirme en revanche, dans un témoignage écrit, qu'en imaginant le Christ crucifié sur le pont d'une autoroute Geerk avait transposé le mythe dans son époque, à la manière des peintres Mathias Grünewald ou Otto Dix.

Mais pourquoi, demande en substance le procureur, le poète n'a-t-il pas présenté ses œuvres avec une introduction et une conclusion qui en expliquent le sens ? Parce que, répondit Geerk, une œuvre d'art n'est pas un discours analytique qui place

le public à distance, mais une proposition libre qui doit établir des rapports immédiats avec le lecteur. Andreas Gerswiler, conseiller national, n'est aucune peine à démontrer la vanité de l'accusation, et le tribunal parut lui donner raison en ne frappant pas Frank Geerk d'une amende, mais l'accusé fut condamné aux frais de la cause, qui se monteront à environ 1 000 F suisses.

Ce jugement a provoqué déjà de très vives réactions. « Nous savons maintenant, disait un journaliste à la sortie de l'audience, ce qu'il nous en coûte de vouloir parler d'autre chose que du ciel de lune sur les Alpes. 1 000 francs, c'est beaucoup pour un jeune poète, mais le tribunal a surtout démontré qu'il fallait bon marché de la liberté d'expression. »

FRANCK JOTTERAND.

LE GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE A KLÉBER HAEDELS

L'Académie française a décerné, jeudi 24 octobre, son Grand Prix du roman 1974 à Kléber Haedens pour « Adios » (Grasset).

Adios a été un des grands succès du printemps dernier. Le critique littéraire de France-Soir, prix Interludé pour 1974, finit sous les applaudissements et se maintient plaignant et ému les adieux d'un double de lui-même à une femme aimée et à l'adolescence.

De Dalar aux collages d'antiquaire et au Langue doc, l'auteur sillonne des souvenirs pleins de douceur et d'humour. La passion du rugby de l'amitié et des choses de la vie s'exprime dans une langue drue, suggestive, complaisante. Son éducation sentimentale aux ardoises et aux poudres fraternelles se savoure à la façon d'un « débordement » de 1945-quarta, comme Haedens le dit d'un bon vin. (Voir l'article de E. Poirot-Delpech dans Le Monde du 5 avril 1974.)

(Né en 1913 dans la Manche, Kléber Haedens a passé sa petite enfance en Afrique, où son père était officier d'administration. Après des études commerciales à Bordeaux et un premier roman en 1957 (L'École des parents), il s'est partagé entre la journaliste littéraire et le reportage sportif à Paris-Press, au Nouvel Observateur puis à France-Soir. Outre des essais — Histoire de la littérature française (1973), Gérard de Nerval (1959) et Paradis du roman (1964) — il a publié de nombreux romans, dont Salut au Kentucky (1967), Adios à la rose (1968) et L'été finit sous les tilleuls (1969).)

PRESSE

Le Syndicat national des journalistes (S.N.J.) organise le samedi 26 octobre, 15, rue de Milan à Paris-8^e, de 10 heures à 13 heures, une assemblée d'information ouverte à tous les journalistes qui portera sur la nouvelle loi du 4 juillet, son application, ses implications.

A la Caisse nationale de prévoyance et de retraite des cadres de la presse, M. Marcel Roels, chef des informations générales au Parisien libéré, ancien président du S.N.J., a été élu président en remplacement de M. Désiré Goddard, administrateur général adjoint de la F.S.P. (groupe France-soir), qui a été nommé président d'honneur.

Recevoir tous les jours des informations et de la documentation sur la PRESSE et sur la Publication. Il vous suffit d'être abonné à l'édition quotidienne de « l'écho de la presse » et de la « Tribune ». Service gratuit d'essai de 15 jours sur simple demande. 18, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, 75001 PARIS.

1900 F/mois

Vous pouvez devenir propriétaire

(exemple, modèle Astrée 140 m² : 5-6 pièces + bureau + garage)

Actuellement combien dépensez-vous pour louer votre appartement ?

grâce à un crédit à moins de 9%.

Téléphonez au 742.68.15 ou 265.13.86 ou faites-nous parvenir votre carte de visite. Maisons Bâtir, 43, boulevard Maeshherbes Paris 8^e nous prendrons rendez-vous.

Avec apport personnel minimum



PALU
SPORTS
vêtements de chasse
11, rue de Mirabeau 75008 Paris
Tél. 285.25.57

UNESCO

LE VOTE DU BUDGET DE L'ORGANISATION

Un consensus chargé de menaces

En faisant adopter, le mercredi 23 octobre, par la conférence générale de l'UNESCO la somme de 169 992 000 dollars (près de 816 millions de francs, le taux de change prévu étant de 4,80 F le dollar) comme « plafond » de dépenses de l'Organisation pour 1975 et 1976, par 109 voix et 10 abstentions, M. René Maheu, l'ém-

gigique et irascible directeur général, a remporté une dernière victoire. Seule l'U.R.S.S., suivie par les pays socialistes d'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie, et la France, flangée de Monaco, ont maintenu leurs réserves, les États-Unis se joignant, en extrême, au chœur des approbations (les pays du tiers-monde et

la Chine). M. Maheu a ainsi offert une sorte de « cadeau » à son successeur présumé, M. Amadou Mahtar Mbow (Sénégal). Le « plafond » adopté est supérieur de 25,4 % aux crédits votés pour les deux années précédentes, mais ne permettra qu'un accroissement de 3 % des activités de l'UNESCO.

Depuis plus d'une décennie, la négociation du budget de l'UNESCO est une pièce qui se joue à au moins trois personnages : les pays du tiers-monde, les grandes puissances industrielles et le directeur général de l'Organisation. Les premiers, principaux bénéficiaires des programmes de l'UNESCO (particulièrement en matière d'éducation), souhaitent un accroissement de ses activités.

Les seconds, qui fournissent le plus clair des ressources — États-Unis plus de 25 % en 1974 ; U.R.S.S. 19,25 % ; République fédérale d'Allemagne 6,8 % ; France 5,8 % ; Royaume-Uni 5,5 % en particulier, — jouent les censeurs. Ils critiquent les

dépenses de l'organisation qu'ils jugent « excessives » ; ils souhaitent une administration moins lourde et moins coûteuse (personnel, frais de mission, etc.) et des programmes plus sélectifs. Cette fois-ci, le rôle de « vilain » a été assumé par les représentants de la France et de la Pologne. Le délégué français a souhaité « une réflexion critique sur les moyens mis en œuvre » et souhaité une révision de la politique du personnel, responsable de la plus grande

partie de l'accroissement des dépenses. Le délégué polonais a estimé que l'augmentation du budget imposait de trop lourdes charges aux pays socialistes et à ceux du tiers-monde, alors qu'elle résultait de « la crise économique des pays capitalistes occidentaux », et il a demandé que l'accroissement du budget soit proportionnel à celui du revenu moyen des États membres.

Assurance de non-agression

Les propositions de M. Maheu sont généralement celles des pays sous-développés. Mais il a toujours su obtenir une assurance de « non-agression » de la part des « gros payeurs » — même s'ils votaient contre le budget — en tenant compte de certains de leurs desiderata (par exemple, les Soviétiques soutiennent toujours les programmes en faveur de « la paix »). Le directeur général a tenu une délicate balance entre les demandes et les ressources possibles.

Cette politique réaliste n'a pas eu que des avantages. Les diverses

demandes contredisaient les efforts menés par l'UNESCO elle-même pour « concorder » ses objectifs. En outre, chaque action de l'organisation a tendance à « persévérer dans son être », ce qui contribue à un éparpillement des programmes.

Aux éléments financiers de l'intrigue s'ajoutent traditionnellement des préoccupations politiques. Les pays du tiers-monde — et M. Maheu a plusieurs fois repris le même raisonnement — estiment que les critiques des « gros payeurs » tendent à « le soul de diminuer l'extension des activités des orga-

nisations intergouvernementales, où nous sommes tous égaux, au profit de la coopération bilatérale, où, malgré les bons sentiments, il y a toujours inégalité », comme le disait le délégué algérien au conseil exécutif. Ce sentiment est justifié : le budget total de l'UNESCO ne pèse que modérément sur les finances des pays industrialisés. Par exemple, il ne représente qu'un quarantième du budget français de l'éducation (à peine 0,5 % du budget global français), et la contribution française correspond à un peu plus d'un milliardième de ce budget.

La spectaculaire retournement final des États-Unis, qui avaient été, il y a quelques semaines, parmi les censeurs les plus sévères du budget de l'UNESCO, paraît dû au désir de rétablir une popularité déclinante

dans l'organisation internationale et a été présenté comme un acte de confiance au futur directeur général. Leur attitude suffisait à confirmer l'U.R.S.S. et les pays socialistes dans leur opposition.

Depuis, la crise économique a modifié sur plusieurs points le scénario. L'inflation et les fluctuations du dollar, qui avaient déjà entraîné un déficit de l'UNESCO l'an dernier, ont rendu nécessaire une réévaluation de plus de 12 % des prévisions budgétaires entre février et octobre. Mais, conscient des difficultés de faire accepter une augmentation de près de 30 % des crédits, le conseil exécutif a tenté une compromisse au début de ce mois, en réduisant de 4 992 000 dollars le budget proposé, pour le ramener à 169 992 000 dollars.

L'effet de la crise économique

Cette transaction, « acceptée » par M. René Maheu, a eu deux conséquences. Elle a, d'une part, rompu le « front » des pays industrialisés ; le délégué britannique avait approuvé le chiffre proposé, ce qui a sûrement pesé dans la décision finale de plusieurs pays occidentaux (notamment l'Allemagne fédérale et le groupe scandinave). Mais plusieurs États du tiers-monde se sont joints aux pays industrialisés pour demander des économies à l'UNESCO : « Je ne voudrais pas que seule les pays développés parlent d'économies. Nous avons le même souci », déclarait le délégué du Dahomey à la conférence générale.

La « cadeau » offert au nouveau directeur général (le terme, employé par le représentant du Togo, a été repris par plusieurs délégués) paraît, sinon amoindri, du moins de valeur méfais. Comment se feront les réductions par rapport aux prévisions

initiales ? Les pays sous-développés espèrent que les actions « sur le terrain » seront touchées le moins possible. Les pays industrialisés attendent que soient dégagées des « priorités », donc des choix entre les programmes. La « confiance » manifestée au futur directeur général recouvre des espérances diverses : le tiers-monde souhaite une expansion des activités de l'UNESCO, les grandes puissances un certain contrôle de celles-ci, et un « réajustement » des contributions. Que demandera chacun en échange de son « esprit de conciliation » ? « Nous aurons pu faire passer le poids de notre nombre en faveur de nos intérêts », avertissait le délégué uruguayen au conseil exécutif. Le consensus célébré au moment du vote paraît chargé d'autant de menaces que de promesses.

GUY HERZLICH.

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

Visez juste!

Plus on s'approche de Paris, plus les prix de location de bureaux sont chers. Plus on s'éloigne de Paris, plus il est difficile de s'y rendre. Les distances croissent et les moyens de communication ne suivent pas toujours le développement des centres d'activités.

Un juste équilibre entre le prix et les facilités de transport est donc le point d'impact idéal qu'il faut chercher à atteindre.

Le Mackenzie Building Créteil, un immeuble de bureaux de 8 étages livrable en 1975, se loue trois fois moins cher qu'à Paris. Le métro (ligne n°8) s'arrête à ses pieds. Des bus, des trains, des routes desservent la banlieue alentour. Ses occupants apprécieront l'infrastructure de l'immeuble : restaurant d'entreprise, parkings, ascenseurs, téléphones.

Mackenzie Building Créteil • 12000 m2 de bureaux à louer au cœur du Nouveau Créteil.

Hampton & Sons
225 5035

AUGUSTE-THOIAUD
265 0530

Mackenzie H.M. S.A.
Investisseur-Réalisateur Immobilier International 19 rue De La Tour 75004 Paris

M. René Haby : faire cesser l'engouement pour les études

« Réévaluer l'éducation » en tenant compte davantage des besoins de la société, c'est ce que M. René Haby, ministre français de l'Éducation, a proposé devant la conférence générale de l'UNESCO. M. Haby s'est inquiété des « déséquilibres » et des « distorsions sociales » qu'a parfois provoqués l'éducation, « instrument indispensable de vie et de développement » et « droit politique imprescriptible ».

« Trop fréquemment », a dit le ministre, les hommes ont été déracinés, déplacés par l'éducation qu'ils avaient reçue. Dans le même moment, une coupure s'opère entre le monde des « éduqués », dotés d'un savoir général, et le monde des travailleurs, comme s'ils ne parlaient pas la même langue. (...) Le contremaître et l'ouvrier sont aussi indépendants à la vie d'une action que le professeur de faculté, a-t-il ajouté. Nous devons le faire comprendre pour que cesse cet engouement de tant d'étudiants pour des études dont le véritable attrait est pour eux un vain prestige social qui s'efface vite.

Sur le plan international, soulignant la nécessité de s'appuyer sur « l'originalité authentique de chaque nation », le ministre de l'Éducation a estimé qu'il fallait « désestimer les stratégies non sensées, les « dépenses-éclatées » et culturelles, mais aussi les dépenses de « besoins vitaux ». La culture, non plus, ne peut être imposée, elle se fonde sur le patrimoine spécifique d'un peuple, elle doit être l'élément privilégié de l'évolution d'une société ».

En ce qui concerne la conférence de l'UNESCO, M. Haby a jugé nécessaire de fixer « les lignes directrices d'une politique générale pour le programme à moyen terme. Dans le cadre qu'elles traceront, le directeur général sera en mesure de définir et présenter à la prochaine session un plan de six ans. A sa dix-neuvième session, la conférence générale pourra alors fixer des priorités non plus seulement en termes de moyens financiers, mais en tenant compte des conditions réelles de réalisation, en prévoyant les effets de nos actions ainsi que les étapes et leur déroulement ».

Par ailleurs, M. Moersch, secrétaire d'État aux affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, a annoncé que son gouvernement comptait accorder une subvention de 5 millions de marks à l'Institut international de planification de l'UNESCO et une contribution de 1 million à la campagne de « sauvegarde de Mohenjo-Daro, au Pakistan, si le Bangladesh, donnait son accord.

● **ERRATUM.** — Dans le numéro du 24 octobre, une « coquille » nous a fait écrire que M. René Maheu, directeur général de l'UNESCO, s'était rendu « de la contribution de cette organisation à la défense en Europe ». Il fallait lire « de sa contribution à la défense en Europe ».

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
71, rue de Valenciennes 12250 LA GARENNE

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
71, rue de Valenciennes 12250 LA GARENNE

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
71, rue de Valenciennes 12250 LA GARENNE

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
71, rue de Valenciennes 12250 LA GARENNE

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
71, rue de Valenciennes 12250 LA GARENNE

PIANOS ORGUES CLAVECINS
piano center
242.26.30
71, rue de Valenciennes 12250 LA GARENNE

Amateurs, collectionneurs, derniers jours !
Jusqu'au dimanche 27 octobre inclus, de 9 heures à 21 heures
Hôtel Concorde-Lafayette, 3, place de la Porte-des-Ternes (17^e)
SALON BLEU

le festival des ivoires et pierres dures de Chine (sculptés)
Multitude de couleurs et de matières : jade, corail, malachite, turquoise...
EXPERTISES BÉNÉVOLES À NOS VISITEURS - ENTRÉE LIBRE

مكتبة الامم المتحدة

Vous v

Il y a deu

CARNET A L'HOTEL DROUOT

Samedi

EXPOSITIONS
de 11 h. à 18 h.

S. 1. - Meubles. Objets d'art du 18^e siècle, estampilles, tapisseries, tapis. Mme Lacoste, M^{me} Ador, Picard, Talan. S. 2. - Objets 1900-1925. Manuscrits, bijoux. Très beau manteau de panthère. Mme. Bourgeois, Mme Vidal-Mégret, M^{me} Ogier. S. 3. - Bons meubles. S.C.P. Laurin, Goullou, Puffelberg. S. 4. - Tabl. B. J. Pour. M^{me} le Blanc. S. 5. - Bel ameublement de style. M^{me} Roud et Claude Soudier. S. 6. - Livres illustrés modernes. Mme Vidal-Mégret, M^{me} Ogier. S. 7. - Très important ensemble de monnaies grecques, romaines, galloises, françaises, étrangères. M. Soury, M^{me} Ador, Picard, Talan. S. 8. - Tableaux modernes et anciens. Argent. Objets d'art et d'ameublement. S. 9. - Meubles anciens. M^{me} de Knyff, Marumo, Canet, M^{me} Lamée. S. 10. - De meubles. M^{me} Pascheau.

Bienfaisance

Un Centre d'information, de documentation et d'orientation des volontaires a été créé à Paris sous l'égide d'une trentaine d'associations employant des milliers de bénévoles de toute origine. La mise en place de ce bureau aura lieu courant novembre. Pour tous renseignements : Association pour le volontariat d'Europe, 103, boulevard Saint-Honoré, Paris-8.

L'Association arménienne d'aide sociale organise, sous le haut patronage de Mme Simone Weil, ministre de la Santé, une soirée dansante au profit de sa caisse de secours, le dimanche 27 h. 18 h. 30 à minuit, dans les salons de l'hôtel George-V, 31, avenue George-V, à Paris (8^e).

Soutenances de thèses

Mardi 29 octobre, à 14 h. 15, université René-Descartes (Paris-V), salle Louis-Lard, M. Yves Delamotte : « Le traitement d'un petit groupe de travailleurs dans la théorie et la pratique de l'administration des entreprises » (soutenance sur un ensemble de travaux).

Vendredi 15 novembre, à 15 h., université de Paris-X - Nanterre, salle C. 20, M. Jean Verdon : « La femme dans la société en France aux X^e et XI^e siècles ».

Visites et conférences

SAMEDI 26 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. - Calvados : 15 h., 15, place des Vosges, Mme Caray : « Hôtel de Chauliotes et la place Royale ». - 15 h. 30, rue d'Ulm, M. Thierry : « Stages dans le croquis ». - 16 h. 30, rue de Valenciennes, M. Lamy : « Les synagogues du vieux quartier juif de Paris ». - 17 h. 30, rue de Valenciennes, M. Lamy : « Les synagogues du vieux quartier juif de Paris ». - 18 h. 30, rue de Valenciennes, M. Lamy : « Les synagogues du vieux quartier juif de Paris ». - 19 h. 30, rue de Valenciennes, M. Lamy : « Les synagogues du vieux quartier juif de Paris ».

CONFÉRENCES. - 15 h., Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, M. Claude Magnan : « La mécanique ondulatoire ». - 17 h. 30, salle Pleyel, 232, rue du Faubourg-Saint-Honoré, M. Marcel Talbot : « Marrakech, ville impériale ». - 19 h., Palais de la découverte, 9 bis, avenue d'Iéna : « Cratères au fil de l'histoire sur le VII^e dans l'Égypte des pharaons ». (A la découverte du monde). - 21 h. 15, rue des Quatre-Vents : « Matière et libération » (École internationale de la Rose-Croix d'or).

DIMANCHE 27 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. - Calvados : 15 h., grille d'honneur, place du Palais-Royal, Mme Caray : « Les salons du Conseil d'Etat au Palais-Royal ». - 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Dètres : « Hôtel de Sully et exposition instruments de musique au dix-septième siècle ». - 15 h. 30, boulevard de Port-Royal, M. Yves Delamotte : « Port-Royal de Paris ». - 15 h. 30, entrée de l'église, Mme Vermeersch : « La paroisse Saint-Sulpice ». - 15 h. 30 et 16 h. 30, hall gauche, côté parc, Mme Langlois : « Le château de Maisons-Laffitte ».

Naissances

M. et Mme Michel Rosenholz et Patricia annoncent avec joie la naissance d'Alexandre-Thomas. Le 20 octobre 1974.

Fiançailles

Mme C. Dehassay, M. Guy Delorme Lelièvre, ont le plaisir d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Pascale et Martin, 51, avenue des Terres, 75017 Paris. 3, rue Raoul-Nordling, 92200 Neuilly.

Mariages

M. et Mme Louis - François Duvan-Lapardère, M. et Mme André de Gouvenain, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Françoise et Thierry, qui a été célébré dans l'intimité à Vernon, le 18 octobre 1974, 4, avenue du Stade-de-Coubertin, 91100 Boulogne.

Décès

Mlle Henriette Dubois, M. et Mme Jacques Dubois, Zélie et leur fille Catherine, ont le plaisir de faire part du décès de Mme Louis DUBOIS, née Denise Zélie, épouse du vice-amiral, rappelée à Dieu le 24 juillet, dans sa quatre-vingt-onzième année. Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly. Cet avis tient lieu de faire-part. 23, rue de l'Église, 92200 Neuilly. 55, rue Christian-Gilbert, 92600 Annemasse.

Mme veuve Marzaut, M. et Mme Marzaut et leur fils, M. Maxime Marzaut, ont le plaisir de faire part du décès de Mlle Raymond MARSAULT, leur fille, sœur, belle-sœur, tante, survenue le 18 octobre 1974, à l'âge de cinquante et un ans. Regrets. Le service est demandé à l'inhumation ou en lieu à Frouville-la-Ville (Indre) le 23 octobre 1974. Mme Marzaut, 28, rue Soussingault, 75013 Paris.

Mme Marcel Picard, M. et Mme Marcel Picard et leurs enfants, M. et Mme André Couraud et leurs fils, ont le plaisir de faire part du décès de M. Marcel PICARD, chevalier de la Légion d'honneur, président du groupement Ile-de-France de la Chambre syndicale du dépannage, président-directeur général du Consortium Bondeau, survenue à Paris le 22 octobre 1974, à l'âge de soixante-dix ans. Les obsèques auront lieu le lundi 28 octobre, à 10 h. 30, en l'église

Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e. L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière du Sébastien. M. et Mme Jean-Paul Villepelet et leurs enfants, M. et Mme François Villepelet et leurs enfants, M. et Mme Jacques Villepelet et leurs enfants, M. et Mme Albert Charbonnier et leurs enfants, Mme Charles Desseigne et ses enfants, Les familles Jullie et Marchal, ont la douleur de faire part du décès de M. Paul VILLEPELET, officier de la Légion d'honneur, légionnaire en chef du génie maritime (G.R.), ancien directeur général des Forges et Chantiers de la Gironde, au collège Reclus-Saint-Léon, survenu brusquement le 23 octobre 1974, à l'âge de soixante-dix-sept ans. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Pregny (33) le lundi 28 octobre, à 10 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille. Cet avis tient lieu de faire-part. Une messe sera célébrée ultérieurement à son intention en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, sa paroisse, 155, boulevard de la Reine, 78000 Versailles.

M. et Mme Victor-Bart, 78000 Versailles, 16, rue Lamartine, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

Remerciements

Dans l'impossibilité actuelle d'exprimer individuellement leur gratitude à chacun, Mme Henri Larrive, son épouse : M. et Mme Franck Subert, M. et Mme Jean-Jacques Larrive, ses enfants, Et toute la famille, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Henri LARRIVE, prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Le 25 octobre 1944, il y a aujourd'hui trente ans, M. Robert BOULOCHE mourut au camp de concentration de Ravensbrück. Quelques mois plus tard mouraient comme elle pour la France son fils Robert BOULOCHE, inspecteur des finances, au camp d'Alger, puis son mari Jacques BOULOCHE, directeur des routes, au camp de Buchenwald. Une pensée est demandée à ceux qui les ont connus et aimés.

In memoriam Hippolyte COMPIN, 28 octobre 1964.

Messes anniversaires

Pour le septième anniversaire du décès de M. VLASTO, une messe sera célébrée le lundi 28 octobre, à 18 h. 30, en la cathédrale russe, 12, rue Daru.

CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME

Grand Palais
TOUS LES JOURS, SAUF MARDI, DE 10 H. A 20 H.
DE 10 H A 22 H. LES MERCREDI ET VENDREDI
**MOINDRE AFFLUENCE
APRÈS 17 H 30**

Vous voulez habiter le France ? ... Ou là ?

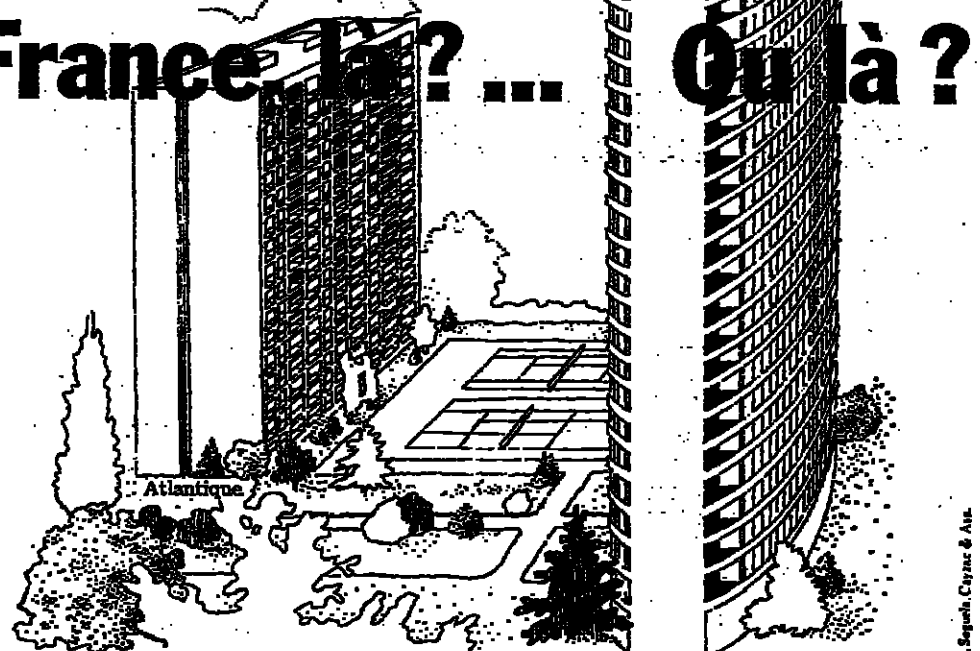
Là, c'est le France, "La Tour Blanche", impérieusement belle. A ses pieds, la Seine, le Bois de Boulogne. Traversez le Pont de Neuilly. Elle est à gauche. C'est elle. 2, 4 et 5 pièces encore disponibles. Venez la découvrir de l'intérieur.

Là, c'est le France. Aussi. "Atlantique", 3, 4 et 6 pièces, livrables immédiatement. Un immeuble de conception plus traditionnelle, résolument tourné vers la perfection et la qualité de vie : galeries, boutiques, restaurant, pub, cinémas. Entrez. Devant vous la Seine, les courts de tennis ou les jardins.

Là et là, c'est le France. Vous voulez y habiter. Vous pouvez encore choisir : du 2 au 6 pièces. Appartements modèles ouverts tous les jours de 10 à 12 h et de 14 à 19 h. 46, quai National - 92800 Puteaux - Tél. : 776.03.42

Il y a deux façons d'habiter le France.

Prêts par le Comptoir des Entrepreneurs.



Nom : _____ Prof. : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
15, bd de Vaugirard 75015 Paris



Decouvrez le Monde avec
KUONI
12, bd des Capucines - 75009 Paris
33, bd Malesherbes - 75008 Paris

SONA
LA MAISON DE L'INDE
Actuellement
Exposition Décor de la Maison
Tissus d'ameublement, nappes,
vaisselle traditionnelle en
métal argenté et pierre de Gaya,
dessus-de-lit, coussins...

400 rue Saint-Honoré - 260-36-13
Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

NEUILLY - s. - SEINE
Salle de vente de Reule
150, av. du Boule, Neuilly-s-Seine
M^{me} Font-de-Neuilly - 854-55-88
VENTE DE GRÈ A GRÈ
Samedi, dimanche et lundi
10 à 12 h 30 - 15 à 19 h 30
TAPIS D'ORIENT
et CHINOIS
IVOIRES et PIERRES DURES
D'EXTRÊME-ORIENT
(Marchés avec certificats d'origine)
Achat tapis, tapisseries
et meubles anciens

meubles d'art et
rustiques
tapis et moquette
Boulogne - Neuilly
au mont st-michel
101 rue d'Orléans angle rue d'Alsace
Paris 8^e - Métro Saint-Michel
tél 543 08 59

"Huntsman"
un tissu d'homme
LES TISSUS
Santal
CHEZ TOUS LES HABILLEURS DE QUALITÉ

PRIX DÉFINITIFS.
L'Indian Tonic de SCHWEPPE
est à l'orange amère. Et pour ceux
qui préfèrent le citron ?
Bitter Lemon, l'autre SCHWEPPE

RADIO-TÉLÉVISION

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PERSONNELS D'EUROPE 1

« Une décision manifestement politique »

La manière dont M. Maurice Siegel, directeur général d'Europe 1, vient d'être relevé de ses fonctions par le conseil de gérance de la station soulève une vive et unanime émotion parmi le personnel.

Une délégation du comité d'entreprise qui avait demandé à être reçue jeudi après-midi par le conseil de gérance — composé de MM. Floirat, président, Lagardère et Baudouin — s'est entendue confirmer la décision prise lundi dernier (le Monde du 25 octobre).

Un hommage à leur esprit critique

Jeudi, en fin d'après-midi, les sections de journalistes S.N.J. et S.J.P. (C.F.D.T.) d'Europe 1, dans un communiqué commun, « protestent contre les appréciations portées sur leur travail par M. Denis Baudouin ». (...) « Ils considèrent en revanche que le ton « persifleur » qui leur est reproché constitue en fait un hommage à leur esprit critique et à leur liberté d'appréciation de l'information ».

REPRISE EN MAIN DE L'AUDIO-VISUEL

(Suite de la première page.)

Cependant, on ne lui a pas trouvé de successeurs. M. Baudouin affirme que ce serait quelqu'un de la « maison ». M. Jean Gorini, le numéro deux de la rue François-1^{er}, a été pressenti, mais il est réticent.

Comment, dans ces conditions, ne pas être tenté de pratiquer l'amalgame et le rapprochement abusif ? Comment oublier que la réussite d'Europe 1, modèle de gestion capitaliste et libérale, où les hommes des programmes et de l'information avaient gagné une certaine liberté d'action et de parole en se transformant en hommes-sandwich de la publicité commerciale, avait été donné en modèle par les adversaires de la structure monopolistique d'Etat de l'O.R.T.F., avant sa disparition ? Comment ignorer maintenant les rumeurs qui entourent les nouvelles présidences de l'appareil national de radio-télévision, où les menaces de démission se multiplient ? Les nouveaux P.-D.G. se rendraient-ils compte, paraît-il, que le pouvoir n'est pas entre leurs mains, mais entre celles des directeurs administratifs qu'ils ont « choisis » et

M. Baudouin aurait, selon les délégués, précisé avoir fait part à M. Siegel, pour le stigmatiser, du ton persifleur et relâché de la station. En revanche, il se serait trouvé d'accord avec M. Lagardère pour préciser l'absence de tout autre bouleversement. Une proposition d'intérim s'aurait été faite, ont-ils expliqué, à M. Jean Gorini, directeur général adjoint. En cas de refus de sa part, la même proposition serait faite à M. Georges Leroy, Et, à la limite, le poste de directeur général pourrait être laissé vacant.

Dans la soirée, une assemblée générale des personnels se tenait rue François-1^{er}. La nombreuse assistance manifestait le choc produit par la « nouvelle » et la chaleur des liens qui unissent les participants à leur directeur général.

Mais, à l'issue d'un long débat, la fermeté des résolutions ne devait pas être, pour certains, exactement à la mesure de l'émotion soulevée.

Le texte final déclare :

« Tous les personnels d'Europe 1 (...) s'indignent et s'inquiètent des propos tenus par M. Denis Baudouin, président-directeur général de la SOFIRAD, propos mettant en cause la rigueur de l'information et des programmes de la station. Ils considèrent que la décision de mettre fin aux fonctions de directeur général de Maurice Siegel est une décision manifestement politique. A ce titre, ils la jugent inacceptable. Tous les personnels d'Europe 1 continueront, comme par le passé, d'informer, de commenter, de discuter, selon les méthodes, les principes, le ton et le style qui ont fait la réputation et le succès de la station depuis sa création. »

Cette motion, adoptée à l'unanimité des personnels, ne préjuge pas des formes de protestation et d'action ultérieures. »

Le texte a été lu au micro d'Europe 1 au cours des bulletins d'information diffusés ce vendredi matin 25 octobre, tandis que l'édition économique de la station était consacrée aux rapports du pouvoir et de l'information.

La presse écrite s'interroge, de son côté, sur la signification du limogeage de M. Maurice Siegel de la direction générale d'Europe 1. « Renouveler les têtes, c'est une méthode très gaullienne, estime L'AUBRE. Le général de Gaulle, pour se débarrasser d'un collaborateur, invoquait souvent cette nécessité d'une « noria administrative ».

Le départ de M. Maurice Siegel est-il vraiment la conséquence d'une certaine stagnation des sondages d'écoute ou a-t-il des raisons plus politiques, bien que M. Baudouin ait contesté qu'il s'agisse d'une reprise en main d'Europe 1 ? « On demande à L'ESPRESSO. Pour L'HUMANITE, et parallèlement à la reprise en main de l'O.R.T.F., le pouvoir giscardien poursuit le resserrement de son contrôle sur l'ensemble des ondes (publiques ou non) ». François-Michel Gannot écrit, pour sa part, dans le QUOTIDIEN DE PARIS : « L'entreprise lancée contre Europe 1 n'est pas une opération soignée pour le contrôle de l'information. Il faut le rapprocher du départ de M. Simon Nora de la direction de l'Echo de Paris, et cela, bien sûr, après le démantèlement de l'O.R.T.F. Le licenciement de cinq cents journalistes de l'office. »

MARTIN EVEN.

Les grèves des 29 et 30 octobre à l'O.R.T.F.

LE SYNDICAT C.F.D.T.-F.S.U. LAISSE SES ADHÉRENTS LIBRES DE PARTICIPER AU MOUVEMENT

La C.F.D.T.-F.S.U. qui ne s'était pas encore prononcée sur la grève décidée par les autres syndicats de l'O.R.T.F. pour les 29 et 30 octobre, a déclaré qu'elle laissait à ses adhérents l'entière liberté de suivre ou de ne pas suivre le mouvement.

Les syndicats de journalistes S.N.J., F.O. et C.F.D.T. de l'O.R.T.F. appellent, dans un communiqué, « l'ensemble des journalistes pacifistes de toutes formes de presse à participer, mercredi 30 octobre, à un meeting commun portant sur la dégradation de la situation des journalistes, des entreprises de presse et du droit des citoyens à l'information ».

La réclamation française des travailleurs du livre C.G.T. (F.F.T.) et le Syndicat national des journalistes C.G.T. ont déjà fait savoir qu'ils se déclarent solidaires des travailleurs de l'O.R.T.F. Ils appellent et tous les travailleurs de l'information à exprimer leur soutien aux personnels menacés, en participant à toutes les formes d'action décidées par les organisations syndicales.

Les syndicats de journalistes de l'O.R.T.F. (S.N.J., F.O. et C.F.D.T.) et le S.N.E.T.-C.G.T. donneront une conférence de presse dans la matinée du mardi 29 octobre. Des délégués se rendront à l'Assemblée nationale dans l'après-midi. Le lendemain, mercredi 30 octobre, les journalistes de l'office devraient se réunir en assemblée générale.



HEINZ GOLDMANN sera le 2 décembre 74 à Paris pour une journée

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1975 48 conseils pour vous et vos vendeurs

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, avenue Paul-Doumer
92500 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 977-92-54

BARÈME DES BRILLANTS

POIDS	NOMBRE	BLANC NUANCÉ		LÉGÈREMENT TEINTÉ	
		Par vrs	Lég. piqué	Par vrs	Lég. piqué
1 carat,	92/10	12.500 F	7.500 F	8.500 F	4.200 F
2 carats, le carat	94/10	17.300	10.500	9.500	4.800
3 carats, le carat	96/10	22.700	13.300	12.300	5.200
4 carats, le carat	104/10	25.800	15.500	14.500	5.700
5 carats, le carat	114/10	30.000	18.000	17.000	6.200

Ce barème étant forcément incomplet, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur la cote que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET

55, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ
PARIS 14^{ème}

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - PARTAGES
PARKING ROCK MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DELANDE S.A.

Résultats consolidés du Groupe au 30 juin 1974

Les résultats consolidés du premier semestre s'élèvent à 7 131 000 F après déduction semestrielle du P.O. d'amortissement, constitution d'un provision pour impôt sur les bénéfices du semestre et constitution d'une provision pour la quote-part semestrielle de la contribution exceptionnelle de 18 % sur les bénéfices d'activités 1973.

Compte tenu de cette dernière provision, le bénéfice net du premier semestre 1974 marque une progression de 24,30 % par rapport à celui du premier semestre 1973.

Le compte d'exploitation consolidé définitif du semestre fait apparaître un chiffre d'affaires hors taxes de 155 004 000 F, en accroissement de 16 % sur celui réalisé au cours du premier semestre 1973.

ECCO

Au cours du premier semestre 1974, la société a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 100 000 000 F représentant une augmentation de 28 % par rapport à la même période de 1973.

Le résultat ressort à 9 500 000 F avant impôts sur les sociétés et participation, soit une augmentation de 18 % la provision pour créances douteuses et les amortissements ayant fait l'objet d'un calcul global. La société dispose actuellement d'un réseau de cent trente et une agences en France.

Le dernier conseil d'administration a décidé de procéder à l'augmentation du capital qui aura porté de 12 024 000 à 15 024 000 de francs par attribution d'une action gratuite pour quatre actions anciennes. Cette décision a été prise dans le cadre des pouvoirs donnés au conseil par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 1973.

SICAV GESTION SÉLECTION (FRANCE)

Au 30 septembre 1974, le capital de la société s'élevait à 24 881 700 F et l'actif net à 30 270 170,84 F, la valeur liquidative de l'action ressortant à 122,64 F.

Répartition de l'actif :
Obligations 27,32 %
Actions 18,71 %
Liquidités 53,97 %

100 %

Ouverte au public le 13 mai 1974, Gestion Sélection (France) est une société d'investissement à capital variable spécialisée dans une large mesure, dans les valeurs de sociétés françaises de moyenne importance.

un jet de la nouvelle génération :

Corvette

14 places
800 km/h



AIR ALPES
compagnie régionale du sud-est.
Aéroport
de Chambéry/Aix

Chambéry-Aix-Paris
8 vols allers et retours quotidiens
4 sont assurés par Corvette
en 55 minutes.

سكيا من الامل

NEW YORK

La baisse des cours s'est poursuivie à Wall Street pour la troisième

[illegible]

L.I.J.	16	15 2 4
Kennecott	31	31
Mobil Oil	35	35 1/4
Pfizer	27	27 1/2
Schering	98	98
Tecumseh	22	22 1/2
D.A.I. Inc.	17	17 7/8
Union Carbide	41	41 3/4
U.S. Steel	39	39 3/4
Washington	9	9 1/4
Washworth	18	18 1/4

PRE - COMPTANT			
Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
178	Ind. gén. France	183	183
33	Ind. gén. Europe	178	178
24	Carton Sm. (C)	156	156
117	Ind. gén. Etrang.	116	116
125	Ind. gén. Etrang.	126	126
89	Placem. intern.	87	86
183	Savings	90	186
689	Actions	180	176 50
154	Autos. Autom.	73	73
810	Autos. Autom.	80	80
920	Chem. (B)	318	287
131	Chem. (B)	131	131
445	(C) Centra.	196	194
770	(C) Champes.	106 50	107
548	Chem. (C)	267	267
182	Chem. (C)	75	74 10
180	(C) D. D. W.	120	120
94	Elect. (C)	120	120
770	Elect. (C)	32	31
90	Elect. (C)	48	48
90	Elect. (C)	48	48
90	Elect. (C)	289	80
80	Le Mar.	82	80
80	Le Mar.	147	144 50
81	Le Mar.	73	73
81	Le Mar.	35	35
115	Le Mar.	48	48
115	Le Mar.	29	29
115	Le Mar.	29	29

VAL 100000	%	% de	PROFIT	Cours	Dernier	PROFIT	Cours	Dernier	PROFIT	Cours	Dernier
------------	---	------	--------	-------	---------	--------	-------	---------	--------	-------	---------

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

UN JOUR DANS LE MONDE

- 22-9. LA RÉUNION DE PRESSE
DU CHEF DE L'ÉTAT**
- Les déclarations de M. Giscard d'Estaing.
 - Les réactions et les commentaires.
- 10-12. POLITIQUE**
- Le rapport de M. Marchais au congrès du P.C.F.
 - L'Assemblée nationale a adopté la première partie de la loi de finances.
- 12-13. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
- CONJONCTURE : l'épargne stable bénéficie d'une rémunération supplémentaire.
 - CONFLITS ET REVENDICATIONS : la grève des postiers.
- 14. ENQUÊTE**
- Les « tiers-mondes » (III), par Philippe Simonnot.
- 15. ÉDUCATION**
- Le secrétaire d'État envisage de retirer au département de sociologie de Poitiers l'habilitation à délivrer des diplômes.
- 15. MÉDECINE**
- Au congrès de Florence : substances chimiques, cancer et pressions économiques.
- 16. JUSTICE**
- Le tribunal de Lille examine la légalité du contrôle patrimonial exercé sur les congés de maladie.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 17 à 22
- Les sports d'hiver en automne.
 - Un hôtel lyonnais à l'honneur.
 - Les croisières sans le « France ».
 - CINÉMA ET PHOTOGRAPHIE : Une mode menacée par la crise.
 - FLAÏRES DE LA TABLE : Les nouveaux mystères de Paris.
 - CÉRONIQUE SPORTIVE : La croisière de l'été, les activités des clubs d'été.
 - MODE : Une ampleur modérée.
 - Maison : Jeunes, Hippisme.
 - Bridge : Echecs, Philatélie.

- 24-25. EUROPE**
- GRANDE-BRETAGNE : la visite technique de la Royal Navy au Cap soulève une tempête au sein du Labour.
- 25. DIPLOMATIE**
- Les entretiens soviéto-américains de Moscou.
- 26-28. ARTS ET SPECTACLES**
- THÉÂTRE : Les Émigrés, de Muzak.
 - CINÉMA : la Gifle.
- 32-33. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**
- URBANISME : l'office des Hautes-de-Seine devant le Conseil de Paris.
- 33. DÉFENSE**
- L'UNESCO
 - LE VOTE DU BUDGET : un consensus chargé de nuances.
- 36. RADIO-TELEVISION**

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (31)**
- Annonces classées (29 et 30) ;
 - Cinéma (32) ; Informations politiques (31) ; « Journal officiel » (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (31) ; Pénalités (31).

Le Monde

- publiera demain son supplément hebdomadaire
- LE MONDE AUJOURD'HUI**
- Auto-stop : Paris-Marseille.
 - Télévision : Vivre, nous ferons le reste !
 - AU FIL DE LA SEMAINE : La fin de la vie privée, par Pierre Vianon-Fondé.
 - Lettre de l'Amérique latine : Le respect de la vie.
 - Portrait : Paul Ahi, artiste togolais, par Philippe Desroches.
 - LA PHILOSOPHIE : « Le carminisme de Malebranche », par Jean Lacroix.
 - Éditorial : Mère, mari, marina, par Jacques Sternberg.
 - TELEVISION : Les années de l'étranger : vote pour chacun en R.F.A., par Claude Sarraute.

Pour louer une voiture au Luxembourg, réservez chez Europcar au 645.21.25.

A B C D F G H

A Rabat

La délégation palestinienne menace de se retirer du conseil des ministres des affaires étrangères arabes

De notre correspondant

Rabat. — La conférence des ministres des affaires étrangères ne se terminera peut-être pas, comme prévu, ce vendredi 26 octobre. En effet, la délégation de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) a menacé jeudi, de se retirer, si le différend qui l'oppose au gouvernement jordanien sur l'établissement éventuel d'un État palestinien indépendant n'était pas tranché.

C'est après les délibérations de la journée de jeudi, tant au sein du comité de travail où huit délégations, dont celle de l'O.L.P., sont représentées, qu'au conseil des ministres qu'il a été décidé, en séance, que la délégation palestinienne, représentée par le chef adjoint du département politique de l'O.L.P., a brandi cette menace.

« La délégation de l'O.L.P., a-t-il déclaré, constate qu'il existe un silence total de la part de tous les pays arabes en ce qui concerne le projet que nous avons présenté à ce conseil. Si ce silence persistait, nous avons un plan, que nous soumettrons au moment propice, à la lumière de nos contacts avec M. Yasser Arafat. »

Selon M. Kamal, le projet de résolution palestinien se résume en trois points :

- 1) L'O.L.P. doit être la responsable de l'avenir du territoire palestinien, dont la libération est en cours, dans le cadre des obligations arabes envers la cause palestinienne ;
- 2) Le droit du peuple palestinien d'établir son pouvoir national indépendant sur tout ce territoire doit être reconnu ;
- 3) La solidarité des pays du champ de bataille avec l'O.L.P., dans l'établissement d'une entité nationale indépendante sur le territoire palestinien, sans ingé-

LE PRÉSIDENT SADAT EST INVITÉ OFFICIELLEMENT EN FRANCE

M. Valéry Giscard d'Estaing a invité le président égyptien Anouar el Sadat à venir en France, en novembre, au palais de l'Élysée.

La date du voyage du président égyptien qui, précise-t-on à l'Élysée, sera en France, n'a pas encore été fixée, mais elle devrait se situer au début de 1975.

LES ATHLÈTES FRANÇAIS CRÉENT UNE ASSOCIATION

L'Association des athlètes français a été créée jeudi 24 octobre à l'Institut national des sports, où s'étaient réunis une cinquantaine d'entre eux. Le bureau désigné comprend trois femmes (Mmes Roche, Florence Ploot et Bazin) et dix hommes (MM. Lerouge, Roche, Sainte-Rose, Louette, Fica, Réchal, Laroit, Meyer, Daguet et Quenec).

Les statuts ont été définis et seront soumis à l'Assemblée générale qui se réunira dans le courant du mois de novembre. L'association n'enlève pas sa subordination à la Fédération française d'athlétisme, mais souhaite pouvoir donner son avis dans tous les problèmes la concernant.

**COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE**

VIERGE EXTRA « OLIVOLI »

Produit naturel de l'olive fraîche

Garnie extra par

PREMIÈRE PRESION A FROID

et clarifiée par simple

décantation et filtration

FRANCO DE PORT

A PARTIR DE 5 LITRES

Demandez Documentation gratuite N° 9 à :

STE PROVENCE LES OLIVIERES

13 — SALON-DE-PROVENCE

le charleston

Dites simplement :
P'hàbité à côté de la Coupole.

Venez vivre à Montparnasse. La nuit au cœur de la fête, dans les bistrot, les cinémas, les cafés-théâtres. Le jour au cœur des affaires, dans les bureaux, la Tour, les galeries marchandes.

Encore quelques appartements, studios et quatre pièces. Montparnasse, un quartier qui prendra toujours le bon côté de la vie. Un quartier solide pour investir.

Renseignements et ventes :
9, rue de Téhéran, 75008 Paris Tél. : 755.90.10

98, bd. du Montparnasse, Paris 14^e

L'affaire Markovitch

LA COUR DE CASSATION REJETTE LA REQUÊTE EN SUSPICION LÉGITIME DE M. MARCANTONI

Présidée par M. Raoul Combaldi, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 24 octobre, la requête en suspicion légitime de M. Marcantonio (inculpé de complicité dans le meurtre de M. Stefan Markovitch), qui tendait au désaisissement de la juridiction d'instruction de Versailles.

M. Jean Ferré, juge à Versailles, continuera donc à instruire cette affaire. Conformément à la loi, l'arrêt rendu par la chambre criminelle n'est pas motivé. Il déclare simplement qu'il n'existe pas en l'espèce le motif de renvoi pour cause de suspicion légitime, au terme de débats qui se sont déroulés en chambre du conseil.

M. Martin Martinière soulève la requête de M. Marcantonio, et M. Armand Lyon-Caen s'y oppose au nom du frère de la victime, partie civile, et M. Albaut, avocat général, concluant au non du ministère public après le rapport du conseiller Chaper.

LES COMPRESSIONS D'EFFECTIFS A L'O.R.T.F.

L'abandon des ondes courtes serait pour la France le renoncement à la compétition internationale

La compression de l'effectif des journalistes à l'O.R.T.F. affectera plus particulièrement le secteur des émissions à destination de l'étranger, dont soixante-quinze rédacteurs statutaires au moins ne seront pas réaffectés par les nouvelles sociétés nationales.

Il s'agit de la dernière phase d'un processus de transformation de l'action extérieure de l'Office (le Monde du 22 janvier), qui tend à concentrer les efforts sur quelques secteurs précis plutôt qu'à arroser un plus grand nombre de pays sans être assuré de l'audience des émissions.

En fait, selon l'expression d'un responsable de l'Office qui connaît bien le dossier, c'est un vieux contentieux entre le Quai d'Orsay et l'O.R.T.F. qui se règle.

La Direction des affaires extérieures et de la coopération (D.A.E.C.) regroupe au sein de l'O.R.T.F. depuis 1969, la réalisation de l'ensemble des émissions radiodiffusées destinées à l'étranger et les missions de coopération de l'ex-OCORA. Le financement de la D.A.E.C. est assuré par une subvention du ministère des affaires étrangères et de celui de la coopération qui représente 60 % des dépenses de fonctionnement, le reste étant à la charge de l'Office.

On cherchait à justifier l'introduction de la publicité à la télévision en 1968. Georges Pompidou, premier ministre — très sensible à l'audience de la voix de la France — dans le monde, déclarait que ces recettes supplémentaires devaient servir notamment à développer les émissions à destination de l'étranger. En fait, le Quai d'Orsay n'a pas augmenté sa participation depuis six ans (1), et la France n'occupe que le vingtième rang dans le classement mondial des pays qui réalisent des émissions à destination de l'étranger, loin derrière la B.R.C., les Américains et l'U.R.S.S., mais aussi derrière l'Allemagne et le Portugal.

La suppression de seize sections langues sur les ondes courtes (dont le russe, le grec, l'arabe, l'allemand, le portugais) ainsi que celle, totale, des programmes entravés de radio vont probablement rejeter la France tout en bas du tableau.

C'est cette récession brutale qui

va entraîner le renvoi de la moitié des journalistes travaillant dans les diverses sections et qui n'auront, compte tenu de leur spécialité, qu'une chance très mince de retrouver du travail.

Les services du Quai d'Orsay ont toujours manifesté un grand scepticisme sur le rendement des émissions ondes courtes : « Personne ne les écoute à l'étranger, à-t-on coutume de dire, d'autant que les auditeurs éventuels ne sont pas équipés pour capter les ondes courtes. »

Un responsable de l'O.R.T.F. va même plus loin en prétendant que « les techniciens français possèdent une compétence technique avec leurs collègues allemands, par exemple, en ce qui concerne la qualité du « tir » (des objectifs choisis) et des matériels de transmissions ».

Ces arguments, parmi les plus courants, ne sont sans doute pas sans valeur, mais on a pu vérifier, pendant la guerre, que les émissions de l'Armée française, grâce à l'émission installée à Chypre par Radio-Monte-Carlo, qui influençaient la B.R.C. au Proche-Orient, n'étaient pas absentes.

La Grande-Bretagne dispose de vingt-deux émetteurs semblables à travers le monde, l'Allemagne fédérale de huit, la France de dix.

On sait pourtant — depuis longtemps — que si nous possédions un émetteur à Djibouti, par exemple, il servirait de relais à toutes les émissions destinées à l'Asie, qui seraient relayées à nouveau par le Cambodge.

Dans un Livre blanc, les journalistes de la D.A.E.C. réclament :

« Les grèves S.N.C.F. sur le réseau ouest de la banlieue parisienne. Deux trains sur trois à Paris-Montparnasse et un train sur deux à Paris-Invalides étaient en retard vendredi matin 25 octobre, sur le réseau S.N.C.F. de la région parisienne. Le trafic, perturbé par une grève du personnel d'accompagnement, était clenché jeudi 24 octobre, devait redevenir normal dimanche 27 octobre à 9 heures du matin. »

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs : tous beaux meubles anciens, tapisseries, tableaux de maîtres

20, FAUBOURG SAINT-HONORE - PARIS 8^e - 265.11.03

LATREILLE

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

QUINZAINE DU MANTEAU

PRIX EXCEPTIONNELS

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62, r. St-André-des-Arts, 6^e

Parking attenant à nos magasins

LE NOUVEAU

synchro et tour les

RASOIRS électriques

EN VENTE CHEZ

les spécialistes depuis 1938

DIDIER-NEVEUR

RÉPARATIONS IMMÉDIATES

Pièces Détachées - Accessoires

39, rue MARBEUF - Tél. 225.61.70

Succursales : 20, rue de la Paix - PARIS 8^e - 2 MAGASINS OUVERTS LE DIMANCHE

Au congrès du P.C.

M. Jaquin : nous sommes allés à la limite du possible

Au cours de la seconde séance du vingt et unième congrès du P.C.F., vendredi matin, M. Pierre Jaquin, député, membre du comité central, parlant au nom de la fédération de l'Escaut, a notament déclaré : « L'union résulte d'un combat, et un grand mouvement dialectique est lié à ce combat. Notre congrès n'est pas une cérémonie triomphale mais un moment de ce combat. (...) Longtemps, le parti socialiste a été réduit par la classe dominante au rôle de force d'appoint. On l'a encore bien vu en 1958. La droite se prépare aujourd'hui à une autre hypothèse que celle de son maintien au pouvoir. (...) S'il n'est pas possible aux communistes, s'est interrogé M. Pierre Jaquin, de participer au gouvernement s'ils devaient être ceint d'une sorte d'Éclaircissement français ? Est-ce que nos partenaires socialistes font vraiment tout ce qu'ils peuvent pour déjouer le complot actuel d'extrême-droite ? »

« Pour M. Jaquin, « la question du pouvoir, mais c'est aussi celle de l'après-conquête ». « Dans campagne électorale présidentielle a-t-il ajouté, nous sommes allés à la limite du possible, en nous appuyant, par exemple, sur le premier ministre et à certains ministères importants. » L'orateur ajoute : « Il ne faut pas qu'à l'heure de notre parti pour une victoire, comme s'il y avait d'un côté la tête et de l'autre les jambes. »

Avant M. Jaquin, le congrès avait entendu M. Jean-Claude Sarrailh (Cher), Mlle Nicole Grégoire, secrétaire de la fédération de l'Escaut, M. Paul Roche (Seine), qui a critiqué l'attitude des responsables socialistes de son département, M. Alfred Csero (Paris) et M. Vincent (Moselle), qui, ancien responsable de la jeunesse ouvrière chrétienne, souligne les changements intervenus dans l'Église.

A Marseille

M. Bodourian a été arrêté après l'enlèvement d'un fondé de pouvoir d'une banque

M. Roger Bodourian, distributeur de produits pétroliers, a été arrêté à Marseille, mercredi 23 octobre. Il lui est reproché d'avoir participé à l'enlèvement et à la séquestration d'un fondé de pouvoir de la Banque d'Alger (Paris) et M. Vincent (Moselle), qui, ancien responsable de la jeunesse ouvrière chrétienne, souligne les changements intervenus dans l'Église.

M. Roger Bodourian est ce distributeur indépendant de produits pétroliers qui avait porté plainte après que les compagnies pétrolières eurent décidé de le pousser à la faillite (le Monde du 14 janvier 1973). Sa plainte avait provoqué la saisie au siège de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, en 1972, de nombreux documents, qui furent remis à M. Élie Loques, juge d'instruction à Marseille, d'inculper un certain nombre de dirigeants pétroliers en 1972 et en 1973.

La commission des entreprises, saisie par le ministre des finances, a été saisie par le ministre des finances.

Le numéro du « Monde », daté 25 octobre 1974 a été tiré à 561 446 exemplaires.

DECORATION LES NOUVEAUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

« Velours "Orlon" Jacquard. »

« Imprimés anglais et américains. »

« Nouveaux tissages unis, grosses toiles, serpsé épais, chevrons, diagonales, etc. »

« Toiles en 280 cm, nouveaux coloris. »

« Tissus bouclés, tweeds, satins. »

« Jacquards modernes de bon goût. »

« De merveilleux damas de style et les genres "tapisseries" et "Gloires". »

« Imitations fourrures. »

de 28 F à 175 F le mètre

(tous nos tissus sont en stock)

RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Comment obtenir, sans se déranger, un taux d'intérêt de

12,50%

En écrivant directement à notre Banque pour l'ouverture d'un compte bloqué

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Documentation N° 440 K sur simple demande

صلى الله عليه وآله وسلم